



Les solutions, idées et réflexions

Etat des idées au 19 juillet 2013

Dossier à l'intention des partis politiques dans le cadre des élections législatives anticipées du 20 octobre 2013 - Partie B

Luxembourg, le 29 juillet 2013

Dossier préparé par l'initiative 2030.lu - Ambition pour le futur

E-mail : info@2030.lu
Téléphone : 8002-2323

*Veillez consulter le site propre à la plateforme de discussion sous :
<http://2030lu.ideascale.com/> pour disposer en permanence d'une version à jour des idées.*

Disclaimer

L'initiative « 2030.lu - Ambition pour le futur » et la Chambre de Commerce du Grand-Duché de Luxembourg déclinent toute responsabilité à l'égard des propos développés dans cette note.

L'animation du débat public fait partie des attributions de la Chambre de Commerce du Grand-Duché de Luxembourg. « 2030.lu - Ambition pour le futur » s'inscrit dans la tradition de « facilitateur de débat » de cette Chambre professionnelle. Néanmoins, à travers cette initiative, la Chambre de Commerce n'aura fait que mettre à disposition les ressources et les outils nécessaires à la tenue et à la réussite d'un débat citoyen. Les opinions et idées exprimées *via* cette initiative non partisane et transparente sont celles des citoyens ayant participé au débat et en aucun cas celles de la Chambre de Commerce.

Sommaire

1	Arts et cultures	13
2	Education & Formation professionnelle	13
2.1	Les jeunes et le marché du travail.....	13
2.1.1	Partenariats entreprises-écoles	13
2.1.2	Ecole & Entrepreneuriat.....	14
2.1.3	Impulsions extérieures	14
2.1.4	Plus tôt dans le monde du travail	14
2.1.5	Aide Humanitaire / Service Civic	14
2.1.6	Promotion de la relation école-entreprise.....	14
2.1.7	Les jeunes et les secteurs prometteurs de demain	15
2.1.8	L'école et le monde professionnel.....	15
2.2	Orientation Scolaire	15
2.2.1	La mise en place de quotas pour l'orientation scolaire	15
2.2.2	Acteurs de notre destin	16
2.2.3	Orienter les enfants en fonction de leurs talents	16
2.3	Question linguistique dans l'enseignement	16
2.3.1	Filière linguistique	16
2.3.2	Anglais.....	16
2.3.3	Laboratoire linguistique.....	16
2.3.4	Séjours linguistiques	16
2.3.5	La compréhension de la langue française.....	16
2.3.6	Etendre les cours de langues.....	17
2.3.7	Faciliter les séjours linguistiques.....	17
2.3.8	Parler, Parler.....	17
2.3.9	Créer une école de langues	17
2.3.10	Enseignement des langues.....	17
2.3.11	Apprentissage des langues.....	18
2.3.12	Adapter le niveau des langues aux élèves	18
2.4	Offre & Réforme scolaire.....	18
2.4.1	Cours civiques sur l'UE.....	18
2.4.2	L'école et les discussions d'actualité.....	18
2.4.3	Support pour enfants surdoués	18
2.4.4	Les instituteurs ne connaissent que l'école	19

2.4.5	Une école ouverte.....	19
2.4.6	Dépasser la résistance au changement	19
2.4.7	Le cours d'économie supprimé en classe de 4e.....	19
2.4.8	Le cours d'économie pour tous	20
2.4.9	Offrir des cours d'appui à tous les élèves.....	20
2.4.10	Année sabbatique.....	21
2.4.11	Ayons le courage de trouver des solutions à nous	21
2.4.12	Développer les « soft skills».....	21
2.4.13	L'éducation au Luxembourg.....	21
2.4.14	Adapter le matériel didactique dans le cours de français	22
2.4.15	Solution efficace en education	22
2.4.16	La diversité et l'école	23
2.4.17	Des écoles privées pour plus de dynamisme	23
2.4.18	Primary and secondary school educational issues.....	24
2.4.19	Compréhension des principes de l'économie pour tous	24
2.4.20	Reconnaissance de diplômes universitaires étrangers.....	24
3	Etat et service publiques	25
3.1	La fiscalité & les transferts sociaux	25
3.1.1	Evolution du RMG en un droit au travail.....	25
3.1.2	Allocations familiales qui reviennent aux enfants	26
3.1.3	Steuervereinfacherung.....	26
3.1.4	Tax issues	26
3.1.5	Eradiquer l'évasion sociale.	26
3.2	La politique & les politiciens	27
3.2.1	Préparer l'avenir du pays au lieu de le subir	27
3.2.2	Le frein des conditions salariales de la fonction publique.....	27
3.2.3	Mir brauchen e politesche Visionär	27
3.2.4	Das Gemeinwohl aller Bürger fördern	28
3.2.5	Répondre aux grands défis sociétaux dans les prochains 20 ans	28
3.2.6	Plus de divergence entre les partis politiques	29
3.2.7	Les meilleures têtes à Bruxelles !.....	29
3.2.8	« La maison est en feu ».....	29
3.2.9	Responsabiliser les politiciens	29
3.2.10	Une politique budgétaire orthodoxe	29
3.2.11	Stop au cumul des mandats.....	30
3.2.12	Augmenter notre présence à Bruxelles	30

3.3	Simplification administrative & réformes.....	30
3.3.1	Simplification business entre ministères.....	30
3.3.2	La simplification administrative et la réforme de la gouvernance.....	30
3.3.3	S’inspirer de la loi allemande pour les autorisations de construction.....	31
3.3.4	Pour une réduction du nombre de Ministères.....	31
3.3.5	Salaires à l’entrée dans la fonction publique.....	31
3.3.6	Ratio entre fonctionnaires et employés du secteur privé ?.....	31
3.4	Communication & Promotion du Grand-duché.....	31
3.4.1	Promotion touristique au niveau national.....	31
3.4.2	Objectifs clairs du gouvernement.....	32
4	L’énergie.....	32
4.1.1	Les énergies renouvelables.....	32
4.1.2	Energies peu explorées au pays.....	32
4.1.3	Fini l’intermittence des énergies renouvelables.....	33
4.1.4	Le nucléaire au Luxembourg.....	33
4.1.5	L’énergie la moins chère est celle qu’on ne consomme pas.....	33
5	L’entrepreneuriat.....	33
5.1	Eveiller l’esprit d’entreprise.....	33
5.1.1	Les entrepreneurs au service de la société.....	33
5.1.2	Promouvoir davantage l’entrepreneuriat.....	34
5.1.3	Valorisons le courage.....	34
5.1.4	Tous entrepreneurs.....	34
5.1.5	Donner le goût du risque.....	34
5.1.6	Changement.....	34
5.1.7	Vaincre la peur d’échouer.....	34
5.1.8	Du respect pour les créateurs de valeur ajoutée.....	35
5.1.9	Youth unemployment.....	35
5.2	Soutenir les entrepreneurs.....	35
5.2.1	Des aides pour le capital de départ.....	35
5.2.2	Simplifier les procédures.....	36
5.2.3	Développement d’un centre de créativité appliquée.....	36
5.2.4	Méi Ënnerstëtzung an den operationelle Prozeduren.....	36
5.2.5	Soutien aux entrepreneurs.....	36
5.2.6	Bedingungslose Grondakommen.....	37
5.2.7	Social business.....	37
5.2.8	Financer les PME.....	37

6	L'environnement	37
6.1.1	Les classes zéro émission	37
6.1.2	Le Recycling.	37
6.1.3	Rétablir une relation saine et respectueuse avec la nature	38
6.1.4	Leit opklären an encouragéieren ökologesch ze bauen	38
6.1.5	Espaces verts à Belval.....	38
6.1.6	Créer une réserve monétaire pour parer aux crises écologiques	38
7	Indépendance financière.....	39
7.1	Équilibre budgétaire	39
7.1.1	Financial stability	39
7.1.2	Wéi kritt een de Staatshaushalt an Gleichgewicht?.....	39
7.1.3	Si cette dépense n'existait pas, est-ce que je la créerais ?	40
7.1.4	L'Aide Publique au Développement	40
7.1.5	Rétablir l'équilibre des finances publiques	40
7.1.6	Engager une vraie réforme des pensions.....	40
7.1.7	Finanzplanung déi op Nuellwuesstem baséiert	41
7.1.8	Onofhängegen Audit fir Staats- a Gemengenausgaben	41
7.1.9	Wéi kënnen mir d'finanziell Onofhängegkeet vum lëtzebuerger Staat garantéieren	42
7.1.10	Le problème de l'endettement dans une société consumériste	42
7.1.11	Soziale Belastung	42
7.1.12	Bien gérer l'utilisation de recettes	42
7.1.13	Abolir les aides à la presse	43
7.1.14	Augmenter les recettes	43
7.1.15	Donnons-nous les moyens pour financer notre futur	43
7.1.16	Pas d'excès de rigueur dans la réduction du déficit.....	43
7.1.17	Economie, nouvelles recettes	43
7.2	Fonds souverain	44
7.2.1	La mise en place d'un fonds du futur	44
7.2.2	Portfolio étatique.....	44
7.2.3	Pour un fonds souverain	44
8	Infrastructures, urbanisme et mobilité	45
8.1	Mobilité	45
8.1.1	Concept "Bus-Bunn" ou "RER" de Georges Schummer	45
8.1.2	Stadtmobilität & Dezentralisierung	46
8.1.3	Utilisons davantage les infrastructures existantes.....	48

8.1.4	Get people “used” to common transport.....	48
8.1.5	The costs & benefits of urban transportation.....	49
8.1.6	TMC (Traffic Message Channel) fir Lëtzebuerg.....	49
8.1.7	Multimodale Mobilité	49
8.1.8	Infrastructures et mobilité.....	49
8.1.9	Innenstadt ausschließlich für öffentlichen Nahverkehr	50
8.1.10	Gratis öffentliche Transport.....	50
8.1.11	Décongestionner le centre-ville	50
8.1.12	Téléférique.....	50
8.2	Aménagement du territoire.....	50
8.2.1	Zougang zu Bauterraine vereinfachen	50
8.2.2	Förderung der dezentralen Versorgung	50
8.2.3	Efficacité de l’organisation territoriale.....	51
8.2.4	Dezentralisierung	51
8.2.5	Decentralisation	51
8.2.6	Vorzeigeprojekt im Bereich Nachhaltigkeit	51
8.2.7	Mixitéit an de Quartiere beibehalen.....	51
8.2.8	D'abord la mobilité	52
8.2.9	Public Private Partnerships	52
8.2.10	Les nouveaux quartiers: Solution pour notre problème de logement.....	52
8.2.11	Interkommunale Landesplanung	52
8.2.12	Coopération à une échelle proche dans la Grande Région	52
8.2.13	Douze communes au Luxembourg	53
8.3	Infrastructures & construction	53
8.3.1	Les coûts et délais dans la construction.....	53
8.3.2	Astellung géigeniwwer ökologeschem Bauen	53
8.3.3	Free Wifi	53
8.3.4	Pistes cyclables	53
8.3.5	Piscine dans les casemates ?.....	54
8.3.6	Plus d’infrastructures touristiques	54
9	Innovation	54
9.1.1	Méi Zäit an Suen an d’Fuerschung an d’Entwécklung.....	54
9.1.2	Instaurer des «incentives» remboursables.....	54
9.1.3	Innover de manière méthodique et orientée sur les résultats	54
9.1.4	L’innovation dans le sens du développement durable	56
9.1.5	Uni a Recherche	57

10	Logement.....	57
10.1	Taxation.....	57
10.1.1	Taxation du terrain et logement	57
10.1.2	Taxation des logements vides.....	57
10.2	Modes de vie & d'habitation	57
10.2.1	Promouvoir des quartiers d'un type nouveau	57
10.2.2	Favoriser les colocations intergénérationnelles.....	58
10.2.3	Donner de l'envie de vivre dans des zones plus densifiées.....	58
10.3	Augmenter la disponibilité de terrain & logement	58
10.3.1	Availability of land for residential construction	58
10.3.2	Geler les prix par are des terrains	59
10.3.3	Construction d'étages supplémentaires en ville	59
10.3.4	Une solution conforme à l'économie du marché.....	59
10.3.5	Attract "Frontaliers" to move to Luxembourg	59
10.3.6	130.000 logements d'ici 2030.....	60
10.3.7	Logement.....	60
10.3.8	Rendre la mobilisation des terrains constructibles plus facile	60
10.4	Rendre le logement abordable.....	60
10.4.1	Logement et système de pension	60
10.4.2	Plafond pour les loyers	61
10.4.3	Construire plus de logements à prix abordables et modérés.....	61
10.4.4	Logement social.....	61
10.4.5	Contrôle de loyers efficace.....	61
10.4.6	Sozialer Wohnungsbau in Luxemburg	61
11	Multilinguisme.....	61
11.1.1	English - A world-leading language.....	62
11.1.2	L'enseignement du luxembourgeois au niveau de la petite enfance.....	62
11.1.3	Apprentissage des langues.....	62
11.1.4	A forgiving language	62
11.1.5	L'apprentissage des langues principales.....	62
11.1.6	Apprentissage du Luxembourgeois pour tous	63
11.1.7	Se focaliser sur une langue.....	63
11.1.8	La maitrise des 3 langues: Un avantage compétitif	63
11.1.9	Sproochenvillfalt fördern	63
11.1.10	Sproochendebatt.....	63
11.1.11	A propos du multilinguisme au Luxembourg	64

11.1.12	Esperanto: La langue de communication commune idéale.....	64
12	Participation démocratique	66
12.1	Modèle de participation démocratique.....	66
12.1.1	Le modèle Suisse de démocratie	66
12.1.2	La participation citoyenne	67
12.1.3	Participation directe des citoyens.....	67
12.1.4	Participation citoyenne.....	67
12.2	La responsabilité citoyenne.....	67
12.2.1	Opklärung	67
12.2.2	Méi Eegenverantwortung huelen.....	68
12.2.3	La vie politique au Luxembourg	68
12.2.4	Wo bleibt die Jugend in der Politik?	68
12.2.5	Sus aux entraves à la liberté individuelle	69
12.2.6	Des citoyens avertis & critiques	69
12.2.7	Un cadre promouvant les activités extracurriculaires	69
12.3	Gouvernance & structure politique	69
12.3.1	Un seul arrondissement électoral.....	69
12.3.2	Prolonger la durée de la législature.....	69
12.3.3	Des partis politiques plus transparents face aux électeurs	70
12.3.4	Luxembourg un terrain idéal pour expérimenter.....	70
12.4	La représentativité politique	70
12.4.1	Droit de vote aux étrangers.....	70
12.4.2	Give the youth a voice	70
12.4.3	Ask the young.....	70
13	Productivité, économie et création de richesse.....	70
13.1	Formation Continue & Marché du Travail.....	71
13.1.1	Allongement du temps de travail? Alternative.	71
13.1.2	Work permit approval issues.....	71
13.1.3	Métiers d'excellence	72
13.1.4	Formation en alternance dans une entreprise pour les jeunes	72
13.1.5	Inverser la courbe du chômage.....	74
13.1.6	Davantage de formations pour chômeurs	74
13.1.7	L'intégration des chômeurs dans le marché du travail.....	74
13.1.8	Embaucher des chômeurs pour des travaux simples	74
13.1.9	Pour une « Université ADEM »	74
13.1.10	Lack of labor mobility in Europe and information	75

13.2	Modèle économique du futur.....	75
13.2.1	Remettre en question nos indicateurs socio-économiques !.....	75
13.2.2	Un modèle économique qui mise sur la durabilité	75
13.2.3	Wéi ee Wuesstemsmodell an engem kompetitiven Ëmfeld?	75
13.2.4	Modèle socio-économique alternatif.....	75
13.2.5	Woustumsmodel fir Lëtzeburg ?.....	75
13.2.6	Garder les pays en difficulté dans l'UE.....	76
13.2.7	L'économie du bien commun : Un système économique avec un futur	76
13.3	La compétitivité.....	79
13.3.1	Intellectual Property Management.....	79
13.3.2	Le rétablissement de la compétitivité-coût	79
13.3.3	Mettre en lumière les faiblesses.....	80
13.3.4	Employee cost issues and Labour Flexibility	80
13.3.5	Eigenverantwortung in einer innovativen Gesellschaft	81
13.3.6	Mutualisons nos efforts dans la recherche	81
13.3.7	Cultivons une attitude agressive & innovative	81
13.3.8	Compétitivité : un terme qui touche tous les domaines	81
13.3.9	Augmenter la productivité	81
13.3.10	Pour des gains de productivité et une remise en question permanente	81
13.3.11	Ouverture totale des secteurs protégés.....	82
13.3.12	Deckelung des Index.....	82
13.3.13	Restreindre les salaires dans la fonction publique	82
13.4	Création de richesse	82
13.4.1	Le tourisme au Luxembourg : Un secteur "sous-exploité"	82
13.4.2	Tourisme wellness	82
13.4.3	Définition de zones touristiques	83
13.4.4	Utiliser l'effet grand marché	83
13.4.5	Le tourisme au Luxembourg, un secteur sous-exploité	83
13.4.6	Utiliser les compléments d'unités	84
13.4.7	Relancer la croissance.....	84
13.4.8	Utiliser le « network effect »	84
13.4.9	Sektore vu muer	84
13.4.10	Logistique, biotechnologie, capitale de fédération	84
13.4.11	Roll vum lëtz. Staat bei der Promotioun vun de Sektore vu muer	85
14	Solidarité & Santé.....	85
14.1	Solidarité.....	85

14.1.1	Revenu de base inconditionnel	85
14.1.2	Un assainissement général des diverses allocations	86
14.1.3	Un assainissement général des diverses allocations L'alternative au RMG ...	87
14.1.4	Aligner le modèle social au modèle de productivité.....	87
14.1.5	Fiscaliser la sécurité sociale	87
14.1.6	Salaire social minimum européen	88
14.1.7	Un monde de contraste et d'inégalités	88
14.1.8	Financer le système de sécurité sociale en Europe	88
14.1.9	Harmoniser les systèmes de protection sociale en Europe	88
14.1.10	Egalité de traitement entre hommes et femmes	88
15	Santé.....	88
15.1.1	La santé mentale et physique	88
15.1.2	Améliorer le bien-être au travail	88
16	Vivre ensemble.....	89
16.1	La diversité comme atout.....	89
16.1.1	Enseigner la richesse de la diversité	89
16.1.2	Une politique de diversité transversale et sociétale.....	89
16.2	Le Luxembourg et ses citoyens étrangers.....	89
16.2.1	Inclusion de la population étrangère	89
16.2.2	Luxembourg: un pays multiculturel.....	90
16.2.3	Allier société multiculturelle et spécificités du pays	90
16.3	Les échanges linguistiques& culturelles.....	91
16.3.1	La culture dans le processus d'intégration.	91
16.3.2	Integratioun iwwert Sproochen a kulturellen Austausch	91
16.3.3	Multiplier les espaces de rencontres	91
16.3.4	Il nous faut davantage de messages positifs.....	91
16.3.5	Multikulturell Gesellschaft	91
16.4	La qualité de vie & mode de vie alternatif.....	92
16.4.1	Des avantages déifiant toute concurrence internationale.....	92
16.4.2	Liewensqualität.....	92
16.4.3	Wéi kënnen mir eise Liewensniveau vu muer ofsécheren?.....	92
16.4.4	Wéi soll d'Liewensqualitéit gemooss ginn?	92
16.4.5	Wéi erhalen mir äisen Liewensstandard.....	92
16.4.6	The 5 fallacies of Initiatives like "2030.lu".....	93
16.4.7	Two Axes Out of the Dead End.....	93
16.4.8	Notes on "spiritualization"	94

16.5	Discrimination & égalité de traitement	95
16.5.1	La polarisation de la société.....	95
16.5.2	Regroupement des motifs de discrimination	95
16.5.3	Promotion des politiques d'égalité de traitement.....	95
16.5.4	Collecte de données relatives aux discriminations	95
16.5.5	Harcelement sexuel	96
16.5.6	Collaboration juridique dans le domaine des discriminations	96
16.5.7	Interdiction explicite de la discrimination multiple	96
16.5.8	Sensibilisation et formation	97

1 Arts et cultures

« La vie culturelle au Luxembourg se caractérise par son offre abondant et une qualité d'infrastructures hors norme. Les efforts entamés par les acteurs culturels semblent porter leurs fruits, notamment si on considère le nombre d'événements et spectacles prenant lieu sur le territoire luxembourgeois. Mais est-ce que l'offre est adaptée aux besoins de ses citoyens ? Voici une idée issue du grand débat public de l'initiative « 2030.lu –Ambition pour le futur ».

Les sciences naturelles font parties intégrantes de la culture. Au Luxembourg, on entend souvent par culture les arts plastiques et les sciences sont toujours exclues. Les connaissances générales englobent bien entendu aussi les sciences naturelles, mais ceci ne semble pas être le cas dans la majorité des sections au niveau secondaire. Les élèves devraient être exposés aux sciences naturelles dès le plus jeune âge. On devrait créer un lycée de sciences en basant sur le modèle du „Sportslycée“. De même, les blocs dédiés à l'instruction du Latin pourront être remplacés par les sciences naturelles.

(Prof. Claude P. Muller - atelier thématique du 13 avril) (Votes : +9)¹

2 Education & Formation professionnelle

« Le capital humain est la principale ressource du Luxembourg. Pouvoir disposer d'une population multilingue avec un niveau de formation et de qualification élevé constitue le principal avantage compétitif du Luxembourg. Il s'agirait de défendre davantage cet atout en adaptant la formation de notre future main-d'œuvre aux réalités et évolutions économiques et sociales. De même, pour se développer de manière équilibrée, le Luxembourg doit également pouvoir s'appuyer sur un système éducatif capable de former des citoyens avertis et critiques, aptes à remettre en question toute instance régnante. Par le biais de l'initiative « 2030.lu –Ambition pour le futur », les participants du grand débat public se sont exprimés au sujet des défis auxquels l'éducation nationale et la formation professionnelle sont confrontées. »

2.1 Les jeunes et le marché du travail

2.1.1 Partenariats entreprises-écoles

Comment ouvrir le marché du travail aux jeunes grâce à une bonne éducation et formation ?

Les pays européens qui ont le plus faible taux de chômage chez les jeunes sont l'Allemagne, l'Autriche et les Pays-Bas. Les deux derniers ont en commun il me semble un système scolaire renforçant les partenariats entreprises-écoles par de l'apprentissage dès 12-14 ans dans toutes les branches d'activité depuis la menuiserie ou le bâtiment jusqu'à la banque ou les cabinets d'avocats en passant par les sociétés de service à la personne. En tant que chef d'entreprise, je remarque que prendre un apprenti demande du temps et des ressources pour le former mais il en va de notre responsabilité sociétale.

(Xavier Delposen, Solution partagée sur la plateforme de débat) (Votes : +10)

¹ Sur la plateforme de débat, les utilisateurs peuvent voter pour ou contre une idée par un simple clic sur les boutons "D'accord" ou "Désaccord" placés à côté de chaque idée. La balance des votes est indiquée à la fin de chaque idée. « + » signifie que la majorité des utilisateurs étaient d'accord avec l'idée. « - » signifie que la majorité des utilisateurs étaient désaccord avec l'idée.

2.1.2 Ecole & Entrepreneuriat

L'entrepreneuriat est un domaine particulier qui n'est pas traité du tout dans le cursus scolaire. Les entrepreneurs ne sont pas formés à l'école, mais le deviennent plutôt par hasard. Mais l'école pourra jouer le rôle de médiateur en invitant des entrepreneurs à partager leurs expériences dans les salles de classe. Ainsi, les jeunes pourront découvrir le monde de l'entrepreneuriat.

(Thibaut Britz - atelier thématique du 13 avril) (Votes : +6)

2.1.3 Impulsions extérieures

Les élèves ont besoin d'impulsions extérieures au milieu scolaire et doivent avoir la possibilité de réaliser des stages. (Robert Urbé - atelier thématique du 13 avril) (Votes : +6)

2.1.4 Plus tôt dans le monde du travail

Adaptons-nous aux trends de nos pays voisins et scolarisons nos enfants un an plus tôt et abolissons une année de lycée. Ainsi, nos enfants seront 2 ans plus tôt sur le marché du travail et ne seront plus désavantagés par rapport aux concurrents des pays limitrophes. En plus, ils produiront deux ans de plus de PIB. (Yves Kirpach, Solution partagée sur la plateforme de débat) (*Cette idée a été traduite par l'équipe opérationnelle*) (Votes : +5)

2.1.5 Aide Humanitaire / Service Civic

Afin de permettre à nos jeunes de sortir de leur "bulle luxembourgeoise" il serait intéressant de les pousser à partir dans un pays du Tiers-Monde et de venir en aide aux personnes dans le besoin. (Isabelle Lentz, Solution partagée sur la plateforme de débat) (Votes : +4)

2.1.6 Promotion de la relation école-entreprise

La sensibilisation des élèves et des enseignants avec le monde professionnel doit inévitablement être renforcée. En effet, le lycée n'est pas à considérer comme une entité close, mais bien au contraire un lieu d'échange perméable aux aléas de la vie quotidienne et aux réalités de la sphère professionnelle. Beaucoup de lycées mettent en œuvre des initiatives parfaitement louables à cet égard dans le cadre de projets d'établissement "mini-entreprises", mais il importe d'amplifier cette dynamique, voire l'instaurer dans certains programmes de formation comme partie intégrante (visites d'entreprises, guest-speakers, charge de cours invite et autres).

On pourra s'inspirer des solutions adoptées par les universités en général, encourageant des professionnels dotés d'un sens pédagogique à intervenir dans le cadre de cursus universitaires bien déterminés.

Dans le même ordre d'idées, l'asbl « Jonk Entrepreneuren Luxembourg » est présente avec beaucoup de succès dans les lycées en familiarisant les étudiants avec les opportunités de la création d'entreprise au Luxembourg. Il y a lieu de renforcer ces initiatives, voir les institutionnaliser dans les programmes de formation. (Votes : +2)

(Marc Muller, Professeur en sciences économiques et sociales)

2.1.7 Les jeunes et les secteurs prometteurs de demain

Etant actuellement dans la quête des secteurs prometteurs de demain, il ne faut pas oublier de les présenter aux jeunes. Ceci pourra se faire par des road shows, des portes ouvertes, stages, visites dans les lycées etc.... Dans cette lignée, il s'agit aussi d'informer les jeunes au sujet des emplois potentiels ainsi que les qualifications recherchées afin de décrocher un job dans le secteur de son choix. Afin que le pays puisse profiter des ressources humaines disponibles, il faudrait adapter son offre de formation en fonction de la demande des profils recherchés.

(Marc Muller, Workshop du 15 juin 2013) (Votes : +1)

2.1.8 L'école et le monde professionnel

Les professeurs en sciences économiques sont d'avis que l'école devrait s'ouvrir davantage au monde professionnel. Il existe déjà des coopérations éducatives avec la Chambre de Commerce, les FDJ, ABBL...De cette manière, des spécialistes partagent leur expertise avec les élèves et leur permet d'entrer en contact avec des professionnels, ce qui pourra éventuellement déboucher sur un stage. De plus, ceci permettra de lier les cours théoriques avec l'actualité économique et de la rendre palpable aux jeunes.

(Marc Muller, Workshop du 15 juin 2013) (Votes : +0)

2.2 Orientation Scolaire

2.2.1 La mise en place de quotas pour l'orientation scolaire

Tout le monde le sait les professeurs orientent délibérément les enfants étrangers vers les filières techniques et manuelles et les enfants luxembourgeois vers les filières classiques.

D'une part cela devient inacceptable tant l'injustice est flagrante.

D'autre part elle est la cause principale du décrochage scolaire chez les enfants étrangers puis que les meilleurs d'entre eux ce retrouvent immergés en milieu médiocre.

Par ailleurs, les professeurs des filières techniques déconseillent fortement aux meilleurs élèves de ces sections les filières idoines pour "recoller au peloton" et certains n'hésitent pas à ajuster les notes pour les en empêcher.

Je veux bien que le Luxembourg ait besoin de travailleurs manuels dans les années futures mais je suis sûr que de jeunes luxembourgeois aimeraient pourvoir ces métiers.

L'afflux de jeunes étrangers ne doit pas servir uniquement à bâtir le pays en prévision de l'accroissement de sa population.

Fort de cette observation concernant l'égalité des chances je propose la mise en place de quotas dans chaque filière et de mesures sévères en cas de non respect de ces quotas

(Jemp Sales, Solution partagée sur la plateforme de débat) (Votes : +3)

2.2.2 Acteurs de notre destin

L'école a un rôle à jouer dans la prise de conscience de qui nous sommes et de nous donner confiance en nous à devenir des acteurs de notre destin. (Participant – Workshop du 13 avril) (Votes : +5)

2.2.3 Orienter les enfants en fonction de leurs talents

Un autre point qui me tient à cœur est l'orientation scolaire de nos enfants. On devrait davantage orienter les enfants en fonction de leurs talents et non en fonction de leurs faiblesses, au lieu de leur faire redoubler une classe à cause des cours qu'ils ont raté. Il est important de maintenir le système de notation afin de garantir un minimum de pression et de les motiver davantage à exceller. Éventuellement, les stages ou des journées entreprises devraient faire partie intégrante du cursus scolaire afin de comprendre le fonctionnement du marché du travail. (Martine Birkel, Solution partagée sur la plateforme de débat) (*Cette idée a été traduite par l'équipe opérationnelle*) (Votes : +5)

2.3 Question linguistique dans l'enseignement

2.3.1 Filière linguistique

Assouplir le système éducatif et permettre aux élèves de choisir une filière linguistique basée sur les langues administratives. Les élèves faibles en français pourront ainsi choisir la filière germanophone et vice-versa pour les élèves ayant des difficultés en allemand. De cette manière, on donnera les mêmes chances à tous les élèves et le Luxembourg cimenterait la cohésion sociale. (Rachel Gaessler – Workshop du 13 avril) (Votes : +13)

2.3.2 Anglais

Introduire plus tôt l'anglais dans le système éducatif luxembourgeois. (Rachel Gaessler – Workshop du 13 avril) (Votes : +13)

2.3.3 Laboratoire linguistique

Dans l'éducation fondamentale, il s'agirait d'assurer une intégration linguistique par le biais d'un laboratoire de langues de 4-12 mois pour les germanophones ayant des difficultés en français et pour les francophones ayant des difficultés en allemand.

(Prof. Claude P. Muller - atelier thématique du 13 avril) (Votes : +5)

2.3.4 Séjours linguistiques

Il faut faciliter les séjours linguistiques afin de développer l'apprentissage des langues chez les élèves. (Participant – Workshop du 13 avril) (Votes : +11)

2.3.5 La compréhension de la langue française

Améliorer la compréhension de la langue française afin de lutter contre le décrochage scolaire.

(Participant – Workshop du 15 juin 2013) (Votes : -4)

2.3.6 Etendre les cours de langues

Dans un pays multiculturel comme le Luxembourg, l'instruction des langues étrangères joue un rôle primordial, notamment dû au fait qu'une bonne partie des entreprises est d'origine étrangère. Je suis d'avis que des cours de langues comme le chinois ou le russe (étant seulement des cours facultatifs) devraient faire partie intégrante dans le programme de l'enseignement national.

(Martine Birkel, Solution partagée sur la plateforme de débat) (*Cette idée a été traduite par l'équipe opérationnelle*) (Votes : +5)

2.3.7 Faciliter les séjours linguistiques

- faciliter les séjours linguistiques dès l'école fondamentale, en les rendant quasi-obligatoires, financées par les écoles pour les familles moins aisées, les renouveler en 7eme , 6eme (Martine Kleinberg, Solution partagée sur la plateforme de débat) (Votes : +6)

2.3.8 Parler, Parler....

A l'étranger, le Luxembourg est envié pour ses compétences linguistiques. Quand je demande à un étranger qu'est-ce qu'il sait sur le Luxembourg, il évoque souvent le fait que nous sachions parler 4 langues. Je trouve qu'il s'agit d'un point fort du système éducatif au Luxembourg qui est reconnu dans le monde entier. De plus, je suis d'avis qu'on devra encourager davantage l'instruction de la langue anglaise. Je suis maintenant en train de réaliser mes études en anglais et dans le monde professionnel ça devient de plus en plus important de le maîtriser correctement.

En ce qui concerne l'enseignement des langues dans le secondaire, je suis d'avis qu'il faut inculquer les bases de grammaire jusqu'en 4^{ème} et par après encourager les élèves à parler la langue. Actuellement, on peut faire ses classes sans parler un seul mot, d'autant plus que les échanges en classe manquent de spontanéité et de dynamisme. La majorité des élèves prépare déjà leur phrase dans la tête avant de parler. (Une participante du Workshop du 13 avril) (*Cette idée a été traduite par l'équipe opérationnelle*) (Votes : +4)

2.3.9 Créer une école de langues

Ma proposition porte sur la création d'une école de langues qui fonctionnera en parallèle de l'école normale. Les enfants apprendront d'abord le luxembourgeois, puis l'anglais, l'allemand et le français. Dans l'école normale les langues sont souvent liées aux autres cours comme les sciences, l'histoire etc. Pourquoi ne pas créer un lieu à part permettant ainsi aux élèves de se concentrer uniquement sur les langues. Si on commence à l'âge de 4/5 ans, les enfants auront plus facile a appréhender les langues. (Un Participant du Workshop du 13 avril 2013) (*Cette idée a été traduite par l'équipe opérationnelle*) (Votes : +4)

2.3.10 Enseignement des langues

L'enseignement de la langue française en tant que langue étrangère avec des listes de vocabulaire obligatoires. Introduire des cours d'anglais au plus tard dans les classes de 7ème. Dans le secondaire, une séparation des cours de langue et de littérature, et offrir davantage des modules linguistiques selon les besoins des élèves.

(Prof. Claude P. Muller - atelier thématique du 13 avril) (Votes : +1)

2.3.11 Apprentissage des langues

Créer une école des langues:

- à l'âge de 3 ans = apprendre la langue maternelle,
- à l'âge de 4 ans = le Luxembourgeois,
- à l'âge de 5 ans = l'Allemand et le Français,
- à l'âge de 6 ans = l'anglais et une autre langue EU,

Ces 6 langues seront perfectionnées durant toutes les années scolaires, jusqu'au bachelot

(Nico Neyens, Solution partagée sur la plateforme de débat) (Votes : +1)

2.3.12 Adapter le niveau des langues aux élèves

Nous nécessitons un changement sur la façon les langues étrangères sont enseignées dans les classes fondamentales et secondaires. Etant né au Luxembourg n'est pas une condition suffisante pour maîtriser 5-6 langues par après. Moi j'ai beaucoup plus facile à m'exprimer en Allemand qu'en français, mais notre système scolaire m'oblige à avoir le même niveau dans les deux langues. On devra se baser sur la notation européenne concernant les langues (A1-C2) et laisser le choix aux élèves le niveau de difficulté. Ainsi, les élèves pourront adapter les langues à leur niveau au lieu de les forcer à les apprendre. *(Cette idée a été traduite par l'équipe opérationnelle)*

(Un Participant du Workshop du 13 avril 2013) (Votes : +1)

2.4 Offre & Réforme scolaire

2.4.1 Cours civiques sur l'UE

Tous les Etats membres devraient intégrer des cours civiques sur l'Union Européenne dans le cursus scolaire. *(Cette idée a été traduite par l'équipe opérationnelle)*

(Forum des Jeunes @ Rockhal, 30 juin 2013) (Votes : -2)

2.4.2 L'école et les discussions d'actualité

On devrait remplir seulement 80% des heures de cours avec du contenu. 10% sont de toute façon perdus et les autres 10% pourront servir pour traiter des sujets d'actualité. *(Cette idée a été traduite par l'équipe opérationnelle)*

(M. Müller – Workshop du 15 juin 2013) (Votes : +2)

2.4.3 Support pour enfants surdoués

Nous devrions non seulement soutenir les élèves faibles mais aussi davantage les enfants surdoués.

(Prof. Claude P. Muller - atelier thématique du 13 avril) (Votes : +9)

2.4.4 Les instituteurs ne connaissent que l'école

Les instituteurs, de leur côté, ne connaissent que l'école. Ils étaient élèves, puis étudiants et retournent par après à l'école. Pendant leur apprentissage, les instituteurs devraient travailler tout à fait normalement. (Robert Urbé - atelier thématique du 13 avril) (Votes : +11)

2.4.5 Une école ouverte

Il nous faut une école qui soit ouverte et qui ne soit pas un vase clos. Si l'école ne se développe que dans le milieu scolaire, ce qui en ressort se limite à l'école. Si les élèves n'ont à faire qu'avec des fonctionnaires, il est normal qu'ils souhaitent être fonctionnaire à leur tour.

(Robert Urbé - atelier thématique du 13 avril) (Votes : +7)

2.4.6 Dépasser la résistance au changement

Contrebalancer le poids des enseignants parmi les partenaires scolaire pour dépasser leur résistance au changement :

-engagement des parents (comités des parents dans les écoles, conseil d'éducation dans les lycées, conseil d'éducation nationale) et élargir le droit de vote (force conservatrice des fonctionnaires et fonctionnaires-enseignants)

(Martine Kleinberg, Solution partagée sur la plateforme de débat) (Votes : +6)

2.4.7 Le cours d'économie supprimé en classe de 4e

Depuis la rentrée des classes en septembre 2011, le cours « Initiation à l'économie », enseigné à raison de 2 leçons hebdomadaires pendant un trimestre n'est plus offert aux jeunes lycéens des classes de 4e. Cette décision de Madame la Ministre est fortement regrettable, voire scandaleuse, pour trois raisons :

- Absence d'aide précieuse à l'orientation en vue du choix de la section en classe de 3e

Actuellement, l'enseignement classique propose aux élèves dès la classe de 3e les sections A, B, C, D, E, F et G. Au cours des classes de 7e à 4e, les jeunes ont pris contact avec les matières « roi » de toutes ces sections, sauf celles des sections D et G. En d'autres termes, les jeunes sortant de 4e sont obligés de choisir une section, notamment les sections D et G à vocations économique et sociale, sans jamais avoir abordé les sciences économiques et les sciences sociales, contrairement aux autres branches. Ceci est d'autant plus regrettable que l'économie luxembourgeoise est résolument orientée vers le secteur tertiaire (secteur des services : secteur financier, secteur social, ...) et manque cruellement d'une main d'œuvre autochtone, multilingue et solidement formée en sciences économiques et sociales.

- Absence d'une formation de base en économie toutefois indispensable à tout jeune citoyen, salarié et consommateur

A côté de la nécessité absolue d'une initiation aux sciences économiques et sociales pour les besoins de l'orientation des élèves, une formation de base des jeunes en tant que consommateurs avertis et citoyens, voire électeurs, responsables et informés s'impose. Et ceci vaut pour TOUS les élèves, indépendamment de la section (A à G) choisie et des études post secondaires envisagées.

Futurs électeurs, chefs de ménage et décideurs de demain, il est indispensable que les jeunes puissent gérer un leur argent de poche (et par après un budget familial), distinguer entre un bien d'investissement (finançable par un crédit) et un bien de consommation (payable par des disponibilités), savoir faire la différence entre un salaire brut et un salaire net, comprendre les politiques budgétaires de l'Etat et de l'UE, défendre en connaissance de cause leurs intérêts dans les discussions sur les réformes des systèmes de retraite, etc.

- Absence d'esprit d'entreprendre

La création d'entreprises aux pointes de la technologie et à hautes valeurs ajoutées constituera une des clefs du succès de notre économie dans les années à venir. Toutefois, nos jeunes ne sont guères habitués à prendre des défis, à courir un risque et, concrètement, ne peuvent que difficilement s'imaginer de créer leur propre entreprise. Indépendamment du choix de leur section à partir de la classe de 3e, inculquons enfin à TOUS les élèves, à nos futurs ingénieurs, médecins, chercheurs, juristes, commerciaux, inventeurs et industriels l'esprit d'entreprendre. Le réflexe commercial et créateur d'entreprise ne devra pas rester réservé aux étudiants poursuivant des études économiques et commerciales, mais bien au contraire et surtout être diffusé aux élèves de toutes les autres orientations professionnelles. Donnons donc, enfin, à notre jeunesse les moyens de comprendre les enjeux économiques auxquels ils sont confrontés et de prendre en main leur propre destin et celui de notre pays menacé par les changements actuels dans un monde globalisé, mais auquel s'offrent tellement d'opportunités à saisir!

(Marc Muller, Professeur en sciences économiques et sociales) (Votes : +2)

2.4.8 Le cours d'économie pour tous

Je trouve que l'économie devrait être enseignée à chacun. Que ce soit en classique ou en modulaire. Comme vous le dites chaque citoyen devrait savoir gérer son argent et l'investir convenablement.

En ce qui concerne l'économie de notre pays, des citoyens du Grand-Duché, il ne devrait pas avoir de barrière/classement.

Donnons la possibilité à toutes jeunes personnes d'apprendre à gérer sa fortune.

Une personne qui a les connaissances de bases de l'économie aura moins de difficulté à s'imaginer être propriétaire d'une entreprise.

Quelqu'un qui contrôle bien son argent saura mieux l'investir, ce qui sera un plus pour l'économie de notre pays.

Moi-même étant une personne qui n'a jamais eu de cours d'économie, je trouve que c'est un manque dans mon éducation.

(Nancy Vieira, Solution partagée sur la plateforme de débat) (Votes : +0)

2.4.9 Offrir des cours d'appui à tous les élèves

Au Luxembourg les élèves qui prennent, ou plutôt « qui sont obligés de prendre » des cours d'appui sont stigmatisés. Ils ont « échoué » et maintenant pour rectifier le tir, il faut qu'ils prennent des cours d'appui. En Finlande, par contre - pays pourtant mondialement reconnu pour la qualité de son système éducatif – tous les élèves doivent prendre des cours

spéciaux dans leurs branches respectives les plus faibles, à côté du cursus scolaire normal. (Anonyme, Solution partagée sur la plateforme de débat) (Votes : +7)

2.4.10 Année sabbatique

On devrait par ailleurs accorder une année sabbatique aux instituteurs, ce au moins tous les 10 ans. Ceci permettrait d'éviter des situations de burn-out et permettrait aux instituteurs de se recycler... non seulement par rapport aux branches qu'ils enseignent, mais également par rapport à leur personnalité. (Idée proposée par Robert Urbé dans l'atelier thématique du 13 avril) (Votes : +0)

2.4.11 Ayons le courage de trouver des solutions à nous

D'entrée, il faudrait arrêter de suivre à l'aveugle les recommandations de l'OCDE suite aux tests PISA. Ces tests étant des tests mondiaux, identiques pour tous les pays, alors que la situation, démographique, économique, sociale et sociétale du Luxembourg est tout à fait spécifique: Osons avoir le courage de le reconnaître et de dire "I did it my way" afin de sortir de la masse et de trouver courageusement nos solutions à nous. Ceci équivaut également pour le sujet de la compétitivité.

Au préalable du lancement de la réforme proprement dite, il aurait été important de lancer une discussion et de faire un choix de principe sur l'importance et l'utilisation des langues dans notre pays et dans l'enseignement luxembourgeois. Une alphabétisation en français p.ex. , même si elle ne constitue guère une mesure populaire aux yeux des luxembourgeois, représenterait néanmoins une décision courageuse afin de réduire le décrochage scolaire des nouveaux arrivants, d'œuvrer en faveur d'une école plus inclusive et de mieux préparer les élèves aux exigences du monde du travail. Afin de faire face à une économie globalisée et à un marché du travail internationalisé, la langue anglaise devrait par ailleurs être fortement revalorisée.

Dans un souci de renforcer l'entrepreneuriat, il faut également continuer à développer l'esprit d'entreprendre (école fondamentale) et l'esprit d'entreprise (lycée), notamment par les initiatives et programmes de l'asbl Jonk Entrepreneuren. (Marc Muller, Professeur de sciences économiques et sociales). (Votes : +6)

2.4.12 Développer les « soft skills »

On pourra aussi offrir des cours qui développent les « soft skills » dès le jeune âge p.ex. S'exprimer oralement, Charisme, se présenter de manière positive.

(Martine Birkel, Solution partagée sur la plateforme de débat) (*Cette idée a été traduite par l'équipe opérationnelle*) (Votes : +5)

2.4.13 L'éducation au Luxembourg

Comment ouvrir le marché du travail aux jeunes grâce à une bonne éducation et formation ?

Ce que l'on doit constater c'est que le chômage des jeunes n'a cessé d'augmenter ces dernières années (2664 en 2004 et 4610 en 2013). Il faut en conclure que la politique de l'éducation a failli et que l'orientation des élèves a été inadaptée. Voilà pourquoi il est nécessaire d'opérer un changement au niveau de l'éducation de nos enfants en mettant au centre de nos efforts la qualité de l'enseignement. Des études internationales ont démontré que la motivation, la maîtrise et le savoir-faire des enseignants au niveau des matières

enseignées constituent les éléments clés menant au succès scolaire. Il est de ce fait impératif de décharger les enseignants de toutes les charges administratives inutiles et de mettre l'accent sur la formation continue et de l'adapter en conséquence. Dans ce contexte, une direction au niveau des écoles fondamentales est incontournable tout comme l'engagement dans l'enseignement post-primaire de conseillers pédagogiques professionnels afin d'organiser un soutien pédagogique aux professeurs de lycée. L'examen-concours et le stage pédagogique devront être réformés en les orientant davantage sur les aspects de didactique et de pédagogie. Voilà que quelques propositions qui devront s'inscrire dans le contexte de réformes permettant de remettre les enseignants et les élèves au centre du débat. (Claude Meisch, Solution partagée sur la plateforme de débat) (Votes : +5)

2.4.14 Adapter le matériel didactique dans le cours de français

Le contenu du cours de français ainsi que le matériel didactique devrait être non seulement choisis par les professeurs de français mais aussi par les professeurs des autres cours utilisant le français comme langue véhiculaire pour enseigner. Une telle approche permettrait de promouvoir les compétences linguistiques et les connaissances dans les autres matières.

(Prof. Claude P. Muller - atelier thématique du 13 avril) (Votes : +2)

2.4.15 Solution efficace en éducation

For any learning problem there is a workable solution; for the luxembourg schoolsystem too. Concernant apprendre: il existe une solution efficace.

J'ai appris que quand on fait tout son possible pour résoudre une situation, avec des efforts répétés, et qu'on n'y arrive toujours pas, c'est qu'on est en train de s'attaquer à un faux problème. On ne s'attaque tout simplement pas au bon problème.

Imaginez un système scolaire et éducatif , où tout élève comprendrait quasiment tout ce qu'il aurait appris (je n'ai pas dit, tout ce qui lui a été enseigné ou inculqué),

Où l'élève ou l'étudiant saurait mettre en pratique ce qu'il a appris,

Où l'idée ne viendrait même pas à l'esprit d'aucun élève d'abandonner ses études,

Où l'on ne raterait jamais aucune année, non pas par complaisance de la part des autorités qui jugent, mais parce que c'est complètement inutile, car la matière apprise serait de toute façon comprise et mise en pratique,

Un système où l'enseignant est respecté,

Où règne l'ordre et le plaisir à apprendre; mais ni vandalisme, ni bagarres, etc.

Un système où les élèves étudient chacun à son rythme et sont conscients des difficultés rencontrées (ou à venir s'ils continuaient sans trouver la cause de leur difficulté(s) et sans y remédier), et savent ce qu'ils doivent entreprendre pour les surmonter, et le font de leur propre initiative, ou sur coup de pouce d'un collègue ou du superviseur,

Où les enseignants (superviseurs) sont toujours là pour aider les élèves quand ils n'arrivent pas eux-mêmes à résoudre leurs problèmes, ou mettent trop de temps à le faire,

Un système où aider un(e) collègue à contrôler ses connaissances ou à surmonter des difficultés (en classe) fait partie des responsabilités (et plaisirs!) De l'élève,

Où l'on est sûr de rentrer content quasiment tous les jours!!! Et sans crainte d'examens, ou de manque d'aide,

Où l'on a confiance de trouver un job qui fera plaisir, parce qu'on sait ce qu'il faut faire pour mériter la confiance nécessaire, etc.

Et chose très importante pour un système scolaire qui est en train de détruire ses élèves et notre avenir à tous sans même s'en rendre compte: où tout "bilan" d'élève est 100% superflu (sic), parce-que nécessairement contre-productif, et qui plus est, très, très cher.

Si vous pensez que je rêve, réveillez-vous, et allez voir sur le site où les pratiques ici décrites sont la vie de tous les jours, et où sont formés des enseignant(e)s et formateurs qui ramènent cette "study tech" dans leurs écoles ou systèmes scolaires, leurs entre-prises high-tech ou universités sur tous les continents: www.appliedscholastics.org

Et ne confondons pas la study tech avec les fonctions du centre de technologie de l'éducation du m.e.n.(ministère) ; ce sont 2 mondes différents.

L'annexe "barriers-to-study"(barrières à l'étude) contient quelques fondements de la study tech, dont la portée est complètement sous-estimée. Quand on s'est vraiment familiarisé avec ces données, ne fût-ce que ces "barrières à l'étude", certains réaliseront déjà que l'application exacte de celles-ci permet d'étudier avec succès n'importe quelle matière, car telle est la portée de cette study tech. Et d'en finir avec la bêtise...

Si les esprits de notre pays sont à la recherche d'une technologie produisant une très haute valeur ajoutée, (pas nécessairement financière, mais mieux que ça, puisqu'elle peut générer bien plus que des fortunes), la voici. Commençons par l'apprendre très correctement. Réalisons d'abord que savoir n'est pas la même chose que "données"(furent-elles enregistrées). Là où se présentent des incertitudes, le savoir (-faire) fait défaut, pas nécessairement les données. (Nick Weisen, Solution partagée sur la plateforme de débat) (Votes : +2)

2.4.16 La diversité et l'école

Nous grandissons avec des perceptions. Nous acquérons parfois nos perceptions sur base de préjugé. C'est une façon de penser qu'il faut éviter activement. Dans le processus de la réflexion sur soi-même, nous devons faire des efforts à accaparer la diversité dans toutes ses dimensions. De même, l'école joue un rôle fondamental afin d'encourager un tel comportement. (Marc Muller - atelier thématique du 13 avril) (Votes : +1)

2.4.17 Des écoles privées pour plus de dynamisme

Il existe des écoles privées au Luxembourg. En l'ouvrant à tous, on arriverait à créer un contre-poids à l'enseignement public et une véritable concurrence. Par le biais d'une allocation d'études, on créerait une source de financement bienvenue pour ces écoles et peut-être un modèle pour l'enseignement public.

(Adolphe, Solution partagée sur la plateforme de débat) (Votes : +1)

2.4.18 Primary and secondary school educational issues

If we want to continue to attract companies and highly skilled individuals into Luxembourg urgent action is needed to address the developing lack of capacity and unsustainable cost burdens faced by international companies and their employees.

Despite the generous and much appreciated financial support of the private schools in Luxembourg, we are again running out of capacity and tuition costs are becoming increasingly unaffordable. The ISL, St. Georges, and the French Lycee are all at or near full capacity and there are no open places in the English language section at the European school. At the same time, ever rising tuition costs are exceeding the capacity of companies' and individual international employee's ability to pay. This growing lack of capacity and the ever increasing tuition costs are a barrier to the recruitment of some desired categories of employees and therefore inhibit the potential establishment and growth of some new business activities in Luxembourg. At the same time, the enrolment and testing requirements of the Athenée, prevent this from being a solution for transferring executives wishing to bring their families with them.

While we applaud the multi-lingual Luxembourg educational approach, the requirement for students to be able to know French and German sufficiently well to attend history, math and science classes as of certain ages creates a very high barrier for student transferring into Luxembourg who do not speak those languages. While young students can adjust, this is an impossible situation for students over the age of 9 or 10 and hence the Luxembourg public schools, in their present form, do not serve the needs of the children of the transferring high value employees we seek and need to further grow, and keep strong, the Luxembourg economy.

The needed solution is a Luxembourg funded international baccalaureate public school with priority access for first and second English language speaking children of foreign passport holders with work permits. This school should be a public school, located in the greater Luxembourg city environ and have open enrolment throughout the year with the core math, science and history curriculum taught in English. Such a school would send a very powerful signal that Luxembourg warmly welcomes international business and give Luxembourg a very strong and much needed competitive advantage to attract the companies we need and want for the future.

(American Chamber of Commerce in Luxembourg) (Votes: +0)

2.4.19 Compréhension des principes de l'économie pour tous

L'éducation en sciences économiques fait partie intégrante de la culture générale de tous les citoyens. Par exemple, 73% des jeunes français ont proclamé que l'instruction des principes du fonctionnement de l'économie fait défaut dans leur curriculum. Le gouvernement français a réagi et a instauré un programme qui permettra à tous les élèves d'acquérir des bases dans les sciences économiques. Par contre, au Luxembourg les matières économiques ne sont par ailleurs que prises en compte de manière imparfaite dans l'actuel projet de réforme de l'enseignement secondaire.

(Marc Muller, Workshop du 15 juin 2013) (Votes: +0)

2.4.20 Reconnaissance de diplômes universitaires étrangers

Ne serait-il pas grand temps de rediscuter de la reconnaissance de diplômes universitaires étrangers au Luxembourg?

Un diplômé (en 1020) en kiné roumain, résidents depuis 2005 au Luxembourg, est soumis à une batterie de contrôle...avec résultat de faire un stage d'adaptation en institution afin d'être homologué. Bon d'accord, maisPersonne ne l'engage pour un tel stage!!!! Une loi donc inapplicable sur le terrain!!! Mais c'est normal - on est en EUROPE ! L'Europe règlemente les courbures des concombres, le poids des melons...et autres conneries mais n'applique pas l'égalité des diplômes car là chaque pays fait à sa guise et bloque des vies professionnelles. Que faire? Enfin laisser la chance à tout le monde; est-ce compliqué???

Il est grand temps que de telles inégalités cessent, car cela met des ménages en péril faute de trouver des emplois!!! (elefantinlu, Solution partagée sur la plateforme de débat) (Votes: +0)

3 Etat et service publiques

« L'Etat, régulateur de l'économie marchande et gardien de la cohésion sociale, n'a pas été épargné par la crise récente. L'évolution des dernières années remettait en question les structures de gouvernance actuellement en place et révélait les limites de celle-ci. Dès lors, il s'agirait d'analyser davantage les grandes tendances du futur et comment le mieux préparer. Les solutions, récoltées via nos outils de débat et conférences, proposent des pistes pour une gouvernance apte à régir et à implémenter des réformes nécessaires pour assurer un futur meilleur pour les générations à venir. »

3.1 La fiscalité & les transferts sociaux

3.1.1 Evolution du RMG en un droit au travail

Je ne peux imaginer que l'on puisse percevoir de l'argent (RMG) sans rien faire, et ainsi s'installer dans une dépendance aux autres.

J'aimerais suggérer ici l'idée de remplacer le RMG par un droit au travail, et donc tous les bénéficiaires du RMG actuels pourraient bénéficier d'un droit au travail.

Ce travail consisterait à travailler sous le contrôle des communes (ou de toutes sociétés publiques ou syndicat d'eau ...), mais le salaire (RMG) serait payé par l'Etat.

Les communes auraient en contrepartie l'obligation de former les personnes encadrées, et bénéficieraient de personnels (sans frais) pour encore plus améliorer la qualité de vie des habitants.

Cela permettrait de remettre des gens en difficulté sur le chemin du travail, tout en leur permettant d'acquérir de nouvelles compétences/qualifications pour un nouveau départ dans leur vie professionnelle.

Enfin, cela découragerait aussi les profiteurs (il y en a toujours, et en général on ne voit qu'eux et même s'ils sont minoritaires) de s'installer dans l'idée de recevoir une rente à vie sans rien faire

(J2P3, Solution partagée sur la plateforme de débat) (Votes: +8)

3.1.2 Allocations familiales qui reviennent aux enfants

Meng Propos as fir Kannergeld net mei un d'Elteren ze bezuelen, mee de Kanner e Compte anzerichten wou dat Geld dorop iwuerwiesen get.

Dat huet den Virdeel dass Kanner mat 18 Joer kennen op d' Uni goen oder schons fonds propres hun fir en appartement ze kâfen.

De Staat spuer och Geld well en dann net mei fir Studenten oder Beihelleffen beim Wounnigsbau muss bezuehlen well jo dann Suen do sin fir dat ze machen.

(Bmwolff, Solution partagée sur la plateforme de débat) (Votes: +2)

3.1.3 Steiervereinfacherung

Mer sollten d'Steieren vereinfachen. beispill Autosteier. Oofschaffen, dei kann lischt iwer de Benzin eran geholl gin. Dat mecht vill Beamten frei. Dat sin Top Leit, se sinn ze schued fir nemmen Ziedelen ze handhaben. Si könnten besser also ambassadeurs an d'Ausland no neien Firmen sichen goen, dei se op Letzebuerg brengen. Fir mech machen all ähnlech Steiren ké Senn am Joer 2013. Am einfachsten wär just eng Steuer um Verdengscht (vun der Firma and vun de Leit) an um Verbrauch (TVA). All aner oofschaffen. (Yves Kirpach, Solution partagée sur la plateforme de débat) (Votes: +2)

3.1.4 Tax issues

Luxembourg has built its reputation as an attractive place for investors and business friendly environment through the accessibility of the tax authorities, their business driven approach, the timely response to the tax payers' requests and the advance certainty with respect to the tax aspects triggered by the investments in Luxembourg. Recent developments have shown that this reputation may be put at risk. We are concerned that the tone and reactivity are changing at the level of the daily contacts that our members have with the tax authorities. For example, the way that application files are reviewed in order to check whether new expatriates of US companies can benefit from the limited tax exemptions is clearly restrictive. Same for the new administrative practice of taxing retroactively fringe benefits derived from the difference between option price at the end of a car finance lease and the fair market value (as determined in a very creative way by a few civil servants). This reduced reactivity is also valid for corporate tax payers who experiment longer delays in certain corporate tax matters.

Also, the lack of resources at the tax authorities is more and more obvious, which leads to unnecessary tensions and misunderstandings with corporate taxpayers. Moreover, the succession of the Head of Bureau Sociétés 6 is a crucial question that needs to be clarified publicly for the sake of the reputation of the country.

(American Chamber of Commerce in Luxembourg) (Votes: +0)

3.1.5 Eradiquer l'évasion sociale.

Ce qui a fonctionné dans le passé ne fonctionnera pas nécessairement dans le futur. J'en veux pour preuve que d'une année sur l'autre le grand Duché est de moins en moins attractif pour l'entreprise.

Cela peut s'expliquer de plusieurs façons. D'une part, les gens qui travaillent au Luxembourg sont principalement des frontaliers et ne votent pas dans notre pays. D'autre part, les résidents luxembourgeois sont en grande partie fonctionnaires et ne connaissent pas les rouages de l'entreprise. Du coup, nos lois ne sont potentiellement pas en faveur d'un progrès économique ni davantage d'une économie du progrès.

Par ailleurs, l'Europe rend l'équation de plus en plus difficile à résoudre. En effet, sous couvert d'équité, elle nous impose d'étendre aux frontaliers les avantages acquis par les familles luxembourgeoises. Aussi, pendant que nos voisins se focalisent sur l'évasion fiscale, le Grand Duché subit une évasion sociale insupportable.

Par exemple, quand les allocations familiales baissent en France le Luxembourg doit verser un différentiel de plus en plus écrasant et ceci d'autant mieux que nos voisins français ont possiblement un taux de natalité supérieur au notre.

Puisqu'elles sont in fine supportées par l'entreprise et donc par le salarié, il est grand temps de briser cette spirale négative en supprimant purement et simplement les aides à tous – selon le même principe d'équité – et de valoriser le travail en l'encourageant.

De la même façon, je propose la suppression de l'index et l'incitation à rémunérer le travailleur au mérite en sachant que contrairement aux aides plus de salaires c'est également plus de recettes fiscales. Qu'en pensez-vous ? (Jemp SALES, Solution partagée sur la plateforme de débat) (Votes: +1)

3.2 La politique & les politiciens

3.2.1 Préparer l'avenir du pays au lieu de le subir

Les responsables politiques devraient, plus systématiquement, donner les « grandes orientations » et énoncer les « grandes tendances » afin de préparer l'avenir du pays au lieu de le subir. Ce n'est qu'à partir du moment où la « direction de marche » est connue et annoncée que les forces vives du pays s'organiseront autour et l'articuleront ensemble. (Cyril Wealer, Solution partagée sur la plateforme de débat) (Votes: +5)

3.2.2 Le frein des conditions salariales de la fonction publique

Éliminer la concurrence déloyale des salariés du secteur public qui se présentent davantage en politique que les acteurs du secteur privés (parce qu'ils ont p.ex. un salaire qui continue à progresser) en indiquant aux chefs d'entreprise l'avantage d'avoir des salariés engagés en politique. Ainsi, les chefs d'entreprise encourageraient davantage leurs salariés à s'engager politiquement. (Votes: +2)

(Participant – Workshop du 15 juin 2013)

3.2.3 Mir brauchen e politesche Visionär

Mir brauchen eemol dréngend e politesche Visionär, deen iwwert de nächste Wahltermäin ewech, de Mutt huet dem Vollek ze erklären datt all Wuesstem op Käschten vun der Liewensqualität geet. Konsequenzen vun engem net kontrolléierte Wuesstem sinn ënner anerem:

1. Méi Verkéiersopkommes well ëmmer méi Frontalieren déi Platze musse besetzen, déi mir net mat eisen eegene Ressourcen kënnen decken. Dëst féiert onweigerlech zu engem Verkéierskollaps, dee mir dach elo schonns hunn. Da mussen ëmmer méi Stroossen gebaut ginn wat eist klengt Land net an der Zukunft verdréit.

2. D'Populatioun wíisst dann onweigerlech, duerch ëmmer méi Immigratioun, an déi Leit mussen eng Wunneng kréien, si mussen ernährt ginn an hir Kanner mussen an d'Schoul goen. Fir dat alles ze bewältegen brauche mir emmer méi Leit an de Ministèreen déi daat alles organiséieren an domadder verbonnen méi Infrastrukturkäschten an Fonkionnementskäschten déi mat dem Ausbau vun den Infrastrukturen verbonne sinn. Dat sinn da keng variabel Käschte mee Fixkäschten déi sprongfix an d'Luucht ginn bei all neie Wuesstemsschub, an dofir eise Budget staark belaauchten a besonnesch wann de BIP mol zréckgeet.

(Henri Neiens, Solution partagée sur la plateforme de débat) (Votes: +2)

3.2.4 Das Gemeinwohl aller Bürger fördern

Luxemburg braucht eine Partei, die das Land nach gesellschaftlichen und wirtschaftlichen Prinzipien führt. Dies entspricht weder dem demokratischen Rechtsverständnis vom Staatshaushalt, weder dem heutigen Verständnis von Politik.

Die Grundaufgabe des Staates ist es das Gemeinwohl aller Bürger zu fördern. Die dazu notwendige Gesetzgebung zu schaffen. Zu beanstanden ist, dass der Staat sich zum größten Arbeitsgeber und zu einem Unternehmertum entwickelt hat, wofür es weder Kompetenz noch Beamten hat. (Ein Staatsbeamter forderte ein konstanter Dialog mit führendem Unternehmer, um das notwendige Verständnis der Bedürfnisse für Sie aufzubringen). Ist das nicht der Beweis, wie weit unsere Staatsmacht von der Wirklichkeit entfernt ist? In der Entwicklung der Politik wurde anfangs der Fehler begangen, dass man das passive Wahlrecht den Staatsbeamten erteilte. Heute ist die Staatsmacht mit 7% in der Führung des Staates vertreten. Der Staatsapparat ist zu einem Selbstbedienungsladen geworden, der die Bedürfnisse der Privatwirtschaft verkennt.

(Retter Franz, contribution par mail) (Votes: +1)

3.2.5 Répondre aux grands défis sociétaux dans les prochains 20 ans

Le gouvernement doit engager sans tarder des réformes afin de préparer le pays aux grands défis qui se posent à l'heure actuelle et qui seront encore amplifiés par la transformation du tissu économique, la diminution progressive du commerce électronique, etc.

Des discussions tripartites menées par le gouvernement pourront utilement poser les jalons de ces réformes.

Pour arriver à telle fin, il importe de préparer efficacement ces discussions alors que le pays ne peut pas endosser un nouvel échec.

Au-delà, les représentants politiques doivent lancer un processus de réflexion portant sur des questions sociétales tournant autour

- de la sécurité et de la qualité de la vie,
- de l'intégration des étrangers et de la modernisation de notre démocratie,

- de l'introduction d'un vrai statut unique pour tous les salariés du secteur privé et du secteur public,
- de la préservation de l'environnement naturel tout en engageant une politique responsable en matière d'énergie.

Les initiatives de la société civile en la matière (2030.lu, SOLEP) sont certainement de nature à générer des idées et à préparer le pays au changement.

(UEL, Conférence de presse du 6 mai 2013) (Votes: +4)

3.2.6 Plus de divergence entre les partis politiques

Afin de sortir le Luxembourg de la situation actuelle il nous faut un parti économique qui gère le pays comme une entreprise non pas comme un ensemble hétérogène de ministères qui ne sont pas liés ensemble, où chaque ministre gère ses propres affaires. Il faut plus de divergence entre les partis politiques non pas que les verts deviennent des économistes et vice versa.

(M. Baldauff – Workshop du 15 juin 2013) (Votes: +2)

3.2.7 Les meilleures têtes à Bruxelles !

La musique joue à Bruxelles et nous jouons la Jukebox au Luxembourg. Nous devrions envoyer nos meilleurs têtes à Bruxelles pour représenter nos intérêts voire influencer la politique européenne.

(Marc Hostert - Workshop du 15 juin 2013) (Votes: +2)

3.2.8 « La maison est en feu »

La maison est en feu. Les partis politiques doivent dès à présent prendre position, dire la vérité sur la situation économique actuelle et annoncer dans leur programme électoral s'ils sont disposés à s'attaquer aux problèmes actuels.

(Jean Hamilius – Workshop du 15 juin 2013) (Votes: +2)

3.2.9 Responsabiliser les politiciens

Ech sin der Meenung dass en Politiker sollen perséinlech haftbar gemeet gin fir dei Décisiounen dei Sie huelen. Als Politiker soll en eng Garantie mussen hannerlosen fir secher ze stellen dassen Sie on bon terme de père de famille handelen, well soss hiert Geld och fort as. Wann Sie mussen handelen wei en den eng Firma huet dann iwwerleed en 2 mol, eis en Geld ausgeet wat en net huet

(bmwolff, Solution partagée sur la plateforme de débat) (Votes: +8)

3.2.10 Une politique budgétaire orthodoxe

Il s'agit là à peu près de la seule piste où l'Europe avance dans la bonne direction. A-t-on vraiment compris que le développement dans presque tous les pays du monde des emprunts d'Etat équivaut à un immense 'Ponzi scheme' (château de cartes financier), accepté sans broncher par le monde économique. Or on y retrouve tous les ingrédients d'un

'Ponzi scheme' : alimentation régulière par l'appel de nouveaux fonds sans aucune justification par les Etats quant aux projets à financer et quant à la rentabilité de ceux-ci ; absence de tout plan d'amortissement de la dette accumulée et qui continue de grandir ; absence de responsabilisation des dirigeants politiques qui ont lancé l'émission de tel ou tel emprunt mais qui seront à la retraite lorsqu'il faudra le rembourser. A la différence de Madoff, aucun tribunal n'a jamais accusé un dirigeant politique d'avoir lancé un emprunt pour financer un projet non rentable. Les Etats ne se donnent même pas la peine de spécifier le projet à financer lorsqu'un emprunt est annoncé. Qu'une entreprise procède de cette façon et elle serait immédiatement clouée au pilori !

(Adolphe, Solution partagée sur la plateforme de débat) (Votes: +4)

3.2.11 Stop au cumul des mandats

Arrêtons le cumul des mandats

(Serge Wilmes (CSV) - Europacafé 30 juin 2013) (Votes: +5)

3.2.12 Augmenter notre présence à Bruxelles

Augmentons notre présence à Bruxelles afin d'influencer la procédure législative sur place

(Serge Wilmes (CSV) - Europacafé 30 juin 2013) (Votes: -1)

3.3 Simplification administrative & réformes

3.3.1 Simplification business entre ministères

Faciliter tout le cadre réglementaire que ce soit commodo/incommodo ou autre chose et affecter un responsable pour la simplification business qui travaillera entre les différents ministères

(Manuel Baldauff, Workshop du 15 juin 2013) (Votes: +1)

3.3.2 La simplification administrative et la réforme de la gouvernance

- Implémenter enfin la simplification administrative visant à réduire les délais d'autorisation de moitié au moins, tel que promis par le Gouvernement lors de la bipartite de décembre 2010, avec engagement de mise en œuvre pour 2011. L'UEL salue la mise en place de la cellule de facilitation et attend avec impatience les conclusions annoncées par le Premier Ministre en matière d'urbanisme et d'environnement.

- Au-delà de la simplification administrative, réfléchir à une réforme du mode de fonctionnement de l'Etat, en organisant le Gouvernement selon les grandes fonctions de l'Etat (éviter les compétences partagées), en décroissant les ministères et administrations (de façon à éviter des positions divergentes sur un même problème), en facilitant les mobilités et transferts budgétaires d'un ministère à l'autre, et en organisant le travail du Gouvernement sous une forme collégiale avec possibilité d'arbitrage.

- Engager une vraie réflexion sur la manière de réduire le coût de l'Etat en partant de l'analyse pourquoi les dépenses des administrations publiques par habitant au Luxembourg (avec 34.400 EUR) sont jusqu'à 2,5 plus élevées que celles en moyenne en Europe (14.000 EUR dans la zone Euro, 14.400 EUR en Allemagne, 17.200 EUR en France et 18.000 EUR en Belgique) et, en proposant des réformes permettant de réduire cette différence énorme.

(UEL, Conférence de presse du 6 mai 2013) (Votes: +6)

3.3.3 S'inspirer de la loi allemande pour les autorisations de construction

Concernant la simplification administrative, l'Etat ferait bien de s'inspirer de la loi allemande BImSchG sur les autorisations de construction d'usines. La BImSchG donne 6 semaines à l'administration pour répondre à une demande et si au-delà des 6 semaines il n'y a pas de réponse alors c'est accordé d'office. Dans la pratique, il faut compter 2 à 3 mois, car le compteur des 6 semaines s'arrête dès que vous recevez un recommandé de l'administration et reprend dès qu'ils reçoivent vos réponses. Néanmoins, c'est très efficace et nous permettrait de développer des usines en un temps normal (cad en quelques mois et plus en quelques années ...). (J2P3, Solution partagée sur la plateforme de débat) (Votes: 0)

3.3.4 Pour une réduction du nombre de Ministères

Réduction du nombre des ministères : il y a trop de ministères qui se marchent sur les pieds. Il y a moyen d'obtenir une meilleure efficacité en créant des synergies entre les différents ministères

(Manuel Baldauff, Workshop du 15 juin 2013) (Votes: 0)

3.3.5 Salaires à l'entrée dans la fonction publique

Réduire les salaires d'entrée et ouvrir les postes de la fonction publique aux étrangers

(Manuel Baldauff, Workshop du 15 juin 2013) (Votes: +1)

3.3.6 Ratio entre fonctionnaires et employés du secteur privé ?

Le gouvernement pourrait instaurer un nombre maximum de fonctionnaires publics par « X » employés du secteur privé

(Manuel Baldauff, Workshop du 15 juin 2013) (Votes: +1)

3.4 Communication & Promotion du Grand-duché

3.4.1 Promotion touristique au niveau national

Il faut harmoniser la promotion du Luxembourg comme place touristique. Il faut arrêter de promouvoir les régions luxembourgeoises séparément.

(Marc Muller, Workshop du 15 juin 2013) (Votes: +1)

3.4.2 Objectifs clairs du gouvernement

Au niveau de la communication, le gouvernement devrait avoir des objectifs clairs qui indiquent au peuple qu'on se dirige dans la bonne direction

(Manuel Baldauff, Workshop du 15 juin 2013) (Votes: +1)

4 L'énergie

« Au Luxembourg, la consommation énergétique et les émissions de CO₂ sont élevées, même sans tenir compte du « tourisme à la pompe ». 60% de l'énergie est consommé dans le secteur du transport. L'industrie représente environ 15% de la consommation, les ménages et les services quelque 25%. Si le Luxembourg souhaite atteindre les objectifs de l'UE pour 2020, un considérable effort devra être consenti, surtout dans le secteur de la mobilité. Tout de même, le comportement des êtres humains est bel et bien le facteur le plus important et décisif dans la lutte contre la pollution et la surconsommation énergétique. Si nous faisons preuve de vigilance et si nous posons les bons jalons, l'émergence de la nouvelle ère énergétique nous permettra de vivre dans un environnement plus sain et de diminuer notre dépendance énergétique. »

4.1.1 Les énergies renouvelables.

Toute 'énergie' produite par eau / vent / solaire / pompe de chaleur doit-être promue par l'état et les communes!

exemple: <2013 l'état a soutenu l'investissement dans le photovoltaïque, de telle façon, que le retour sur investissement était de ~6 années !!!!

(Nico Neyens, Solution partagée sur la plateforme de débat) (Votes: +9)

4.1.2 Energies peu explorées au pays

On ne cesse de parler de photovoltaïque ou d'éolien, mais pas beaucoup de biogaz, biomasse et de géothermie (en particulier dans un cadre industriel).

Au regard des importants efforts financiers que fait l'Etat pour soutenir la R&D, ne serait-il pas possible que des projets pilotes soient développés pour la géothermie, et que des soutiens soient donnés pour le biogaz.

Il y a la société Epuramat qui a inventé un système permettant de collecter des boues d'épuration (ou de process) avant que l'eau usée ne soit traitée, et ces boues (dites actives) pourraient être une excellente source d'énergie de biogaz.

Il y a dans des pays voisins des forages géothermiques à plus de 2 km de profondeur permettant de produire jusqu'à 40 MW vapeur pour un investissement de +/- 20 Mio, cette vapeur peut ensuite être utilisée pour le chauffage collectif mais aussi pour de l'électricité.

Une centrale au gaz de 400 MW coute +/- 300 Mio. La géothermie industrielle serait donc rentable, surtout qu'il n'y aurait plus besoin de gaz ...

(j2p3lu, Solution partagée sur la plateforme de débat) (Votes: +2)

4.1.3 Fini l'intermittence des énergies renouvelables

On peut stocker localement l'électricité solaire et éolienne : Il existe des sociétés qui ont des solutions commercialisées. Des producteurs existent dans beaucoup de communes. Mais les communes savent-elles qu'elles peuvent produire toute l'électricité qu'elles consomment, grâce au stockage local de leurs propres énergies renouvelables ?

(Michel-Pierre Colin, Solution partagée sur la plateforme de débat) (Votes: +0)

4.1.4 Le nucléaire au Luxembourg

Luxembourg est viscéralement anti nucléaire. Pourtant il supporte tous les désagréments potentiels du nucléaire (si pépin à Cattenom, le nuage ne s'arrêtera pas à Zouftgen) sans les bénéfices. Il importe d'électricité de France pour son Industrie, donc nucléaire. Imaginez un réacteur dans le nord du Luxembourg : le pays deviendrait de facto autonome et exportateur d'énergie pour ses voisins. Sans compter la filière de haute technologie que cela engendre et les réductions de CO2. Bien sûr, il y a les déchets ; mais tous les pays nucléaires autour de nous ont ce problème aussi.

(Ctascin, Solution partagée sur la plateforme de débat) (Votes: -5)

4.1.5 L'énergie la moins chère est celle qu'on ne consomme pas

Les économies d'énergie s'obtiennent de diverses façons :

1. par des changements de comportement
2. par la réduction de consommation d'une activité donnée à service égal
3. par l'amélioration en réalisant des immeubles intelligents qui fédèrent et mutualisent les infrastructures et qui sont dites des "Smart Buildings"

(Roland Streber, Solution partagée sur la plateforme de débat) (Votes: +9)

5 L'entrepreneuriat

« Le maintien de l'emploi et de la création de richesse passe obligatoirement par le dynamisme entrepreneurial. Vu les circonstances actuelles, le Grand-Duché aura besoin davantage de personnes chez qui germent des idées et qui sont prêtes à prendre les risques nécessaires pour démarrer ou reprendre une entreprise. Les solutions proposées portent notamment sur des mesures qui favorisent et encouragent l'esprit entrepreneurial au Luxembourg. »

5.1 Eveiller l'esprit d'entreprise

5.1.1 Les entrepreneurs au service de la société

- Wéi maache mer aus dem Entrepreneuriat eng richtig Alternativ?

Entrepreneuriat ass eng richtig Alternativ wann Entrepreneur mat guddem Beispill viru goen an hire Business och als Déngscht an d'Gesellschaft an mat Responsabilitéit gesinn a vun hirer Iddi mat Begeeschterung a Passioun schwätzen. Wichtig ass awer och dat

Entrepreneuriat als plus value gesi gëtt an Wäert heescht och ëmmer dat ee fir seng Déngscht = Produkter, Servicer etc. eng Géigewäert als Wäertschätzung a Form vu Sue kritt. Entrepreneuriat kann och heeschen dat een eeschter seng Passioun ka fannen a lieue wéi an engem normale Beschäftigungsverhältnis an dat héchstwahrscheinlech mat vill méi Succès, wann een dozou wëlles huet. (Saskia Marx, Solution partagée sur la plateforme de débat) (Votes: +8)

5.1.2 Promouvoir davantage l'entrepreneuriat

Comment faire de la création d'entreprise une vraie alternative? En prévoyant dans la loi une période de lancement avec un report partiel de libération du capital social, des exemptions fiscales, des allègements de charges sociales, un coaching en amont pour tester la validité du business plan et en créant des formes hybrides de société (entre l'association et la société commerciale de type entreprise à finalité sociale). (Réponse au Questionnaire de l'atelier thématique du 13 avril, Virginie Issumo) (Votes: +5)

5.1.3 Valorisons le courage

Le courage doit être valorisé! Pourquoi pas en donnant plus de possibilités à ceux qui l'ont encore! Les Auto-Entrepreneurs cela peut marcher! il faut aider les PME, c'est un des secrets de la croissance économique! (Alice Santos, Solution partagée sur la plateforme de débat) (Votes: +2)

5.1.4 Tous entrepreneurs

Tout le monde est entrepreneur et devrait agir ainsi. Le fonctionnaire, l'enseignant...peut lui aussi initier des changements

(Marc Muller, Workshop du 15 juin 2013) (Votes: -1)

5.1.5 Donner le goût du risque

Ce qui est important c'est de stimuler, d'éveiller l'esprit d'entreprise des jeunes. Cela suppose d'aller dans les écoles à leur rencontre. Il faut leur donner le goût du risque grâce aux témoignages d'entrepreneurs qui ont réussi. (Participant – Workshop du 13 avril) (Votes: +20)

5.1.6 Changement

Et si nous changions d'emploi tous les 7 ans? N'avons-nous pas besoin du changement? (Marc Muller - atelier thématique du 13 avril) (Votes: -1)

5.1.7 Vaincre la peur d'échouer

Wéi maache mer aus dem Entrepreneuriat eng richteg Alternativ?

Wei och schon op da eischer Versammlung opgefall as, as dHaaptbrems vum Entrepreneuriat d'Angscht. D'Angscht fierum versoen, d'Angscht fierun da viller (ze vill?) Arbescht, awer fierun allem d'Angscht fierun eppes neiem, dem Inconnu. Et wees een net wat op een zoukennt. Also misst menger Meenung no haauptsächlech dorunner geschafft gin.

Et muss een den Lait d'Angscht probeieren ze huelen. Eng Meiglechkeet as wei an alle Fäll: Opklärung. Ugefang bei wat as Entrepreneuriat? Wei fonkteiert et? Wat sin di genau Risiken? Vierdeeler? Nodeeler?... D'Lescht as lang. Mee wann d'Lait bis verstinn wat dat genau heescht, dann hun se och manner Angscht. Am beschten wier et natierlech rem bei deenen "Jonken" unzefänken, well dei nach net sou fest Fouss am Liewen gefasst hun an sech sou schon kennen Gedanken man iwuer hier Zukunft, eben vlait grad als Entrepreneur. (Martine Birkel, Solution partagée sur la plateforme de débat) (Votes: +2)

5.1.8 Du respect pour les créateurs de valeur ajoutée

Nous nous émouvons des conséquences possibles de la crise sur les faibles budgets. Et nous distribuons des subventions aux plus démunis. A la bonne heure ! Mais il serait bon de nous interroger sur l'origine des fonds ainsi distribués : Il s'agit de richesses soustraites à une majorité silencieuse. Car ne peut être distribué que de l'argent auparavant amputé des revenus des entreprises, de leur personnel ou de leurs dirigeants, via l'impôt. Rappelons-nous que le PIB est égal à la somme des valeurs ajoutées créées par les entreprises. Les revenus du personnel de l'Etat et des communes, les indemnités de chômage, les pensions, celles du secteur public autant que du secteur privé, toutes ces allocations ne peuvent être payées qu'après avoir été préalablement soustraites à la valeur ajoutée réalisée au niveau du pays. Quelque fondés que soient ces droits, il est bon de s'en remémorer les préalables.

(Adolphe, Solution partagée sur la plateforme de débat) (Votes: +2)

5.1.9 Youth unemployment

Since the outbreak of the recent financial crisis we have experienced some of the highest rates of youth unemployment in history. If we want to avoid branding the young people as a "Lost Generation", we need to act quickly. One important active labor market strategy to solve the youth unemployment crisis is entrepreneurship, helping them turn into job creators rather than job seekers. The problem is that the Luxembourgish schooling system is rather based on traditional methods with a passive learning approach. We should implement entrepreneurship courses at school, hence showing the students that being an entrepreneur is a real alternative

(Forum des Jeunes @ Rockhal, 30 juin 2013) (Votes: 0)

5.2 Soutenir les entrepreneurs

5.2.1 Des aides pour le capital de départ

Malgré toutes les aides existantes, il faut néanmoins apporter son propre capital. Mais tout le monde ne dispose pas nécessairement de ce capital de départ. Après des banques il faut présenter une garantie bancaire, mais personne n'est prêt à céder tous ses biens pour une idée. C'est un point qu'il faut changer. (Thibaut Britz - atelier thématique du 13 avril) (Votes: +5)

5.2.2 Simplifier les procédures

Quand on se lance comme entrepreneur, ce n'est bien évidemment pas le choix le plus facile et d'autant plus que les barrières pour les entrepreneurs sont pourtant importantes. Un premier problème est la demande d'autorisation. J'ai attendu 12 mois pour l'avoir et ça c'est trop long. Je ne comprends pas la raison d'être d'une telle autorisation, notamment dans le domaine du TIC. Tout le monde ayant l'envie et l'ardeur devrait pouvoir se lancer sans faire face à des réglementations inutiles, surtout dans un secteur qui évolue rapidement.

(Thibaut Britz - atelier thématique du 13 avril) (Votes: +5)

5.2.3 Développement d'un centre de créativité appliquée

Comment faire de la création d'entreprise une vraie alternative ?

La création d'entreprises est tributaire de conditions adaptées permettant l'éclosion de l'initiative entrepreneuriale. A côté, notamment, d'une simplification des procédures d'établissement et de modèles de financements soutenant la création d'entreprises la mise à disposition d'infrastructures adéquates est tout aussi nécessaire. La Ville de Differdange a présenté il y a peu le concept 1535°C permettant le développement d'un centre de créativité appliquée composé de micro-et petites entreprises. La créativité permet souvent d'ouvrir de nouvelles voies auxquelles l'on n'a pas forcément pensé et qui permettent de penser « out of the box » ce qui peut s'avérer bénéfique pour le développement économique en général.

Les branches visées par le concept 1535°C sont : l'industrie du design, l'architecture, les arts plastiques, l'industrie musicale, les arts du spectacle, le marché du livre, l'industrie du film, l'industrie des jeux numériques et logiciels et les technologies de la communication. La surface du site 1535°C est de 16.000 m² sur lequel 3 bâtiments représentatifs du patrimoine culturel de Differdange seront rénovés successivement et abriteront ces entreprises. Ce modèle de conversion industrielle durable a déjà fait ses preuves sur d'autres sites en Europe tels la « Malterie à Lille », « The Creative Factory » à Rotterdam ou encore « die Spinnerei » à Leipzig. C'est de ce type de projets dont notre économie a également besoin pour soutenir l'innovation et la création d'entreprises. (Claude Meisch, Solution partagée sur la plateforme de débat) (Votes: +5)

5.2.4 Méi Ënnerstëtzung an den operationelle Prozeduren

De Staat mecht och ganz vill wéi zum Beispill mam Technoport wou Firmen kënnen Buröen kréien mä ech fannen et geet net weit genuch. Et misst een och do virun goen wou een zB de jonken Entreprises hëlleft mat de Fiduciairen, dem Affekot oder wéi ee Clienten kritt. Also an deene Beräicher wou een net néidegerweis Kompetenzen huet. Et huet een eng Idee an wëll een eng Firma starten, firwat muss een souvill Zait opwënne fir déi legal Saachen oder fir d'Fiduciaire. Dat sinn alles Saachen déi een bremsen. Kloer, et kann een sech dommadder méi beschäftegen wann een méi grouss gëtt, mä am Ufank sollt een do ënnert d'Ärm gehollef kréien. (Thibaut Britz - atelier thématique du 13 avril) (Votes: +4)

5.2.5 Soutien aux entrepreneurs

Rare sont ceux qui ont le privilège de se lancer comme entrepreneur sans avoir des soucis financiers. Mes parents m'ont soutenu tout au long du projet, et j'ai investi 2 ans sans avoir gagné de l'argent. Malheureusement, tout le monde n'a pas les mêmes possibilités ce qui nous fait perdre des futur-entrepreneurs potentiels. L'Etat pourrait soutenir plus activement les jeunes entrepreneurs. L'Etat investissent des sommes importantes dans la formation des étudiants et doctorants, certes une bonne chance, mais l'Etat pourrait soutenir davantage

les jeunes entrepreneurs en leur accordant une bourse pendant une année (Thibaut Britz - atelier thématique du 13 avril) (Votes: +3)

5.2.6 Bedingungslose Grondakommes

De Virdeel vum bedingungslose Grondakommes ass e Basisakommen ze assuréieren egal wat se machen och wann se wéineg verdéngen oder vill verdéngen...Wann een e bedingungslose Grondakommes kritt kann een mat engem vill méi klengen Risiko de Schratt woen eng Entreprise ze grënner. Déi éischt puer Joer mecht een kee Bénéfice mä et as een duerch Grondakommes ofgeséichert. Den 2. Virdell dovunner as dass wann een ee astellt hun déi Lait schon e gewisse Akommes fir dignement ze liewen. An deem haitege System kaascht et d'Aen aus dem Kapp fir een anzustellen wëll déi persoun jo vun deem Salaire iwerliewe muss. Mam Grondakommes kann ech Leit fannen fir puer honnert euro méi déi mat vollem Asaaz a Motivatioun géinge schafen. Wann bis d'Entreprise gudd fonctionéiert kann ech d'Leit um Bénéfice bedeelegen, oder si als Partner astellen. Entreprises grënner gët doduerch villméi einfach duerch d'Grondakommes. Desweideren kann d'Bürokratie duerch Grondakommes enorm vereinfacht ginn. Mer jeitzen ganz vill no sozialer Selektivitéit, mee dat bréngt enorm vill komplizéiert Regeln mat sech an dat mecht Liewen vu ville Leit an Entreprises net méi einfach. (Un Participant du Workshop du 13 avril 2013) (Votes: +2)

5.2.7 Social business

On parle de solidarité et d'entreprenariat mais on n'aborde pas le chaînon manquant à savoir le social business. Le social business est pourtant un accélérateur de sortie de pauvreté. (Participant – Workshop du 13 avril) (Votes: +1)

5.2.8 Financer les PME

We could emulate other countries, e.g.: the Business Development Bank of Canada provides a variety of financing for small to medium-sized businesses.

(Lisa Francis Jennings, Solution partagée sur la plateforme de débat) (Votes: 0)

6 L'environnement

« Le fait de vivre dans une société de consommation fondée sur le désir sans cesse renouvelé d'acheter de biens et de service dans des quantités de plus en plus importantes, implique une consommation croissante de ressources difficilement renouvelables. Afin de surmonter les défis environnementaux, le comportement de chaque individu joue un rôle primordial. La transition vers une économie verte requiert un engagement résolu de l'économie et de la société. »

6.1.1 Les classes zéro émission

L'éducation dont les classes zéro émission, travaux pratiques pour changer les comportements dès le plus jeune âge (Virginie Issumo, Solution partagée sur la plateforme de débat) (Votes: +7)

6.1.2 Le Recycling.

to reach target de 90%, au plus vite !

L'idée de base "Valorlux" est bonne, mais

- tout les emballages, plastic ou non, doivent-être réutilisés !! - pas seulement ceux qui payent pour !!

- les déchets "organic" doivent-être séparés à la source,

- un payement serait utile, uniquement pour les déchets non-recyclables.

(Nico Neyens, Solution partagée sur la plateforme de débat) (Votes: +6)

6.1.3 Rétablir une relation saine et respectueuse avec la nature

Le Luxembourg présente actuellement un flagrant déficit écologique et énergétique. En effet, le pays affiche des taux de consommations record pour un territoire aussi exigu. Si tous les pays du monde consommaient autant que le Luxembourg, il faudrait 6 planètes pour subvenir aux besoins de consommation. En même temps le processus de raréfaction des ressources ne facilite guère les choses. Pour faire face aux menaces écologiques et énergétiques, il faut savoir davantage renoncer à nos modes de vie. On peut les classer selon des « seuils de douleur », donc selon les niveaux de sacrifices à consentir pour leur mise en œuvre. Parmi les mesures ne provoquant pas ou peu de douleur se retrouvent des gestes basiques comme l'élimination des gaspillages, fuites et pertes évitables. Ces gestes simples ne suffisent cependant pas à modifier fondamentalement la donne. Pour cela il faudra prendre des mesures bien plus douloureuses, qui exigent un changement profond de nos habitudes et mentalités. L'homme devra notamment rétablir une relation plus saine avec la nature, dont il se sera trop éloigné pour ne plus la considérer que comme une ressource à exploiter. L'homme devra donc faire preuve de plus de respect et d'humilité dans son comportement quotidien. Sur la même lignée, on pourra développer l'« urban mining », qui consiste à transformer systématiquement les déchets urbains en ressources, ou encore la densification de l'habitat et le partage ou la mise en commun d'équipements. Si ceci ne suffit pas, il faudrait probablement recourir à des méthodes encore plus douloureuses comme le rationnement des ressources ou l'implémentation de quotas de m² habités ou d'émission de gaz à effet de serre ; toutes des mesures qui iraient de pair avec un renchérissement des ressources et des aliments. (Pascale Junker, Workshop du 11 mai) (Votes: +2)

6.1.4 Leit opklären an encouragéieren ökologesch ze bauen

Bei de Subventiounsprogrammer si Reglementatiounen déi ganz schwéier fälleg sinn, zemools Administration de l'Environnement selwer wou Critèrë bestinn déi eigentlech net dat wesentlech treffen an net Aufgab léisen déi eigentlech bei engem Passivhaus oder engem ökologeschem Bau ze realiséieren ass. Administratioun sollt dat vereinfachen an och d'Leit opklären an encouragéieren ökologesch ze bauen. (Participant - Workshop du 11 mai 2013) (Votes: +2)

6.1.5 Espaces verts à Belval

Où sont les espaces verts à Belval. De même les nouveaux bâtiments semblent gaspiller de l'énergie. Pendant des journées ensoleillées les volets se ferment et les lumières s'allument. On ne peut pas le contrôler vu que les bâtiments neufs sont construits ainsi.

(Participant - Workshop du 11 mai 2013) (Votes: +1)

6.1.6 Créer une réserve monétaire pour parer aux crises écologiques

Au gouvernement luxembourgeois revient une responsabilité particulière afin de rétablir l'équilibre écologique. Par exemple, le gouvernement pourrait mettre en place, avec une partie des recettes tirées de la vente des carburants, une réserve monétaire pour parer aux crises écologiques et énergétiques, des plafonds fixes de consommation/émission ou encore des durées de vie minimum pour certains produits. De même, il faudrait réfléchir à taxer davantage les ressources, les déchets et les émissions plutôt que le travail qui est créateur de valeur ajoutée. (Pascale Junker, Workshop du 11 mai) (Votes: -4)

7 Indépendance financière

« Dans la période avant-crise le Luxembourg fût un élève modèle envié par nos co-membres européens pour sa stabilité des finances publiques. Actuellement, la situation des finances publiques est en train de se détériorer et met en péril son statut de « triple A ». Pour nous donner les moyens d'être financièrement indépendant, il nous faut contrôler davantage les dépenses et trouver des nouvelles sources de revenus pérennes où toute personne physique et morale contribue de façon équitable et solidaire. »

7.1 Équilibre budgétaire

7.1.1 *Financial stability*

The current level of budget deficits and the recent but regular negative tax changes pose a risk to business attractiveness over both near and longer term.

One of the underlying fundamentals of Luxembourg's attractiveness to International companies is the perception of financial stability. We urge the government to undertake the difficult but necessary steps to reduce public spending to ensure a balanced budget.

(American Chamber of Commerce in Luxembourg) (Votes: +4)

7.1.2 *Wéi kritt een de Staatshaushalt an Gleichgewicht?*

An dem een net mäi Ausget wéi enn erankrit. De Budget vun 2012 hat eng méi vun 950 Milliounen dozu hu mir e Budget fir 2013 e Defizit vun enger Milliard ageplangt.

Also hu mir Méigelechkeet vir ongeféier 2 Milliarden méi auszeginn. Et get säit dem Kalekrig e Prinzip den äis vun dem Kommunismus ënnerscheid. An enger Demokratie soll de Staat n et méi ewéi 30% vum PIB verwalten. Mir sinn haut bei 60% a méi, d'Schold sinn de sozial Staat. Sinn mir esou Sozial? Ass et net e schleichenden Kommunismus op deen mir hinsteiern?

Et muss gespurt ginn bei de Gemengen, brauch all duerf eng Picin, een Kulturcenter, all äis eidel Kirchen ginn renovéiert unsw.? Brauchen mir Muséiumen déi zum gréisten Deel zousinn? Mir bauen durch ganz Land Velospisten wou net emol Sonndes een drop firt. Mir finanzéieren a bauen Sozialwunnegen, déi keen sech leeschten kann. Mir bauen Flegeheemer vun 3000 bis 4000 Euro de Mount a méi. Geet een iwwee Grenzen déi brengen et feerdeg fir Halschend déi Servicer unzebiidden. Esou kann ee virun furen. Mir dremen, mir kënnen sou weider furen!

(Retter Fränz, Solution partagée sur la plateforme de débat) (Votes: +2)

7.1.3 Si cette dépense n'existait pas, est-ce que je la créerais ?

Afin d'évaluer l'utilité de certaines dépenses, le credo suivant doit être suivi : «Si cette dépense n'existait pas, est-ce que je la créerais?» Les dépenses peuvent être réduites en adaptant le nombre et la rémunération des fonctionnaires aux moyens du pays, au marché de l'emploi et à la fonction exercée.

(Michèle Detaille – Workshop du 15 juin 2013) (Votes: +2)

7.1.4 L'Aide Publique au Développement

L'Aide Publique au Développement. Luxembourg est très fier d'être le seul pays au monde à respecter sa promesse de donner chaque année 1% de son PIB au tiers monde. En 2012, Mme Jacobs annonce 432 Millions de Dollars. Question : si tout le monde doit se serrer la ceinture ici, la générosité est elle toujours d'actualité ?

(Ctascin, Solution partagée sur la plateforme de débat) (Votes: +2)

7.1.5 Rétablir l'équilibre des finances publiques

Rétablissement des finances publiques à un horizon de 3 ans, en concentrant l'effort sur une réduction des dépenses et non sur une augmentation des recettes.

- Le Luxembourg, doit rester compétitif au niveau de sa fiscalité dans la mesure où la croissance résulte des décisions des investisseurs étrangers.
- Le Gouvernement doit fixer une norme de croissance des dépenses inférieure à la croissance en euros courants du PIB dans le but de réduire le déficit structurel. Une attention particulière doit être vouée à la croissance des rémunérations et des transferts sociaux.
- Il faudra veiller à ne pas sacrifier les dépenses d'investissement qui ont un facteur positif sur l'économie, dans la mesure où elles améliorent les infrastructures et qu'elles génèrent une activité économique.
- Il est proposé de constituer une société holding publique détenant et gérant les participations de l'Etat dans les entreprises avec comme objectif une politique de croissance des résultats. Cette société holding pourrait être partiellement financée par un transfert de dette de l'Etat, réduisant d'autant la dette publique.

(UEL, Conférence de presse du 6 mai 2013) (Votes: +2)

7.1.6 Engager une vraie réforme des pensions

- Définir un taux de remplacement durable qui ne heurte pas l'équité intergénérationnelle.
- Doter, le cas échéant, le système général de recettes additionnelles qui ne grèvent pas la compétitivité de l'économie luxembourgeoise.
- Promouvoir le taux de pénétration des 2e et 3e piliers.

(UEL, Conférence de presse du 6 mai 2013) (Votes: +2)

7.1.7 Finanzplanung déi op Nullwuesstem baséiert

An der heiteger Situatioun géing all serieux gefouerten Privatbetrib eng mëttelfristeg Betriebsplanung (iwwer 5 Joeren) maachen déi op Nullwuesstem baséiert. (Zero base budgeting, well wéi heescht et dann esou schéin, "small is beautiful") Wa mir also kee Wuesstem aplangen, a mir net dann drastesch gläichzäiteg spueren, geet d'Staatsverschëldung weider erop an mir landen enges Daags do wou munnech Südlänner elo schonns dra sinn. Da verléiere mir ganz schnell eisen triple A Status an d'Geld gëtt fir eise Staat ëmmer méi deier, eng verrecke Spiral.

(Henri Neiens, Solution partagée sur la plateforme de débat) (Votes: +2)

7.1.8 Onofhängegen Audit fir Staats- a Gemengenausgaben

1. Eise BIP (2011) gett zu 46% vum Finanzsektor gespeist ---> High risk

2. Eis Staatsverschëldung als % vum BIP war 2011 18.3%, 2012 21.3% an d'Prognosen fir 2013 sin 23.6% mat Tendenz steigend

3. Wéinst der Krise an den Onsécherheeten vun der Zukunft sinn d'Entreprises retizent fir Leit anzustellen, och dofir leie mir op engem historesch héichen Chômage, am Abrëll 2013 16649 Leit ouni Aarbecht, doranner net abegraff déi Persounen déi an enger Beschäftegungsmesure schaffen.

4. Eis Revenuen IRC an ICC ginn stänneg zrëck, well de Bankesektor net méi esou vill erabrëngt wéi nach viru Joeren; mir loossen Plommen well an der EU d'Steierharmoniséierung ëmmer méi zum Droen kënnt (TVA op dem E-Commerce fält eis ewech an et wärt net méi laang daueren bis och Taxen um Benzin harmoniséiert ginn, da verléieren mir erëm eng Kéier eng hallef Milliard.

5. D'Ofschaffung vum Bankgeheimnis wärt mat sech bréngen datt de Bankesektor nach weider schrumpft a mir keen Ersatz fir d'Perte vun deene Revenuen hunn.

Wéi mir also gesinn, sinn d'Parameteren denkbar schlecht an et wärt aller Wahrscheinlechkeet net méiglech sinn d'Staatsverschëldung kuerzfristig an de Grëff ze kréien, vun engem Wuesstem vu 4% fir 2014 ganz ze schweigen.

Et misst dréngend en onofhängegen Audit iwwert eis Staats a Gemengenausgaben gemat ginn, dat heescht all Ministère wär vun esou enger Übung betraff. Am Kloertext heescht dat, datt d'Käschten iwwert hir Necessitéit missten analyséiert gin (Firwat maachen mir déi Ausgaben an zu wellechem Ziel notzen se.) Dozou gehéieren déi folgend Felder:

1. Personalkäschten beim Staat a Gemengen (Leit a Gehalt)

2. Käschtestrukturen (Immobilien an déi domadder verbonnene Funktiounskäschten

3. Sériös Analys vun eise Rentensystemer, déi jo nach ëmmer op engem Wuesstem vun 3% baséieren, verbonnen mat dem Verschmelzen vun dem Privat an Fonction publique Rentensystem.

4. Differenzéierung an Selektivitéit vun eisem Sozialsystem. Iwwerdenken vun munnechen droits acquis.

5. Analys vun eisem Gesondhétssystem a besonnesch dénen heimadder verbonnenen Prestatiounen.

6. Analys vum ablécklechen Indexsystem op d'Kompetitivitéit vum Land mat Abezéiung vun aneren Augmentatiounen an Avantagen.

Wann dann esou een Audit emol um Dësch leit, da sollten d'Politikeren dem Vollek d'Wouerecht soen, firwat a wou gespuert ka ginn. Do awer wou d'Zukunft vum Land ofhänkt d.h. an enger qualitativ héijer Bildungspolitik, an enger zielorientéierter Fuerschungspolitik mat Ausrichtung vun neien zukünftege Geschäftsfelder (Innovatioun bréngt nei Investitiounen) soll weider investéiert ginn.

(Henri Neiens, Solution partagée sur la plateforme de débat) (Votes: +2)

7.1.9 Wéi kënnen mir d'finanziell Onofhängegkeet vum lëtzebuurger Staat garantéieren

Andeem mir eis 'marktwirtschaftlëch konform' verhalen. Nëmen wa mir performants bleiwen, gi mir vun deenen grouse Staaten respektéiert. Fir eis ass immens wichtëg dass mir weider an engem environnement de droit an Europa bleiwen.

(Adolphe Faber, Solution partagée sur la plateforme de débat) (Votes: +2)

7.1.10 Le problème de l'endettement dans une société consumériste

Le problème de l'endettement n'est d'ailleurs pas un thème qui concerne les seuls Etats, mais également les personnes privées. La société consumériste, la publicité agressive de certains types de commerce (p.ex. grand distribution électrique et électronique) et le fait de se laisser piéger par des crédits apparemment bon marché pour acquérir de simples biens de consommation contribuent à alimenter cette spirale. (Anonyme, Solution partagée sur la plateforme de débat) (Votes: +1)

7.1.11 Soziale Belastung

Spricht man in Luxemburg von der sozialen Belastung, dann betrifft immer nur den privat Sektor. Der Staat macht sich nur Sorgen wie lange die Reserven der Pensionskasse reichen. Von der sozialen Leistung, die sich die Staatsmacht zugesteht wird nicht geredet. Die Sanierung der Staatsfinanzen wird über Steuererhöhung und Sozialabbau bewältigt. So wird der ganze Sozialapparat vom Privatsektor von Staatsbeamten geführt und dauernd erweitert. „D'Mammenrent“ wird nicht mehr vom Staatbezahlt sondern aus den Reserven der AIV. Dazu gehören auch „d'Mammen“ von Staatsbeamten.

(Retter Franz, Solution partagée sur la plateforme de débat) (Votes: +1)

7.1.12 Bien gérer l'utilisation de recettes

Les recettes comme p.ex les accises ne devraient pas être considérées comme des recettes d'exploitations mais plutôt comme des recettes exceptionnelles. On ne peut pas tout le temps couvrir les dépenses courantes avec des recettes qui pourraient s'achever un jour sur l'autre.

(Marc Muller, Workshop du 15 juin 2013) (Votes: +1)

7.1.13 Abolir les aides à la presse

Bonjour. Puisque l'on est en mode "brainstorming" et qu'aucune idée ne doit être rejetée à priori, j'aimerais parler des "vaches sacrées du Luxembourg", ces questions qu'on ne discute jamais tant elles sont admises. Les Aides à la Presse. Au nom de quoi une idée, un courant d'idée, ont ils besoin d'argent public pour exister ? Depuis les 70's, l'Etat donne 7.5 millions par ans pour aider pléthore de titres à survivre. A l'heure du web, des sites participatifs autofinancés, n'est-ce pas là une façon de s'acheter des conservatismes ?

(Ctascin, Solution partagée sur la plateforme de débat) (Votes: 0)

7.1.14 Augmenter les recettes

Il faut augmenter les recettes en élargissant l'assiette imposable, c.-à.-d. en permettant à plus de gens de travailler en abrogeant ou modernisant des lois coûteuses, contreproductives et inadaptées, en réformant le régime du chômage et en adaptant l'âge de retraite et en attirant des résidents à travers de nouvelles politiques foncières.

(Michèle Detaille – Workshop du 15 juin 2013) (Votes: -1)

7.1.15 Donnons-nous les moyens pour financer notre futur

L'Etat a besoins des moyens nécessaires pour mener les politiques publiques nécessaires. Nous devons être disposés et prêts à lui donner ces moyens, au lieu de le garder dans nos poches pour nous adonner à la consommation. Au Luxembourg, la cote d'impôt s'élève à 37%. Dans les pays voisins, elle atteint entre 38% et 44%. En Suède, elle s'élève à 46%. La possibilité est donc là de faire quelque chose. Il n'est qu'avec ces moyens que nous pouvons financer l'avenir, au lieu de financer la consommation instantanée pour tous. L'avenir nous concerne tous. (Robert Urbé - atelier thématique du 13 avril) (Votes: -4)

7.1.16 Pas d'excès de rigueur dans la réduction du déficit

La réduction du déficit est considérée comme une vache sacrée en Europe. A mon avis on se dirige dans la mauvaise direction. Trop de rigueur nous fait perdre d'avant tout le peuple européen.

(Frank Engel (MPE, PPE) - Europacafé 30 juin 2013) (Votes: -2)

7.1.17 Economie, nouvelles recettes

Nei Recetten fir de Stât:

- Eng Augmentatioun vun der TVA ob Autoen ab enger gewesser Préislâg. Z.Bsb ; ab

€ 40.000,-

- Eng Augmentatioun vun den Autossteieren vir Autoen ab 2500 ccm / fir deck Motorrieder ann Quaden (mat engem héichen CO2 Ausstouss)

- Eng gestaffelt Augmentatioun vun den Aksisen ob héichprozenteschem Alkohol. Z.Bsp. bei engem Alkoholgehalt vun 20 bis 30% + 2%, vun 30 bis 40% + 3%, ab 40% + 5%.

- Eng Augmentatioun vun den Aksisen um Tubak.

- Eng Augmentatioun vum Steierspetzensätz.
- Eng Augmentatioun vun der TVA beim Handel matt Luxusartikel (Goldverkâf).
- Eng Indexmaximaltranche, d.h. bis zu enger brutto Pei vun € 6.000,- kritt en 2,5% bei enger Tranche béi. En dén mei verdengt, kritt net mei wei 2,5%

Chômage:

- Leit déi chômage kréien / oder RMG, müssen eppes schaffen am Dengscht vun der Öffentlechkéit. Z.Bsp. Den Gemengenarbechter hellefen beim méihen, botzen, ustréichen, Parken propper halen an kleng Arbechten ann den Böscher.

Pensiounen:

Privat Zousatzpensiounen fördern mat Steueravantages. (René Even, Solution partagée sur la plateforme de débat) (Votes: +1)

7.2 Fonds souverain

7.2.1 La mise en place d'un fonds du futur

Création de davantage de fonds du futur comme mis en place en Norvège, non pas distribuer les richesses en tant que cadeaux d'électoraux comme dans les années 2000 au Luxembourg.

(Participant – Workshop du 15 juin 2013) (Votes: +2)

7.2.2 Portfolio étatique

L'Etat devrait se comporter comme une entreprise et établir un portfolio de produits. En utilisant les revenus générés par nos « cash cows » (p.ex. la place financière) on pourra les réinvestir dans un nouveau secteur avec grand potentiel de croissance.

(Marc Muller, Workshop du 15 juin 2013) (Votes: -2)

7.2.3 Pour un fonds souverain

Il subsiste un besoin de création de fonds souverains en mettant dès aujourd'hui 1% de recettes de côté pour les générations futures en y ajoutant éventuellement les participations de l'Etat. Peut-être que nous ne sommes pas encore au fond du gouffre, mais qu'on va tomber encore plus bas.

(M. Pierre Gramegna – Workshop du 15 juin 2013) (Votes: +1)

8 Infrastructures, urbanisme et mobilité

« Etant un pays qui se trouve sur le croisement des grands axes économiques et de transport, et ayant connu un développement économique foudroyant, les exigences croissantes en termes d'infrastructures, d'aménagement de territoire et de mobilité n'ont pas cessé depuis. Le nombre de ressortissants étrangers ainsi que le flux de frontaliers continuera probablement de s'accroître dans les prochaines années. Il est évident que les exigences liées à l'expansion démographique et l'accroissement du nombre de frontaliers doivent se refléter dans la future stratégie d'infrastructures nationales. »

8.1 Mobilité

8.1.1 Concept "Bus-Bunn" ou "RER" de Georges Schummer

Le concept Bus-Bunn ou RER de Georges Schummer est essentiel pour améliorer les transports en commun.

Ce concept est documenté sur les sites suivants

www.busbunn.net et sur www.rer.lu

Caractéristiques principales

* Amélioration du réseau de trains

- qui joue le rôle de backbone très haute capacité
- prolongé vers le centre-ville, le Kirchberg et l'aéroport
- 16 gares sur le territoire de la ville de Luxembourg et environs (partiellement déjà existantes)
- Il y aurait une gare dans presque tous les quartiers de la ville et environs ou du moins à proximité.
- Trajet partiellement dans des tunnels

* Amélioration très importante du réseau de bus dans la ville de Luxembourg qui est en charge de la répartition fine dans tous les quartiers de la ville.

Aujourd'hui toutes les lignes doivent passer par le centre Aldringen et la gare centrale et donc par le goulot d'étranglement qui est l'avenue de la Liberté.

Avec le concept Bus-Bunn les lignes de Bus doivent passer par une gare quelconque des lignes de train.

Avantages

- Capacité nettement supérieur au projet de tram du gouvernement
- Minimum de changements de moyen de transport.

- Ne consomme pratiquement pas d'espace qui reste donc disponible pour circulation pour les voitures, bus, bicyclettes, piétons et des espaces verts.

Désavantages du projet de tram du gouvernement

- Capacité du tram insuffisante (max +/- 9000 / heure et direction) pour les +/- 150 000 personnes qui viennent travailler chaque jour dans Luxembourg ville et environs.

- Plus-value par rapport aux bus existants presque nulle. Surtout si on considère qu'on pourrait améliorer plus facilement le réseau de bus en réservant 2 pistes (1 par direction) sur les principaux axes comme c'est prévu pour le tram.

- Pertes de temps sur le trajet tram car un arrêt +/- tous les 500 m (13 arrêts de la gare centrale jusqu'au bout du Kirchberg).

- Concept basé sur un nombre élevé de changements de moyen de transport (aux gares périphériques, du bus au tram et du tram au bus).

- Dans une 1ère phase le tram ne dessert qu'une petite partie de la ville et environs (trajet de 7,2 km seulement). Il est incertain si les extensions seront réalisables et réalisés.

- On réserve 2 pistes (1 par direction) pour le tram sur les quelques grandes avenues et ponts de la ville. Le tram avec une cadence de 3 minutes aura la priorité aux croisements. Ceci créera des goulots d'étranglement pour le transport individuel et réduira très fortement la mobilité individuelle. Cette réduction forte de la mobilité individuelle combinée à une amélioration très modeste des transports en public auront comme conséquence une détérioration de la mobilité.

- On réserve 2 pistes (1 par direction) pour le tram sur les quelques grandes avenues de la ville. Cet espace manquera aux urbanistes pour la mobilité douce (trajets à pied ou en bicyclette) et les bandes vertes.

- C'est déjà le 4e projet de tram. Les projets précédents ont été rejetés car ils étaient non réalisables et/ou la plus-value était insuffisante pour justifier l'investissement. Le projet actuel sera probablement rejeté pour ces 2 raisons.

Le principal effet des projets de tram successifs a été de retarder la mise en place du concept Bus-Bunn qui est de loin la meilleure solution pour la mobilité dans Luxembourg-ville et environs.

(Guy Schaeffer, Solution partagée sur la plateforme de débat) (Votes: +6)

8.1.2 Stadtmobilität & Dezentralisierung

In der und direkt um die Hauptstadt herum befindet sich ein unverhältnismäßig hoher Anteil der Arbeitsplätze dieses Landes. In der Stadt Luxemburg arbeiten aktuell 150.000 Menschen, die nicht dort wohnen. Das sind 10.000 mehr als 2007 – trotz Krise und obwohl die Stadt in diesen Jahren um 10.000 Einwohner zunahm. Damit ist das Mobilitätsproblem der Hauptstadt klar beziffert – und die Tendenz zur Verschlimmerung ebenfalls.

Nachdem es durchschnittlich 2,5 Einwohner braucht, um einen Arbeitsplatz zu besetzen, bräuchte die Stadt 375.000 zusätzliche Einwohner, damit die täglichen Kolonnen morgens und abends ausbleiben. Aber 480.000 Menschen haben nicht Platz in den Grenzen der Stadtgemeinde: das kann also nicht die Lösung sein.

Stadteinfahrten nicht erweiterbar

Die Einfahrten in die ehemalige Festungsstadt auf Sandsteinfelsen sind nicht erweiterbar. Insofern kann die Auflösung der Staus nicht über eine Verbreiterung der Autobahn kommen: das kann nur das Stauende näher an die Stadt rücken, weil sich die Vehikel dann auf drei statt heute auf zwei Spuren stauen. Eine breitere Autobahn beeinflusst die Breite und damit die Leistungsfähigkeit der Stadteinfahrten nicht. Das heißt aber auch, daß die Lösung auf keinen Fall auf der Straße liegt, auf der nichts anderes möglich ist, als den verfügbaren Raum zwischen den Verkehrsmitteln (Fahrrad, LKW, PKW, Bus, Motorrad) so oder so aufzuteilen. Auf die Leistungsfähigkeit hat das wenig bis gar keinen Einfluß.

Nur Schiene ausbaufähig

Die einzigen ausbaufähigen Stadteinfahrten liegen auf der Schiene. Die Strecke nach Dippach-Petingen ist bereits zweigleisig geworden, die Strecke nach Wasserbillig wird das gerade. Seit 2007 sollte es vier Gleise nach Bettemburg geben – hoffentlich ist bald Baubeginn. Gestimmt ist das Gesetz für eine Haltestelle Howald; über eine Haltestelle Rote Brücke wird geredet. Zu letzterer ist allerdings zu sagen, daß die dort von der offiziellen Planung vorgesehene Zahnradbahn (statt einem Dutzend Lifte) ohne Plan B für technische Pannen oder für die Zeit der verlässlich notwendig werdenden Wartungen grober Unfug ist.

Der Festungskommandant hat seinerzeit beim Bau der Eisenbahnen in Luxemburg verhindert, daß der Bahnhof in die Oberstadt kam, die damals eben noch eine Festung war. Deshalb kam er auf die Bonneweger Felder, wo er heute noch ist. Dipl. Ing. Georges Schummer hat zu Ende des letzten Jahrtausends den einzigen Vorschlag (www.busbunn.net) vorgelegt, der eine brauchbare Lösung des Stadtluxemburger Mobilitätsproblems bringt: mit einer direkten Verlängerung der Bahnstrecke im Tunnel unter Oberstadt und Limpertsberg (Haltestelle Victor Hugo) zur Nordstrecke, verbunden mit einer Abzweigung unterm Kirchberg über den Findel zur Oststrecke am Irrgarten.

Damit würde ohne Umsteigen im Massenverkehrsmittel Doppelstockzug die Stadt erschlossen – mit einer Passagierleistung pro Stunde und Richtung bis zu 30.000 Leuten. Gibt's das 3. und 4. Gleis nach Bettemburg, können so realistisch 60.000 Menschen zur Arbeit kommen – über die Stadtgrenzen hinweg auf einem neu geschaffenen Verkehrsweg, der keinem anderen Verkehrsmittel Platz wegnimmt.

Tram kein Teil der Lösung, sondern ein Problem mehr!

Genau das ist mit der Tram nicht möglich. Sie bringt keinen einzigen Menschen über die Stadtgrenze, denn sie ist nur innerhalb der Stadt geplant – zunächst von der Foire bis zum Hauptbahnhof, später eventuell von dort bis zur Haltestelle Howald. Auf der ganzen Strecke – mit Ausnahme der Avenue Kennedy auf Kirchberg – geht das auf Kosten aller anderer Verkehrsmittel.

Es ist offiziell geplant, 20 Tramgarnituren zu kaufen, und sie zu 10 Doppelgarnituren zusammenzuspannen: das erlaubt ein Intervall von 5 Minuten für jeweils 450 Passagiere, also 5.400 Passagiere pro Stunde und Richtung.

Damit sich der Platz für die Tram findet – sie braucht eine Schneise von 7,5 m Breite – sollen alle RGTR-Busse Terminus haben, wo sie auf die Tram stoßen. Von den heute bestehenden 25 städtischen Buslinien sollen nur noch 11 übrig bleiben. Fazit: die heutigen Buspassagiere werden zu häufigem Umsteigen gezwungen, ohne daß die Tram genügend Kapazität bieten würde, um mehr Passagiere zu befördern als die, die heute öffentlich fahren. Angesichts der hohen Kosten für die Tram ist das Schilda pur.

Dauerlösung nur mit Dezentralisierung

Selbst mit einer Eisenbahnhalt Howald bzw. Rote Brücke und einer Verlängerung der Eisenbahn im Tunnel unter Oberstadt und Limpertsberg hindurch wird nichts erreicht, wenn der Zuwachs von Arbeitsplätzen nicht gestoppt wird in der Hauptstadt. Aktuell läßt sich damit die Mobilitätssituation deutlich verbessern. Werden aber in den kommenden 10 Jahren noch einmal 100.000 Arbeitsplätze draufgesattelt – und die Prognosen laufen darauf hinaus – werden wir wieder genau dort sein, wo wir heute sind.

Nötig ist also eine effektive Dezentralisierung – über die Verlegung von zwei Dritteln der Uni und ein paar Verwaltungen auf Belval und die Forstverwaltung nach Diekirch hinaus – nötig. Der neue Allgemeine Bebauungsplan muß so gestaltet sein, daß neue Wohnungen gefördert und zusätzliche Arbeitsplätze verhindert werden. Alles andere führt ins Chaos!

(Pensionssicherung, Solution partagée sur la plateforme de débat) (Votes: +1)

8.1.3 Utilisons davantage les infrastructures existantes

Une liaison Gare - Kirchberg par rail existe. Il suffit d'aménager un point d'arrêt sous le Pont Rouge. Pas besoin ni de téléphérique, ni de tunnel sous la ville. Il est exact que le tram ne contribuera rien pour améliorer le 'module split'. Au contraire: il imposera à tous les navetteurs une perte de temps supplémentaire pour rejoindre le tram, que celui-ci ne pourra pas compenser par une vitesse accrue, car il circule en surface, comme les bus. Seule solution: un métro souterrain desservant les principaux points de chute des navetteurs et pleinement intégré au réseau de chemin de fer. En plus, celui-ci devrait établir un plan pour augmenter les vitesses de transfert jusque p.ex. 200 km/h, comme en Suisse et ne maintenir à terme que des lignes de ce type.

(Adolphe, Solution partagée sur la plateforme de débat) (Votes: 0)

8.1.4 Get people “used” to common transport

I reckon that there is no strong will by the government to implement free public transportation, which is a pity. Nevertheless I would like to suggest something similar but less costly: to maintain the fare fees and to introduce an incentive program to get people “used” to common transport means. This could take the form e.g. via a onetime distribution of one free annual transport pass per capita. I really hated taking the bus, due to flexibility issues, overcrowdings, and other lame excuses one comes up with to justify a car ride. At work, we were however recently offered an initial free of charge annual ticket, in order to boost the future use of M-passes. Acknowledging that I have to reduce my carbon footprint, I accepted the offer (which implies the withdrawal of the right to use the internal parking lots ;). Taking the bus the first 3 months was horrible, but now it has turned into a real pleasure and relief! There a lot of co-workers who experienced the same, and we are perfectly willing to keep taking public transportations and to pay our future shares on the M-Passes. Not everybody has the privilege to be triggered like this by their employer. Therefore I suggest

that the government should step in to get the, a bit spoiled, Luxembourg population acquainted to the perks of common transports via an incentive programme as mentioned above.

BTW, I'm "Stacklëtzebuenger" but disgusted by people who boast the use of our language without being able to write it correctly. Having some small orthographic problems too, and to show that we are not all that narrow-minded, I chose to write this contribution in the language of our business place.

(Mendaly, Solution partagée sur la plateforme de débat) (Votes: +4)

8.1.5 The costs & benefits of urban transportation

In fact, the willingness to opt for public transportation rather than use our car has been put into a formula by Domenich & McFadden (Urban Travel Demand). This is what Economists call a 'utility function'. Its main parameters are the cost factor, the total time spent walking and the total time spent on the public transportation means, with very different multipliers. The tram project would concentrate a huge proportion of the daily traffic, no doubt about that. However it will also oblige everybody to change from its usual transportation means (bus or car) to the tram. This introduces an additional time loss which cannot be compensated by a higher speed on the tram line, compared to the bus, because they move on the same space. According to the formula, this will reduce the utility for roughly all users and will result in a decrease of the famous 'modul split'. A metro line instead of the tram would be much better because it would shorten the trip on this means and thereby increase the 'utility function' and convince more people to use the public transports. At least as long as we manage to keep to individual freedom.

(Adolphe, Solution partagée sur la plateforme de débat) (Votes: 0)

8.1.6 TMC (Traffic Message Channel) fir Lëtzebuerg

Normal GPS Navi Apparater ennerstëtzen oft TMC (Traffic Message Channel).

Wéi wier et, wann d'Ponts & Chaussées & CITA géingen iwert dee Wee Infomatiounen iwert Chantieren, Emleedungen,... de Leit zur Verfügung stellen?

Bis elo schéngt keng Verwaltung,... iwert TMC Informatiounen iwert de Lëtzebuenger Stoosseréseau ze publizéieren.

(Guy Schaeffer, Solution partagée sur la plateforme de débat) (Votes: +4)

8.1.7 Multimodale Mobilité

Die multimodale Mobilité (Gemischte Benutzung verschiedener Verkehrsträger, sei es Leihfahrräder, Car Sharing oder öffentlicher Nah- und Regionalverkehr) soll in Zukunft verstärkt gefördert werden und somit den Eigentum von privaten PKWs zunehmend in den Hintergrund rücken. Mein Vorschlag für 2030, dass Luxemburg Teil eines grenzüberschreitenden Verkehrsverbund mit einem einheitlichen Tarifsysteem und angepassten Fahrpläne sein wird. Es wird Informationen in Echtzeit über das Angebot der verschiedenen Verkehrsträger, vom Leihfahrrad bis zum nächstfahrenden Bus geben. (Christian Schulz, Workshop du 11 mai) (Votes: +1)

8.1.8 Infrastructures et mobilité

Infrastrukturen a Verkéier: En groussen enerirdeschen Parking um Glacis ann eng 5 -10 Minuten Takt Busverbindung mat der Uewerstât, der Gare ann dem Kirchberg.

En Ausbau vun den P+R (bei den Grenzen)

Investissementer an eist Stroossennetz an Kläranlagen

Öffentlechen Transport verbesseren ann mei attraktiv gestalten.

(René Even, Solution partagée sur la plateforme de débat) (Votes: +1)

8.1.9 *Innenstadt ausschließlic für öffentlichen Nahverkehr*

Warum nicht ambitiös sein: In der Innenstadt ausschliesslich öffentlicher Verkehr zulassen, und dazu Förderung von attraktiver Carpooling statt die eco-Prämie, die nur den Autohändlern genutzt hat.

(Div, Solution partagée sur la plateforme de débat) (Votes: 0)

8.1.10 *Gratis öffentleche Transport*

De Problem am Moment mam öffentleche Transport ass net dass e net fonctionnéiert. Den öffentleche Transport soll gratis ginn, dat wär de richtege Schrëtt. Mer kënnen weider Bus, Zich oder Tramen an de Reseau sëtzen, mee wat hu mer dovunner wann keen se benotzt. Gratis Transport géing d'Leit motivéieren op d'öffentlech Verkéiersmëtteln ëmzesteigen. (Michel Wirth - Workshop du 11 mai 2013) (Votes: +2)

8.1.11 *Décongestionner le centre-ville*

La seule issue pour décongestionner le centre-ville de Luxembourg est de le barrer à la circulation à tout engin motorisé à plus de deux roues (hors transport en commun). Les transports en commun devront parfaitement fonctionner en amont de la réalisation d'un tel projet. (Anonyme, Solution partagée sur la plateforme de débat) (Votes: -2)

8.1.12 *Téléférique*

Pourquoi on ne parle pas du téléphérique. On pourrait construire un téléphérique qui relierait le quartier de la Gare et le plateau de Kirchberg. Ce serait une attraction touristique et vue le relief de la ville de Luxembourg ça pourrait devenir une vraie alternative de transport. (Participant - Workshop du 11 mai 2013) (Votes: -1)

8.2 *Aménagement du territoire*

8.2.1 *Zougang zu Bauterraine vereinfachen*

Et miss een den Zougang zu Bauterraine vereinfachen. Deen ass momentan ënnert der Kontroll vun de Promoteuren an déi hunn eng Monopolstellung um Marché. Et misst een et méi attraktiv maachen fir u privat Leit verkafe ze kënnen anstatt u Promoteuren. (Participant - Workshop du 11 mai 2013) (Votes: +6)

8.2.2 *Förderung der dezentralen Versorgung*

Probleme in der Mobilität hat sehr viel mit der Trennung zwischen Arbeitsplatz und Wohnraum zu tun. Aber auch andere Aktivitäten wie etwa das Einkaufen und das Angebot an Freizeitmöglichkeiten sind sehr zentralisiert und somit sehr autoorientiert eingerichtet. Deshalb mein Vorschlag für 2030, dass für 2030 keine Ansiedlung von großflächigem Einzelhandel mehr außerhalb von Ortslagen stattfinden wird. (Christian Schulz, Workshop du 11 mai) (Votes: +2)

8.2.3 Efficacité de l'organisation territoriale

L'administration peut être réorganisée afin d'obtenir une meilleure efficacité en questionnant la taille des communes par rapport au défi des gestions de patrimoine.

(Michèle Detaille – Workshop du 15 juin 2013) (Votes: +2)

8.2.4 Dezentralisierung

Ech fannen et wichteg den Dezentralisierung Prozess méi ze fuerderen. Ech fannen och wichteg Aarbechtsplazen am Eenzelhandel ausserhalb vun de grouse Ballungszentren ze schaffen. Mer sollte méi eng dezentral Landesplanungspolitik féieren. (Participant - Workshop du 11 mai 2013) (Votes: 0)

8.2.5 Decentralisation

En matière d'aménagement de territoire c'est une des priorités, la décentralisation, Si on prend p. ex le cas de Belval, il faut aussi considérer que ces zones décentralisés soient desservies par le transport public. Aménager le territoire pour le transport public n'est pas une affaire simple au niveau financier et organisationnel. En prenant l'exemple du Nordstad, qui est déjà bien desservi par le transport public, on pourra davantage développer des pôles pareils. (Patrick Bousch - Workshop du 11 mai 2013) (Votes:0)

8.2.6 Vorzeigeprojekt im Bereich Nachhaltigkeit

Luxemburg hat die Tendenz Innovation aus anderen Ländern zu imitieren. Unser hätte auch das Potenzial mit seinen Ressourcen, politischen Ambitionen und den kurzen Entscheidungswegen eine Vorreiterrolle zu spielen. In dieser Hinsicht könnte Luxemburg mehr innovieren und selbst Vorbild werden. Deshalb, mein Wunsch für 2030, dass es bis dahin mindestens eine Vorzeigeprojekt im Bereich Nachhaltigkeit geben wird. Dass es Besuchergruppen nach Luxemburg anlockt, die sich die Projekte vor Ort anschauen wollen. (Christian Schulz, Workshop du 11 mai) (Votes: +1)

8.2.7 Mixitéit an de Quartiere beibehalen

Fir d'éischt sollt ee kucke wei een de Transport organiséiert an do rondrëm ganz nei Stied/Quartiere schaffen, déi dann optimal ugeschloss sinn. Et soll een och eng gesond Mixitéit bäibehalen, wann een zum Beispill mat fréier vergläicht wou 3 Generatiounen am nämmlechten Duerf, wann net souguer ënnert dem nämmlechten Dach gewunnt hunn. Dëst sollt och an deenen neie Quartiere bäibehale ginn, wou déi verschidde Generatiounen kënnen zesummeliewen . Et soll een net deen nämmlechte Feeler begoe wéi virun 20-30 Joer mat de sougenannte Citéen, wou jorelaang Famillje gewunnt hunn an dann 20 Joer drop Kanner auszéien a lo vun enger eelerer Generatioun bewunnt gëtt. (Marc Muller-Workshop du 11 mai 2013) (Votes: +1)

8.2.8 D'abord la mobilité

130000 logements d'ici 2030. En prenant l'exemple de Copenhague, la première chose que qu'ils ont fait, c'est de construire une ligne de métro, ainsi suivant le credo d'abord la mobilité puis la construction du quartier. Dans le cadre du PAP/PAG au Luxembourg, on laisse d'abord les promoteurs construire le quartier et par après on le connecte au réseau du transport public. On devrait plutôt faire l'inverse, où on développe d'abord le réseau de transport public et de communication et puis on libère les terrains. Dans d'autres pays les promoteurs sont aussi inclus dans les projets de transports publics, ce qui n'est pas le cas au Luxembourg. (Nico Steinmetz - Workshop du 11 mai 2013) (Votes: 0)

8.2.9 Public Private Partnerships

Fir nei Quartieren ze baue wär et vu Virdeel PPP (Public Private Partnerships) anzeféiere wou d'ëffentlech Hand a Privatleit kennen zesummeschaffe fir Projeten op hirem Terrainen ze bauen . Déi meescht Propriétaire si grouss Familljen, wou e gewësse Protektionismus besteet. D'Proaktivitéit wéi schnell Wunnengen oder Terrainen op de Marché kommen ass automatesch eng Brems wat verhënnert dass d'Präisser kënnen erofgoen. Um politeschen Niveau gëtt déi Problematik mol net ugeschwat, net thematiséiert. Et ass eng Realitéit déi misst adresséiert ginn. (Nico Steinmetz - Workshop du 11 mai 2013) (Votes:0)

8.2.10 Les nouveaux quartiers: Solution pour notre problème de logement

Dans notre pays la croissance économique détermine la croissance démographique qui à son tour détermine le besoin de logement. Nous aurons besoin de 130.000 logements d'ici 2030, ce qui fera un peu près 1000 logements pour chaque commune. A l'évidence ce n'est pas possible. Pourtant on a deux grands projets immobiliers, à savoir le plateau de Kirchberg et Belval. Belval créent par exemple 10000 nouveaux emplois et autant de logements. D'où l'idée est-ce que effectivement les villes et les nouveaux quartiers ne sont-ils pas la solution pour notre problème de logement. On aura une plus grande concentration d'activités sur la même place ce qui facilitera la mobilité. (Michel Wurth - Workshop du 11 mai 2013) (Votes: -1)

8.2.11 Interkommunale Landesplanung

Luxemburg leidet darunter dass die ländlichen Gemeinden sehr klein sind und über sehr wenig Personal mit Fachkompetenzen verfügen. Sie werden somit sehr schnell abhängig von beratenden Büros und von der Landesplanung Politik, und können somit nicht ausgiebig von ihrer Autonomie profitieren. Deshalb mein Vorschlag für 2030: Planungsverbände einführen an denen die kleinen Gemeinden ihre Planungshoheit abtreten können und somit verbindliche Kommunale Planung auf einer interkommunaler Basis geleitet werden können. (Christian Schulz, Workshop du 11 mai) (Votes: -1)

8.2.12 Coopération à une échelle proche dans la Grande Région

Lors d'un groupe de travail sur le plan sectoriel du logement, on s'est posé la question au sujet des gens qui construisent leur maison de l'autre côté de la frontière. Les gens trouvent leurs propres solutions en traversant la frontière pour loger à un coût abordable. Ceci renforce le flux des frontaliers venant travailler au Luxembourg. Donc, si on imagine notamment pour le prochain programme de l'aménagement de territoire, c'est d'intégrer mieux les espaces proches. Si on parle avec le gouverneur de la province de Luxembourg, il aimera s'approcher du Luxembourg afin de créer des synergies. Il désire d'avoir plus de coopération à une échelle proche (p.ex. plus de coopération entre les hôpitaux), qui devrait

pas forcément s'étendre sur toute la grande région. (Patrick Bousch - Workshop du 11 mai 2013) (Votes: -1)

8.2.13 Douze communes au Luxembourg

On a Douze cantons, pourquoi ne pas en faire douze communes dans le Grand-duché du Luxembourg. (Michel Wurth - Workshop du 11 mai 2013) (Votes: -1)

8.3 Infrastructures & construction

8.3.1 Les coûts et délais dans la construction

Nous savons que le déficit de logement ne va pas se résorber d'ici à 2030 et que par contre, les normes énergétiques vont continuer elles à se durcir sans précédent. Ces nouvelles contraintes ne vont pas arranger la problématique coûts/ délais actuelle.

Comment procurer des logements accessibles financièrement et rapidement pour accompagner l'évolution du Luxembourg d'ici 2030?

En tant que Doctorant sur le sujet (Université Trent Nottingham, UK) je peux témoigner de ce que le Lean Construction a apporté au traitement de cette problématique. Il s'agit de rationaliser les process de construction et éliminer les gaspillages avec des méthodes venues de l'industrie automobile (Toyota). De nombreux cas sont documentés dans de nombreux autres pays (France, Allemagne, UK, Scandinavie, USA...) avec comme base la réduction des coûts et des délais pour accompagner la croissance et répondre à ses challenges.

Le secteur de la construction au Luxembourg doit évoluer pour prendre en compte la réalité présente et future, ceci passera par une implication de toutes les parties prenantes (du foyer primo accédant aux instances gouvernementales en passant par les entreprises), alors discutons en avant d'être au pied du mur...

(Patrick Dupin, Solution partagée sur la plateforme de débat) (Votes: +3)

8.3.2 Astellung géigeniwwer ökologeschem Bauen

Astellung vun de Leit géigeniwwer ökologeschem Bauen muss sech änneren. Beim ökologesche Baue muss ee weder op d'Qualitéit verzichten nach duerfe Rezessiounen e Critère sinn fir net op der Art a Weis ze bauen. Hei zu Lëtzebuerg ass eis vill Naivitéit an Ignoranz an och Virurteeler entgéint komm während der Zäit wou mer eis Meenungen iwwer ökologesche Bauen ausgetosch hunn. (Participant - Workshop du 11 mai 2013) (Votes: +3)

8.3.3 Free Wifi

Accès gratuit au réseau Wifi sur le territoire luxembourgeois. Ceci donnera une image d'un pays moderne.

(Marc Muller, Workshop du 15 juin 2013) (Votes: 0)

8.3.4 Pistes cyclables

On a un problème de pistes cyclables. Il faut davantage élargir le réseau et inciter les gens à utiliser le vélo pour se déplacer. C'est beaucoup plus doux en terme de mobilité. (Participant - Workshop du 11 mai 2013) (Votes: 0)

8.3.5 Piscine dans les casemates ?

Soyons créatifs : Pourquoi ne pas incorporer une piscine dans les casemates qui donne sur la Pétrusse. (Marc Muller, Workshop du 15 juin 2013) (Votes: -1)

8.3.6 Plus d'infrastructures touristiques

Etablir des infrastructures touristiques dans la ville de Luxembourg, p.ex. des terrasses/vérandas avec vue sur la vallée de la Pétrusse.

(Marc Muller, Workshop du 15 juin 2013) (Votes: -1)

9 Innovation

« Un pilier primordial pour le développement du pays sont les activités recherche-développement et d'innovation (RDI). Seul en créant un environnement propice à la recherche et le développement de nouvelles idées, les entreprises peuvent accroître leur potentiel de croissance et la productivité de leurs facteurs de production et, dès lors, être compétitives au niveau mondial. La RDI est un levier incontournable pour assurer le développement pérenne des entreprises luxembourgeoises. »

9.1.1 Méi Zäit an Suen an d'Fuerschung an d'Entwécklung

Wéi kënnen mir Lëtzebuerg méi innovativ gestalten?

Andeems mir méi Zäit an Suen an d'Fuerschung an d'Entwécklung zesumme mat de Bierger hei am Land stiechen. Déi déi sech gären engagéieren an abrénge wëlle sollen och déi Chance hunn dat ze maachen. Iwwert nei Medien an Kombinatioun mat solchen Initiativë wéi 2030.lu ass dat méiglech. Nëmmen esou kreéiere mir zukunftsweisend Léisungen an Usätz, déi am vie quotidienne Sënn maachen, ëmgésat kënnen ginn an och gelieft an respektéiert ginn. D'Leit wëlle partizipéieren an och Deel huelen an eppes wat Si zesumme geschaf hunn.

(Saskia Marx, Solution partagée sur la plateforme de débat) (Votes: +7)

9.1.2 Instauration des «incentives» remboursables

Afin de rendre l'innovation plus performant, on devrait davantage multiplier les pôles d'innovation, les synergies avec des institutions équivalentes à l'étranger, l'instauration d'« incentives » remboursables quand le concept est rentable. C'est un changement de mentalité : de suiveurs à initiateurs (l'argent ne tombe pas du ciel), l'innovation étant une condition sine qua non pour qu'une société se réinvente et survive avec moins pour faire plus, avec mieux pour être durable. Telle est la responsabilité de tous, toute génération ou origine confondue. (Virginie Issumo, Solution partagée sur la plateforme de débat) (Votes: +7)

9.1.3 Innover de manière méthodique et orientée sur les résultats

Un premier constat est que les sommes investies dans l'innovation au pays sont en constante diminution, après avoir atteint 495 Mio en 2007, elles sont aujourd'hui d'environ 416 Mio.

Malgré tout, on compte 1.460 chercheurs dans les entreprises, 658 dans le secteur public et 518 dans l'enseignement supérieur. Les moyens humains et financiers restent néanmoins conséquents, surtout si on considère que le nombre de personnes occupées dans ce milieu s'élève à 4.889 équivalents temps plein. (données venant du CRP Henri Tudor).

Sur ces bases, nous devrions voir émerger au moins 20 à 30 projets clés chaque année. Sauf erreur de ma part, il y en aurait moins de 10. Il y a donc, de mon avis, pas encore assez de retours dans la R&D et l'innovation au pays.

La "Luxembourg Cluster Initiative" est une excellente idée, et les cinq clusters sont dirigés par des personnes compétentes et expérimentées. Alors que manque-t-il pour que la mayonnaise prenne ?

Il manque très probablement un cap, et une démarche méthodique et orientée sur les résultats.

Le CAP doit définir des objectifs à atteindre sur 3 à 5 domaines sur une échéance à 3 ans, avec au moins un domaine à atteindre chaque année.

Prenons un exemple pour le cluster EcolInnovation, où les objectifs pourraient être :

- 1) de produire du biogaz d'une façon la plus efficace (et la moins chère) possible que ce qui existe aujourd'hui (notamment en Allemagne),
- 2) de développer des éco-matériaux ou d'en améliorer certains existants comme le béton cellulaire ou encore les maisons en cartons pressés,
- 3) de développer des techniques/solutions pour l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments existants,
- 4) de développer des solutions efficaces de stockage de l'énergie,
- 5) de développer des solutions de production d'énergie en exploitant la géothermie à une échelle industrielle.

Les points 1-2-3 sont des objectifs atteignables rapidement et qui pourraient se concrétiser par des emplois. Les points 4-5 sont des objectifs à 3 ans et disposent déjà de pistes sérieuses en recherche fondamentale qui ne demandent qu'à être concrétisée en recherche appliquée. Le point 4 permettrait de développer des solutions exportables tandis que le point 5 permettrait d'améliorer notre compétitivité.

L'exemple donné pour le cluster EcolInnovation est un exemple pour illustrer l'idée, et n'est en rien une remise en cause de l'action et des résultats de l'équipe en charge et des personnes/partenaires impliqués dans ce cluster.

A partir de ces objectifs, il serait donc possible de mobiliser tous les acteurs de la recherche publique et privée afin de décliner un plan d'action, des partenariats potentiels (locaux, européens, internationaux), un planning de livraison et surtout un budget à 3 ans pour atteindre les objectifs.

Une fois le plan d'action connu, alors il est possible d'envisager la constitution de groupe de travail public/privé et, par conséquent, la mise en place d'un suivi de projet. Dans le même temps, une plaquette prospective pourra être réalisée afin d'intéresser des entreprises et

des centres de recherche étrangers, tout comme différents types d'investisseurs (fonds d'investissement, fonds pour la recherche ...) afin de lever les fonds nécessaires au-delà des aides publiques nationales et européennes.

Cette approche devrait pouvoir créer une dynamique, avec un effet agglomérant, permettant de passer d'un mode d'action où l'on considère toutes les opportunités vers un mode où l'on se concentre sur des objectifs à atteindre. Ce dernier mode devrait permettre d'obtenir des résultats concrets, surtout si le suivi de projet est efficace.

La DEMARCHE méthodique consisterait à informer tous les acteurs (nationaux, européens et internationaux) des objectifs, de leur état d'avancement et surtout de les sensibiliser très tôt afin d'envisager des partenariats visant à agglomérer les compétences, l'expérience et certains budgets. Avec des objectifs clairs, les ministres du Gouvernement pourraient aussi mieux aider auprès de leurs homologues pour faciliter les contacts/partenariats.

L'Innovation, pour être plus performante, doit être menée dans un cadre bien défini et avec des objectifs clairs et ambitieux, sinon il y a une trop forte déperdition d'énergie.

Ce qui est aujourd'hui en place est très bien, Luxinnovation et les centres de recherches font un super boulot et disposent de gens compétents et talentueux. Il faut désormais aussi que cela se concrétise par des retours sonnants et trébuchants pour le pays, car les sommes investies sont importantes et les attentes sont très fortes en cette période de crise qui s'éternise. (J2P3lu, Solution partagée sur la plateforme de débat) (Votes: +4)

9.1.4 L'innovation dans le sens du développement durable

La piste suivie par le ministre de l'économie en développant des cluster de l'innovation dans 5 secteurs clés me paraît excellente. Il y a des soutiens financiers ou politiques importants.

La crise actuelle est selon moi une crise systémique avec des sources ou des aspects autant au niveau écologique, économique que social. L'aspect écologique est capital car l'empreinte écologique de l'homme telle que nous la connaissons aujourd'hui n'est pas viable sur le long terme pour nous et nos enfants, et entraînera d'autres conséquences (cf changement climatique, épuisement des ressources, pic de pétrole, pollution,...)

Pour cette raison, il me semble que l'innovation doit se faire principalement dans le sens du développement durable, de responsabilité sociétale à tous les niveaux et d'une modification de nos habitudes. Pour les économistes septiques, je dirais qu'il ne s'agit pas de consommer moins mais de consommer mieux, de développer du savoir-faire local, de produire notre électricité renouvelable sur place (voir le Manifeste Negawatts ou le scénario Greenpeace pour la transition énergétique), de développer la mobilité douce et les transports en communs, de promouvoir la production alimentaire locale, de développer des produits recyclables à l'infini et non des téléphones jetables au bout d'un an parce que l'on ne peut pas changer la batterie, de développer le biomimétisme à échelle industrielle, ... Toutes ces initiatives seront sources d'emploi sur place, d'activité, et seront commercialisables à l'étranger.

NB: Concernant la production d'énergie renouvelable locale, voir l'exemple de l'île d'El Hierro aux Canaries. Ils ont financé leurs installations de production d'énergie renouvelable grâce à des financements bancaires remboursés par les économies de pétrole importé. On importe moins, on produit et on investit sur place donc on crée des emplois et de l'activité locale au lieu de verser des sommes considérables à des pays comme la Russie ou le Moyen Orient, et on est stratégiquement moins dépendant. Voir aussi les initiatives de la commune de Beckerich en faveur de l'isolation des maisons individuelles existantes. Voir

aussi les coopératives de production d'énergie renouvelables comme Lucéole en Belgique qui permettent la participation des citoyens et des communes. (Xavier Delposen, Solution partagée sur la plateforme de débat) (Votes: +3)

9.1.5 Uni a Recherche

Uni and Recherche: fokusseiert dei op Themen wou mer och Industrie hun. Kuckt am Ausland, erfolgreich recherche geschitt do wou Industrie d'Resultater vun der recherche kann asetzen. Eis recherche schmacht no Geld verbrauchen, an net Wert schöpfen. Wou hun mir Industrie? an den Servicer, am All, an der verarbechtender Industrie. Medezin? Pharma? Biochimie?

Oder wann mer wirkleech wellen Leader an der Biochimie sin (dat sin wrigens d'Dänen haut), dann mussse mer derer Betreiber op Letzebuerg kreien.

(Yves Kirpach, Solution partagée sur la plateforme de débat) (Votes: +3)

10 Logement

« Le logement est un déterminant important pour le bien-être des citoyens et de la cohésion sociale. Des logements à prix et à loyer abordables pour tous sont déterminants pour l'attractivité du pays et la qualité de vie. Actuellement, le prix du foncier connaît une évolution inquiétante et semble disproportionné. Les raisons et explications sont multiples, pourtant des solutions existent. Voici, quelques idées partagées lors de nos événements et sur notre plateforme de débat sur les défis dans le domaine du logement. »

10.1 Taxation

10.1.1 Taxation du terrain et logement

Les plus-values immobilières réalisées de façon injuste, p.ex. du au fait qu'un terrain est repris dans le périmètre de construction, doit être imposé. Idem pour les logements vides. Nous avons besoin d'une politique de logement efficace.

(Participant- Workshop du 11 mai 2013) (Votes: +12)

10.1.2 Taxation des logements vides

Une taxation des logements vides et de mesures pour soutenir, voire forcer, davantage l'aménagement des terrains vacants (« Baulücken »). (Patrick Bousch – atelier thématique du 11 mai) (Votes: +4)

10.2 Modes de vie & d'habitation

10.2.1 Promouvoir des quartiers d'un type nouveau

L'attention qu'on accorde actuellement à la seule efficacité énergétique des bâtiments ne suffit pas, mais il faut analyser et agir davantage sur les modes de vie des habitants. L'objectif devrait être de former des citoyens experts avec un sens aigu pour leur environnement et de réfléchir davantage les éco quartiers du point de vue des familles et

mode de vies et non seulement du point de vue de l'architecture ou de la construction. Voici quelques comportements qui pourraient refléter les modes de vie de demain.

o Zéro carbone : mode de vie qui ne consomme pas d'énergie fossile.

o Matériaux durables : choisir les matériaux pour leur qualité sanitaire, hygiénique et les problème d'allergies

o Gestion de l'eau : retrouver l'eau dans son quartier avec p. ex gestion réfléchie de l'eau de pluie

o Habitats et biodiversité : apprendre à vivre avec la nature, intégration de cités jardinières.

o Zéro déchets : on a déjà une politique efficace au Luxembourg, mais on peut toujours augmenter les cibles

o Transport durable : un quartier bien connecté au transport public, ratio de places de parking

o Accompagnement de la communauté pour enregistrer les progrès afin de faire des comparaisons avec d'autres quartiers.

o Logement et travail : garder une bonne mixité entre lieu de résidence et de travail, adapter les baux des espaces commerciales en fonction de leur performance écologique

o Pédagogie : plus d'échange intergénérationnel pour préparer la génération future.

(François Thiry, Workshop du 11 mai) (Votes: +3)

10.2.2 Favoriser les colocations intergénérationnelles

Favoriser les colocations intergénérationnelles (personnes âgées vivant seules et jeunes actifs)

(Samuel Ruben, Solution partagée sur la plateforme de débat) (Votes: +2)

10.2.3 Donner de l'envie de vivre dans des zones plus densifiées

L'écologie et le logement abordable sont perçus comme des menaces par rapport aux modes de vie luxembourgeois. Avoir sa propre maison à 4 façades avec un jardin verdoyant est considéré comme une réussite et indique qu'on a travaillé et qu'on s'est battu pour en arriver là. Il faut davantage montrer des villes de taille moyenne, qui marchent très bien afin de donner de l'envie de vivre dans des zones d'habitations plus densifiées. (François Thiry - Workshop du 11 mai 2013) (Votes: +3)

10.3 Augmenter la disponibilité de terrain & logement

10.3.1 Availability of land for residential construction

It may be interesting to set strong incentives for communes to create more available space for residential construction projects. Create increased volume on the market to drive down prices for large population/thousands of potential new owners as opposed to "social housing projects".

(Przemek, Solution partagée sur la plateforme de débat) (Votes: +3)

10.3.2 Geler les prix par are des terrains

Les PAG permettent de classer les terrains dans différentes zones (faible, moyenne, forte densité) donc d'en déterminer la valeur respective. Qu'est-ce qui empêche donc la politique, les communes, afin de soustraire les biens fonciers à la spéculation, de geler le prix par are des terrains à leur valeur actuelle (dépendant du coefficient d'utilisation et de leur situation géographique) Conséquences: le terrain est soustrait à la spéculation (la valeur augmente conformément à l'inflation) et le propriétaire n'a plus intérêt à garder les terrains autres que pour ses besoin propres. C'est l'idée générale à discuter dans tous ses détails.

(Jean Goedert, Solution partagée sur la plateforme de débat) (Votes: 0)

10.3.3 Construction d'étages supplémentaires en ville

Les prix élevés et la rareté de l'immobilier chassent les classes moyennes luxembourgeoises ne pouvant pas trouver de logement au Luxembourg. Un étage supplémentaire pourrait facilement être construit au-dessus de plusieurs immeubles en ville ou davantage de résidences peuvent être construites dans la campagne.

(Michèle Detaille – Workshop du 15 juin 2013) (Votes: +0)

10.3.4 Une solution conforme à l'économie du marché

Le problème est réel, mais toute solution qui passe à côté de l'économie de marché est vouée à l'échec. Que se passe-t-il en effet en cas de fixation par décret du prix d'un quelconque terrain à bâtir en-dessous du prix de marché ? Eh bien, simplement le vendeur exigera un "dessous la table" correspondant à la différence. Pour qu'une solution soit efficace, elle doit être conforme à l'économie de marché, p.ex. Augmenter l'impôt foncier pour tous les terrains à bâtir non encore bâtis situés à l'intérieur du PAG (plan d'aménagement général) et le moduler de manière inversement proportionnelle à la distance au (bary) centre de l'agglomération. Le montant de l'impôt pourrait même augmenter chaque année jusqu'à ce qu'un équilibre soit atteint. Même l'annonce par le Gouvernement d'un tel projet produirait déjà un bel effet ! Mais le plus grand parti du pays serait sans doute contre, car ce sont principalement ses électeurs qui seraient 'lésés'. (Adolphe, Solution partagée sur la plateforme de débat) (Votes: 0)

10.3.5 Attract "Frontaliers" to move to Luxembourg

Create large volume of affordable housing solutions for thousands of cross-border commuters to

- create more close-knit society as opposed to hired workforce with no connection/participation in the life of the wider community
- decrease traffic congestion on roads and motorways
- create boost for the fragile economy by creating thousands of lower skilled jobs in infrastructure and housing construction and facilities (also schools, transportation etc)
- linked to this issue - market deregulation in construction sector may be also helpful to remove bottlenecks and introduce more competition

(Przemek, Solution partagée sur la plateforme de débat) (Votes: +2)

10.3.6 130.000 logements d'ici 2030

Avec l'évolution actuelle du marché du logement, le Luxembourg nécessiterait 130.000 nouveaux logements d'ici 2030. Actuellement, 2.500 à 3.000 logements sont mis sur le marché tous les ans en moyenne, ce qui est largement insuffisant. Il faudrait promouvoir davantage la densification des zones urbaines et la construction des logements sociaux. (Patrick Bousch - atelier thématique du 11 mai) (Votes: 0)

10.3.7 Logement

- quand les PAG de toutes les communes seront terminés, sera rédigé / discuté un PAG général du Grand-Duché ! - car n'oublions pas les propriétés de l'état, de la cour, des différentes communautés !

comme target - date de réalisation définitive, fixé définitivement par une loi cadre: 2030 !!! - peut-être !!!

- le prix de ces terrains "places-à-bâtir" à l'intérieur des PAG, va logiquement, augmenter !!! - car la pénurie sera +grande qu'aujourd'hui.....

- un système 'usufruit' - leasing - location sera la suite logique pour éviter une catastrophe !

- la politique doit refaire le calcul du nombre d'habitants souhaités en 2050 !!

(Nico Neyens, Solution partagée sur la plateforme de débat) (Votes: 0)

10.3.8 Rendre la mobilisation des terrains constructibles plus facile

Il faudrait mettre en place des opérateurs fonciers publics opérant à l'échelle régionale pour rendre la mobilisation des terrains constructibles plus facile et abordable. Pour cela, il faudrait fixer des zones de constructions prioritaires pour les logements sociaux qui seraient déclarées en partie d'utilité publique (par le biais de plans d'aménagement généraux communaux). (Patrick Bousch – atelier thématique du 11 mai) (Votes: 0)

10.4 Rendre le logement abordable

10.4.1 Logement et système de pension

Pour mieux palier à la cherté des terrains, l'Etat, non le Gouvernement (responsabilité !) devrait mettre à disposition des terrains sur base d'un bail emphytéotique.

En plus, pourquoi permettre exclusivement aux propriétaires-investisseurs, qui donnent leurs appartements en location, d'amortir l'investissement à raison de 6% durant les premières années? Les citoyens ne payant pas d'impôts pourraient profiter (sous certaines conditions: p.ex. impossibilité de céder le bien sans l'accord de l'Etat) pour l'acquisition de leur résidence principale d'une subvention sous forme d'un impôt négatif. Faciliter ainsi davantage l'acquisition de sa résidence principale en vue d'en rester propriétaire à vie, permettrait à l'âge de la retraite de "survivre" avec une pension bien inférieure, car diminuée des loyers à payer. Le système de pension s'en trouverait soulagé. (Marc Muller, Professeur de sciences économiques et sociales) (Votes: +1)

10.4.2 Plafond pour les loyers

Il faudrait plafonner les loyers suivant une règle fixant le rendement locatif à une valeur maximale (disons 5% et en valeur brute) sinon tout ce qui dépasse devrait être taxé au double ou triple de ce qui se fait actuellement. Il faut casser la logique de monopole (rente) que certains ont développé afin que les prix baissent et que les salaires puissent cesser de toujours augmenter, sinon notre compétitivité ne va cesser de baisser et le chômage d'augmenter.

(j2p3lu, Solution partagée sur la plateforme de débat) (Votes: +2)

10.4.3 Construire plus de logements à prix abordables et modérés

Augmenter le nombre des promoteurs publics (notamment l'obligation des communes mais aussi en créant d'autres établissements publics) pour la construction de logements sociaux. De même, il faudrait élargir le champ aux promoteurs privés, fondations et associations en leur permettant selon certaines conditions d'être actifs dans la construction de logements à coût modéré. (Patrick Bousch – atelier thématique du 11 mai) (Votes: +2)

10.4.4 Logement social

Nous avons besoin de plus de logements sociaux ; nous n'en avons pas assez, de loin. Nous avons besoin d'une allocation de loyer pour soutenir ceux, qui ne peuvent pas financer leur logement. (Robert Urbé - atelier thématique du 13 avril) (Votes: +2)

10.4.5 Contrôle de loyers efficace

Nous avons besoins d'un contrôle de loyers qui soit efficace pour les loyers trop élevés.(Robert Urbé - atelier thématique du 13 avril) (Votes: +2)

10.4.6 Sozialer Wohnungsbau in Luxemburg

Sozialer Wohnungsbau wird nur im geringem Masse von der öffentlichen Hand ausgeführt oder es wird Promoteuren überlassen die sehr punktuell ihren wirtschaftlichen Interessen nachgehen und für eine zahlungskräftige Klientele bauen und das in der Regel in der Abwesenheit eines jeweiligen kohärenten Entwicklungsplan der jeweiligen Kommune. Wenn die öffentliche Hand sehr agiler und viel stärker als Institution auftreten würde, welche die Stadtentwicklung steuert, könnte sie den Wohnungsmarkt stärker beeinflussen und verstärkt Sozialwohnungen auf den Markt setzen.

(Christian Schulz- Workshop du 11 mai 2013) (Votes: 0)

11 Multilinguisme

« Le multilinguisme est considéré comme un atout majeur du Grand-Duché. Le nombre de langues qu'on entend tous les jours est vaste et reflète la société multiculturelle du Luxembourg. Malgré cet atout énorme, pas tout le monde peut se mettre d'accord sur l'usage et le champ d'influence attribués aux langues utilisées au Luxembourg. D'où la question, comment faire de la question des langues un véritable atout pour le pays et non une barrière? »

11.1.1 English - A world-leading language

In Luxembourg Science, math and IT are being taught in French; in the business world you need to do your math, science and IT in English, because that's the language in which they are done. So why don't we teach those subjects in the language in which they will have to speak in their professional career. (Paul Schonenberg – Workshop du 13 avril) (Votes: +12)

11.1.2 L'enseignement du luxembourgeois au niveau de la petite enfance

Les flux migratoires que nous connaissons au Luxembourg font que nous avons une population scolaire très hétérogène. Cette question mérite donc d'être creusée et elle doit trouver une réponse au sein de notre système d'éducation. En effet, l'une des clés se trouve dans l'enseignement du luxembourgeois au niveau de la petite enfance. Le premier contact avec notre langue se fait pour les enfants issus de familles de ressortissants étrangers au niveau préscolaire. J'estime donc qu'il est nécessaire d'élaborer des programmes permettant aux enfants en bas âge d'apprendre la langue luxembourgeoise. Cela permettra aux enfants lors de leur passage à l'école fondamentale de ne pas être désavantagés par rapport aux élèves luxembourgeois. Je suis également convaincu que nous devons être plus attentifs aux besoins spécifiques des élèves et les faire progresser individuellement. Nous ne pouvons pas mettre nos enfants dans le même moule et nous attendre à ce qu'ils sortent de notre système scolaire bien formatés (pas forcément bien formés) ayant plus ou moins le même niveau. (Claude Meisch, Solution partagée sur la plateforme de débat) (Votes: +7)

11.1.3 Apprentissage des langues

Pour l'apprentissage des langues non-maternelles il faut absolument commencer de la même façon que se fait l'apprentissage de la langue maternelle.

C'est-à-dire : apprendre à parler et enrichir le vocabulaire avec des choses qui intéressent les enfants et leur sont utiles.

L'enseignement de la grammaire suivra plus tard et sera d'autant plus facile à acquérir que " l'oreille saura " déjà reconnaître une partie. Cette méthode permettra également d'avoir une prononciation correcte à condition de commencer très jeune et d'avoir des enseignants qui ont une prononciation correcte.

Cette approche a fait ses preuves dans de multiples écoles de part le monde.

(Vivianne Harnois, Solution partagée sur la plateforme de débat) (Votes: +5)

11.1.4 A forgiving language

English is a very forgiving language, so if you want the children to learn content, it might be a good idea to teach it to them in a very forgiving language. (Paul Schonenberg – Workshop du 13 avril) (Votes: +7)

11.1.5 L'apprentissage des langues principales

L'apprentissage des langues principales parlées au Grand Duché est un moyen supplémentaire pour trouver du travail et changer plus facilement de travail. Outre la gymnastique intellectuelle, c'est un moyen de maintenir le dialogue social et éviter l'individualisme accentué par les modes de communication électroniques. (Virginie Issumo, Solution partagée sur la plateforme de débat) (Votes: +5)

11.1.6 Apprentissage du Luxembourgeois pour tous

Le Luxembourgeois doit être promu comme langue nationale et comme langue véhiculaire des citoyens et dans les écoles, dès le plus jeune âge. Le multilinguisme est un grand avantage de notre pays, donc les langues étrangères (FR, DE, ANGL et autres) doivent évidemment être enseignés dans les écoles aussi. L'intégration passe par la langue, c'est pourquoi des cours de Luxembourgeois, culture et conversation, devraient être obligatoires. Le corps enseignant devrait promouvoir et utiliser le Luxembourgeois à l'école en toute circonstance, surtout pour les élèves de parents étrangers, qui ne parlent pas la langue du pays

(naddalue, Solution partagée sur la plateforme de débat) (Votes: +3)

11.1.7 Se focaliser sur une langue

La présupposition que tout un chacun doit parler les trois langues du pays à un même niveau élevé est intenable. La question qui se pose est celle de savoir si tout un chacun ne devrait pas d'abord maîtriser une langue au lieu d'en parler trois à bas niveau. (Robert Urbé - atelier thématique du 13 avril) (Votes: +3)

11.1.8 La maîtrise des 3 langues: Un avantage compétitif

C'est en baissant les niveaux d'exigence que l'on tire un pays vers le bas. Il faudrait plutôt accompagner/soutenir nos jeunes dans leur maîtrise des 3 langues, mais pour cela il faudrait aussi que les parents s'en occupent aussi. Il faut garder des objectifs ambitieux, sinon nos jeunes n'auront plus beaucoup d'avantages compétitifs sur le marché de l'emploi.

(J2P3lu, Solution partagée sur la plateforme de débat) (Votes: 0)

11.1.9 Sproochenvillfalt förderen

Ganz einfach andeems mir déi Sproochenvillfalt weider an de Gesellschaft förderen an net viraus setzen dat jiddereen an al Sprooche muss perfekt sinn. Déi Basis sollt awer do sinn bzw. geschaf ginn. Herno sollt jiddereen seng „sproochleche Wee“ fannen. (Saskia Marx, Solution partagée sur la plateforme de débat) (Votes: +2)

11.1.10 Sproochendebatt

D'Sproochen gin oft als Grond gesin dat een diskrimineiert gett, oder dat een en échec am Schoulsystem awa och um Arbeschtsmaart erlieft. D'Sproochen dierfen op kee Fall aus da Educatioun verschwannen, mee et kinnt een d'Usprech e besser roofschräuwen fier dei wou just doweinst Problemer hun, fier dei wou gudd an den Sproochen sin awa, au contraire, Leeschtungskueren ubidden (eventuell och an Oweskueren). Eng Equip as am produktivsten wann d'Matarbeeschter verschidden Stärkten an Schwächten hun. Wat deen een net sou gudd kann, mescht deen anner an emgedreint.

Fierun allem misst een d'Lait motiveieren hier Schwächten an den Sproochen (z.B. Letzeboiesch) fraiwelleg opzebesseren an keen schlecht ze man wann en et net grad sou gudd kann wei en anneren. De gudden Wellen soll dat sin wat zielt. (Martine Birkel, Solution partagée sur la plateforme de débat) (Votes: +1)

11.1.11 *A propos du multilinguisme au Luxembourg*

Je voudrais attirer votre attention sur les difficultés d'acquérir les connaissances scolaires dans une langue qui n'est pas sa langue maternelle. En effet, les neurosciences montrant que l'engrammage du cerveau des enfants commence dès leur naissance en formatant des circuits neuronaux connectés par des synapses, il est plus difficile d'acquérir en profondeur des connaissances dans une langue dont la structure n'est pas semblable.

Cette situation pourrait être le cas des petits portugais dont la langue maternelle appartient à la branche romane de la famille des langues indo-européennes, alors que le luxembourgeois dérivant de l'allemand est une langue également indo-européenne mais appartenant à la branche occidentale des langues germaniques. Cette différence importante pourrait permettre de trouver une interprétation aux résultats scolaires jusqu'au baccalauréat moins bons pour les enfants des résidents portugais, avec un décalage de 20% en moyenne (si ma mémoire est fidèle en me fondant sur des études de sociologie menées à l'Université du Luxembourg au Centre de Walferdange, documents consultés il y a au moins cinq années).

Une autre interprétation entendue au Luxembourg me semble moins respectueuse de la culture populaire portugaise car elle serait attribuable à un décalage culturel entre les familles luxembourgeoises et les familles portugaises. Même si cette interprétation avait quelque influence, il reviendrait à prévoir un système éducatif non uniquement fondé sur la culture bourgeoise du Luxembourg, en raison de l'importance de la population d'origine portugaise dans ce pays.

Ces deux interprétations témoignent d'un non respect de la richesse des diversités linguistiques et/ou culturels. Fils de parents pauvres et de culture paysanne, j'ai connu l'épreuve linguistique car ma langue maternelle était un patois picard et l'épreuve culturelle car mes repères et mes modes de pensée n'étaient pas ceux de la bourgeoisie de Reims. Avec une certaine intelligence et une volonté de fer, j'ai pu surmonter ce double handicap dont beaucoup ne mesure pas la difficulté.

Évidemment mes réflexions devraient être approfondies dans un groupe de travail comportant notamment des neuroscientifiques, des psychologues, des sociaux-psychologues, des pédagogues, des résidents portugais qui ont subi cette pénalisation ...

Je vous félicite à nouveau pour le grand intérêt pour le Luxembourg de développer un autre regard sur l'avenir de ce pays, regard non dirigé vers des rétroviseurs. Je crains que votre action ne rencontre beaucoup d'obstacles en raison des jeux de rôle et de pouvoir acquis pas ceux qui sont privilégiés. C'est toute la difficulté d'innover dans un contexte partiellement ou totalement figé. (Bernard Baudalet, Solution partagée sur la plateforme de débat) (Votes: 0)

11.1.12 *Esperanto: La langue de communication commune idéale*

La politique officielle du Grand-Duché de Luxembourg et des institutions européennes est de ne pas privilégier de langue mais de soutenir l'apprentissage d'un maximum des langues officielles du pays respectivement de l'Europe et même d'autres langues.

Ceci a plusieurs conséquences néfastes.

* Pour notre pays:

- Dans l'école fondamentale (primaire) de nombreux enfants (surtout les francophones, portugais, ...) ont des problèmes avec l'allemand. Ils ne sont souvent pas admis à l'enseignement secondaire (classique) à cause de leurs problèmes avec la langue allemande.

- Dans l'enseignement secondaire (classique) de nombreux élèves échouent à cause des problèmes avec la langue française qui joue un rôle très important.

- A cause de problèmes avec l'une ou l'autre langue trop d'enfants terminent leurs études sans diplôme ou avec un diplôme de très bas niveau.

- Malgré le nombre très élevé d'heures de cours consacrées directement et indirectement (comme langue véhiculaire du cours) la majorité des élèves ne maîtrisent pas les langues enseignées et surtout pas l'anglais qui devient de plus en plus important. Un vocabulaire de quelques centaines de mots ou même de quelques milliers de mots ne suffit pas pour maîtriser une langue dont le vocabulaire comprend de l'ordre d'un 1/2 million de mots.

- A cause de l'effort important investi dans l'apprentissage des langues et à cause de l'utilisation d'une langue véhiculaire mal maîtrisée par les élèves les niveaux atteints dans toutes les autres compétences et matières souffrent de notre politique de langues.

*Pour l'Europe

- Les institutions européennes jouent un rôle important dans le développement de l'Europe mais sont relativement inefficaces entre autres car lors des petites réunions de travail il n'y a pas de traduction et la communication se fait souvent avec un anglais mal maîtrisé par les participants. Lors des grandes réunions la traduction ne rend pas toujours fidèlement les propos de l'orateur. Les traductions causent des délais et gonflent les frais administratifs.

- Le développement des entreprises est freiné par les barrières linguistiques. E.a. frais de traduction des manuels utilisateurs, campagnes publicitaires différentes dans chaque pays, problèmes de collaboration internationale, problèmes de communication entre collaborateurs avec des connaissances linguistiques diverses, ...

- La culture commerciale superficielle américaine, grâce au marché immense de personnes avec une connaissance bonne et surtout mauvaise de l'anglais, envahit l'Europe et repousse la richesse de la culture européenne.

- L'intégration, la solidarité des gens souffre de l'absence d'une langue commune maîtrisée par tous et permettant une communication dépassant le small talk superficiel.

Il y a priori 2 choix possibles pour cette langue de communication commune.

* L'anglais

- De nombreuses personnes ont déjà une connaissance (souvent superficielle) de l'anglais et sont favorables à l'anglais qui est légèrement plus facile à apprendre que p.ex. l'allemand ou le français. Si nous ne faisons rien l'anglais s'imposera de plus en plus comme langue de communication. Malheureusement notre pays n'est pas bien préparé pour cette évolution car notre système scolaire investit surtout dans les langues allemande et françaises qui sont utilisés comme langues véhiculaires pour la majorité des autres cours et qui sont (et resteront) les langues officielles de notre pays.

* L'Esperanto.

- Cette langue est très facile à apprendre. De l'ordre de 10 à 30 fois moins d'effort selon le niveau qu'on veut atteindre que pour l'anglais. Pas de problème d'orthographe car chaque lettre est prononcée toujours de la même façon. Pas de problème de grammaire car elle est très simple et il n'y a pas d'irrégularités. Le vocabulaire augmente de façon exponentielle car on peut combiner les nouveaux éléments appris avec des dizaines voire centaines d'autres déjà connus.

- Malgré le fait que la langue est très facile à apprendre elle permet d'exprimer toutes les nuances. Le vocabulaire est très riche (de l'ordre d'un 1/2 million de mots). Il existe p.ex. des traductions des romans de Shakespeare ou de Tolkien ou Wikipedia en Esperanto.

- Il existe une communauté Esperanto dans tous les pays du monde organisée aux niveaux national et international.

- L'Esperanto est acceptable comme langue officielle car elle ne privilégie personne. L'effort à faire est +- le même pour tout le monde.

- Esperanto a un effet similaire au Latin pour faciliter l'apprentissage d'autres langues. Si dans notre système scolaire les enfants apprendraient d'abord l'Esperanto et ensuite les autres langues ceci permettrait d'obtenir de meilleurs résultats avec moins d'efforts.

- Si Esperanto deviendrait langue officielle de notre pays et de l'Europe et langue de communication commune de tous les européens, notre système scolaire produirait moins d'échecs et aussi bien la culture européenne que les entreprises européennes en bénéficieraient.

- L'effort nécessaire pour que tous les européens atteignent un bon niveau d'Esperanto est très nettement inférieur à celui pour atteindre un bon niveau d'anglais.

(Guy Schaeffer, Solution partagée sur la plateforme de débat) (Votes: -8)

12 Participation démocratique

« Lors des dernières élections législatives, seulement 45% de la population résidente sur le territoire luxembourgeois possédait le droit de vote. La question se pose naturellement: notre modèle de gouvernance ne doit-il pas se reformer? Afin de surmonter les défis auxquels le Luxembourg est confronté et de garantir une gouvernance moderne, la prise de considération des différentes spécificités de la société luxembourgeoise est primordiale et nécessaire. »

12.1 Modèle de participation démocratique

12.1.1 Le modèle Suisse de démocratie

La meilleure façon de démocratiser la société est de permettre aux citoyens une plus grande implication démocratique. Le modèle Suisse de démocratie semi-directe est une référence dans le monde, et Luxembourg y gagnerait beaucoup à évoluer vers ce type de démocratie.

Le modèle de démocratie représentative, actuellement en place, ne permet que d'élire des représentants sur base de leurs propositions sur la situation au moment des élections. Si ensuite, la situation évolue alors les citoyens n'ont plus la possibilité d'influer sur les

décisions de leurs représentants, lesquels parfois trouvent leur inspiration dans les références idéologiques de leur parti et pas systématiquement auprès des citoyens.

L'utilisation du référendum n'existe pas au Luxembourg alors que la situation internationale évolue rapidement et que certains choix devront être faits, notamment sur des réformes qui vont s'imposer tôt ou tard, ou encore sur des sujets européens comme le traité TSCG ou le MES.

Rappelons les initiatives « 5 vir 12 » et « 2030.lu » qui montrent bien le désir, et l'intérêt, des citoyens à participer au débat mais aussi à apporter des idées nouvelles. La proposition d'évoluer vers une démocratie semi-directe à la Suisse n'est pas une remise en cause du rôle des élus, mais un moyen de mieux associer les citoyens à la vie démocratique de leur pays.

Débattre publiquement (à la TV) et objectivement (avec les pour et les contre) sur les projets importants (retraite, index ...), et que le Gouvernement ensuite explique ses arbitrages. Si cela n'est pas clair ou semble aller contre l'intérêt général alors les citoyens peuvent pétitionner pour un référendum.

Grace à cela les politiques ne seront plus seuls face à leurs concitoyens, avec le risque d'avoir tort ou la chance d'avoir raison, mais ils seront force de proposition et pourront motiver leurs idées. Mais en définitive, ils seront très à l'écoute des citoyens et tout le temps (par uniquement avant les élections). Leur rôle changera et leurs actions seront encore plus pertinentes car conditionnées par l'intérêt de leurs concitoyens.

(J2P3lu, Solution partagée sur la plateforme de débat) (Votes: +7)

12.1.2 La participation citoyenne

La participation citoyenne doit débiter dès l'origine de toute discussion sur tel ou tel projet de loi. N'oublions pas la conviction de Platon pour qui le moyen le plus efficace pour empêcher la corruption à tous les niveaux est la prolifération des participants.

(Adolphe, Solution partagée sur la plateforme de débat) (Votes: 0)

12.1.3 Participation directe des citoyens

Comment démocratiser davantage la société ? Par la participation directe des citoyens dans la vie de leur commune et dans le décisionnel via par ex. les referenda, le vote des étrangers. Et en instaurant plus de transparence et d'autonomie de chaque ministère. (Virginie Issumo, Solution partagée sur la plateforme de débat) (Votes: +3)

12.1.4 Participation citoyenne

Promouvoir la participation citoyenne, voir exemple de la Commune de Beckerich avec ses commissions consultatives. (Xavier Delposen, Solution partagée sur la plateforme de débat) (Votes: +2)

12.2 La responsabilité citoyenne

12.2.1 Opklärung

Den Hauptproblem an onser Gesellschaft as deen dat ma einfach ze passiv sin. DLait hun emmer leiwer wann een anner hinnen d'Arbescht ofhell. Dat as an da Politik duerch di

Onwessenheet dei duerch deen Manque un Interesse entsteet awa oft ganz gefeierlech Situatiounen kennen entstoen weisst alleng dGeschicht. Wann een emmer gleefft wat een gezielt kritt ouni nozekontrolleieren op di gezielten Sachen wouer sin, an dorop hin ageiert, handelt een oft geint sain Wellen ouni et ze wessen oder ze mierken. Dat wat wichteg as as also menger Meenung no Informatioun. DLait missten gezwongen gin sech mei ze informeieren, well dat Kraiz wat all 4 Joer gemach gett kann iwwer ons Zukunft entscheiden an wann dLait net wessen fier wat di eenzel Politiker sech ansetzen dann kennen se net anstänneg wielen. Also mai Vierschlag as och hei, mei Opklärung (z.B. Infoversammlungen och schon fier dei mei jonk an gezielten awa trotzdem objektiv Werbung). (Martine Birkel, Solution partagée sur la plateforme de débat) (Votes: +2)

12.2.2 Méi Eegenverantwortung huelen

Wann d'Leit fraiwelleg kommen solle se och d'Sprooch léieren. 1. Firaussetzung ass eegen Verantwortung ze huelen. De aktuelle Wirtschafts a Politsystem favoriséiert keng Inclusioun a Solidaritéit. Am traité vum Lissabon ass eng europaesch Biirgerinitiativ, zb bei 1 millioun stëmme muss déi ugehéiert gin. Also u Mëttelen feelt et net, mee et musse een opstoen a seng Meenung soen wann een net mat enger Situatioun d'accord ass a Leit zesumme sichen déi der naemlechter Meenung sinn. Zum Baispill gett déi Biirgerinitiativ géint Privatisierung vum Waasser mat 1 millioun stëmme an eng 2. Iwwert d'Grondakomes. Eise Wirtschaftssystem favoriséiert net Solidaritéit mee trennt se an eng 2 Klassegesellschaft mat Leit déi bezuelten Aarbescht an déi net schaffen/keen Akomes hun. (Un Participant du Workshop du 13 avril 2013). (Votes: +2)

12.2.3 La vie politique au Luxembourg

Même aujourd'hui, alors que la crise se prolonge, la politique se concentre encore bien trop souvent sur des « sujets secondaires ». A titre d'exemple, on se focalise sur le stade de football, les détails de l'interdiction de fumer dans des bistrotts et sur l'affaire du "Bommeleeër", alors qu'elle devrait aborder avec clarté et déterminisme les questions fondamentales d'ordre socio-économique, et investir moins d'énergie dans de tels sujets secondaires.

En plus, le poids des retraités dans l'électorat est, et sera de plus en plus, tel que les accents politiques posés tiennent compte dans une trop large mesure des préoccupations des seuls pensionnés alors qu'il faudrait préparer le pays à l'avenir de sa jeunesse. (Marc Muller, Professeur de sciences économiques et sociales) (Votes: +2)

12.2.4 Wo bleibt die Jugend in der Politik?

Die aktuelle Jugendarbeitslosenquote beträgt fast 20% in Luxemburg. Diese erschreckende Zahl zeigt, dass alle Maßnahmen von der Regierung und von Europa bis jetzt gescheitert sind. Außerdem wird die Situation in der Zukunft nicht besser werden, denn immer mehr junge Leute verlieren die Geduld und suchen nach anderen Alternativen wie z.B. die Bevorzugung von Kriminalität oder die in einer radikalen Glaubensform abdriften. Die Jugend ist die Zukunft des Landes, deshalb brauchen wir engagierte und kompetente junge Leute die ein Wort mitreden können auch in der Politik. (Hans, Solution partagée sur la plateforme de débat) (Votes: +2)

12.2.5 Sus aux entraves à la liberté individuelle

Nous sommes devenus amorphes aux entraves multiples à notre liberté individuelle que nous subissons tous les jours. Que d'aucuns vitupèrent contre la centrale de Cattenom, que d'autres s'opposent mordicus au passage de courant 'atomique' par un câble enterré dans quelque coin de forêt, que l'élargissement de nos autoroutes soit sans cesse remis aux calendes grecques, que l'autoroute du Nord ne soit toujours pas terminée à cause d'un tunnel qui sert surtout à garantir le bon sommeil des renards du Grünwald, qu'une campagne de criminalisation soit lancée contre quelques supposés fraudeurs parmi nos amis belges, tout cela nous le subissons sans broncher au lieu de nous interroger sur de possibles alternatives plus respectueuses de l'individu et de son porte-monnaie.

(Adolphe, Solution partagée sur la plateforme de débat) (Votes: +2)

12.2.6 Des citoyens avertis & critiques

Mier brauchen eng staark Societe civile déi net am Kader vun enger Partei funktionnéiert mee déi kritesch ass a probéiert dobaussen d'Opinion public an d'Politiker selwer mat z'influenceiren well d'Land Changementer braucht.

(Participant – Workshop du 15 juin 2013) (Votes: +2)

12.2.7 Un cadre promouvant les activités extracurriculaires

Et ass net gutt emmer méi Stonnen an der Schoul ze man, mee et soll een e Kader schaaffen fier datt Jonker sech eng nonformell Bildung uléieren kënnenn ausserhalb vun der Schoul an datt se sech an Parteien engagéieren kënnen niewt der Schoul.

(Participant – Workshop du 15 juin 2013) (Votes: +1)

12.3 Gouvernance & structure politique

12.3.1 Un seul arrondissement électoral

Afin de rendre les prises de décision au niveau politique plus souple et dynamique, on devrait instaurer un seul arrondissement électoral, ne pas ériger l'autonomie communale comme une religion et éviter le cumul des mandats. (Participant - Workshop du 11 mai 2013) (Votes: 0)

12.3.2 Prolonger la durée de la législature

Après le « rodage initial » en début de législature, le pays est gouverné pendant un laps de temps très limité (2 à 3 ans au maximum) avant que le pays n'entre de nouveau en phase électorale*. Il est partant plus difficile de prendre des décisions ayant un impact à long terme (5 ans et plus), étant donné que le rythme politique suit le rythme électoral. On pourrait prolonger la durée de la législature, et ce pour permettre « à ce que nous puissions travailler sereinement dans une seule direction pendant au moins 7 à 9 ans d'affilée ». Des référendums sur les "travaux fournis" et sur les grandes questions pourraient être intercalés, comme c'est le cas en Suisse p.ex.

Remarque: Par phase électorale, il faut malheureusement de plus en plus comprendre "phase de prolongation des CDD des hommes (et femmes) politiques". Ce qui explique beaucoup de choses ... (Marc Muller, Professeur de sciences économiques et sociales) (Votes: -1)

12.3.3 Des partis politiques plus transparents face aux électeurs

On a besoin de partis politiques plus transparents face aux électeurs et ils doivent communiquer régulièrement sur des référentiels d'indicateurs sociaux économiques mis à disposition du public pour leur demander où ils veulent se positionner, pour donner des repères à la société.

(M. Baldauff– Workshop du 15 juin 2013) (Votes: +1)

12.3.4 Luxembourg un terrain idéal pour expérimenter

La diversité de sa population, l'internet ainsi que le niveau de vie élevé d'une population restreinte, font du Luxembourg un terrain idéal, prédestiné pour y expérimenter de nouvelles formes de technologies, de vie en commun et de structures politiques ! Pourquoi chaque ménage luxembourgeois, voire, chaque adulte en âge de voter ne dispose-t-il pas d'une plate-forme de scrutin gouvernementale via Internet respectivement son téléphone portable ? La base d'une démocratie au quotidien en 2030.

(Blue.Yguana, Solution partagée sur la plateforme de débat) (Votes: +4)

12.4 La représentativité politique

12.4.1 Droit de vote aux étrangers

A partir du moment où les décideurs politiques s'intéressent à tout le monde les choses iront mieux. A ce titre, l'ouverture du droit de vote aux étrangers peut faire bouger les choses dans le bon sens. (Participant – Workshop du 13 avril) (Votes: +11)

12.4.2 Give the youth a voice

The current election system favors mostly the elderly and the youth barely has a voice. All EU member states should grant voting rights to their underaged citizens (from 16 on).

(Forum des Jeunes @ Rockhal, 30 juin 2013) (Votes: -2)

12.4.3 Ask the young

To get opinions of the teens (15-16-17 years old) un interactive system could be setup on the internet that allow them to vote for normal election's candidates. The results would be valuable for the politicians as to know what the trends are for the future. Of course, publication in the medias should provide transparency for this process.

(Michel-Pierre Colin, Solution partagée sur la plateforme de débat) (Votes: 0)

13 Productivité, économie et création de richesse

« La crise de 2008 a secoué notre microcosme et a remis en question la gouvernance et le modèle économique du Luxembourg. La croissance pendant les 5 dernières années était quasi inexistante et les projections ne semblent guère mieux. L'exposition du pays au secteur financier et aux branches apparentées reste forte, toutefois cette dépendance cache des risques non négligeables. Il nous faut davantage diversifier l'économie luxembourgeoise

en focalisant plus sur des secteurs dynamiques et à forte croissance afin de rendre l'économie luxembourgeoise résistante aux futurs chocs. »

13.1 Formation Continue & Marché du Travail

13.1.1 Allongement du temps de travail? Alternative.

« Je reste assez étonné des décisions que prennent la plupart des gouvernements de rallonger la durée du temps de travail. On peut convenir que pour le monde entrepreneurial, l'allongement du temps de travail induit des charges supplémentaires en coûts salariaux, et absentéisme aidant, des coûts sociaux supplémentaires pour l'ensemble des cotisants. De plus, pour les travailleurs, le degré de motivation doit encore diminuer sauf pour ceux, mais ils ne doivent pas être légion, pour qui l'activité professionnelle représente un plaisir. D'ailleurs il est de notoriété publique que de nombreux dirigeants exercent de multiples pressions pour se débarrasser des travailleurs plus âgés et notre législation n'y fait aucun obstacle. Par contre, on observe de plus en plus de nombreux jeunes scolarisés qui n'ont aucun intérêt pour l'école, soit qu'ils s'y ennuiant, soit qu'ils n'ont pas les capacités voulues pour poursuivre une scolarité ou simplement qu'ils préféreraient rejoindre le monde du travail. Dès lors la question que l'on peut se poser est de se demander s'il n'est pas préférable de réduire la durée du travail pour les travailleurs selon des modalités à définir et compenser en intégrant dans les entreprises les nombreux jeunes non scolarisables, dans des tâches peu exigeantes mais utiles et les salarier au minimum. Par contre, pour qui le souhaite parmi eux, maintenir des structures qui leur permettent de suivre volontairement des formations et d'acquérir de nouvelles compétences au fur et à mesure qu'ils en ressentiraient la pertinence. Et pour ceux qui s'engagent dans de telles formations, assurer petit à petit de meilleurs revenus. Il me semble que la motivation pour de tels jeunes en rupture scolaire, refusant le cadre institutionnel de l'école et présentant des comportements déviants (violence, rébellion, injures, troubles...), s'en trouverait améliorée et la prise de conscience des enjeux de la vie professionnelle plus précoce. Il ne sert à rien de rallonger illusoirement le temps de travail pour ralentir l'accès à la pension, alors même que beaucoup de jeunes, pour des coûts nettement moindre, pourraient rejoindre plus tôt le milieu du travail. Il est évident que ce type de projet doit être réfléchi, mais cela pourrait être une alternative à l'inutile et illusoire allongement de la durée du travail et à la prolongation indéfinie et inutile de scolarisés non motivés qui représentent une charge financière à la société tout entière.

Il est un fait que nous ne retrouverons plus jamais le plein emploi! On ne l'a d'ailleurs connu que durant quelques décennies de la longue histoire occidentale et il est plus que temps d'engager des réflexions sur le sens à lui donner dans les nouveaux enjeux de la modernité. »

(Sigefroid, Solution partagée sur la plateforme de débat) (Votes: +1)

13.1.2 Work permit approval issues

At the same time that Luxembourg has an increasing number of unemployed job seekers at mid and lower levels, there is an ever increasing demand for employees with skills not readily available in the Luxembourg marketplace and hence, for the more efficient, timely and transparent approval of work permits. While some progress has been made, we are far short of a world class system which satisfies the needs and aspirations of the business community. The administration phone lines for status queries frequently go unanswered; files are not transferred when functionaries are away from the office; applicants may not have receipts confirming when their files have arrived; the processing of files lacks any degree of transparency. The overall impression is that the processors are not welcoming to the companies and these needed new employees. Considering this is the first exposure that

many have for their welcome into Luxembourg, present practices do not present the image that Luxembourg needs to ensure continued economic prosperity.

We believe and urge consideration for a separate processing administration for skilled blue collar and white collar personnel possessing the needed skills unavailable in sufficient quality locally and needed to ensure further economic growth and job creating. We believe these highly skilled workers and executives do not take jobs away from local employees, but rather create new activities or expand existing activities thereby encouraging additional job creation for locally based personal. Be assured our cost conscious companies employ local talent to the greatest extent possible for the simple reason that local employees are less expensive than relocated outsiders.

The companies we represent seek the following:

Agreement to transfer present company employees with minimum of three years seniority (and their families) into Luxembourg with a ten business day turn-around time on the application.

Ten day business turn-around time for approval of the transfer of new highly skilled employees.

Creation of a transparent tracking system so employers can monitor status and take actions as required.

(American Chamber of Commerce in Luxembourg)

13.1.3 Métiers d'excellence

Susciter l'ambition et l'estime de soi et apprendre des métiers d'excellence tels les meilleurs artisans de France. Un(e) bon plombier, électricien ou mécanicien aura toujours du travail

(Virginie Issumo, Solution partagée sur la plateforme de débat) (Votes: +4)

13.1.4 Formation en alternance dans une entreprise pour les jeunes

Beaucoup de jeunes non résidents sont embauchés chaque année, alors que des jeunes résidents cherchent du travail. Les principales raisons sont souvent un niveau de formation plus élevé et des exigences salariales modérées. Les exigences salariales des jeunes résidents sont parfois plus élevées mais sans pour autant offrir une productivité plus élevée.

Il semble donc important d'envisager, pour certaines professions, que les jeunes résidents puissent suivre une formation en alternance dans une entreprise afin d'être plus productifs dès leur entrée sur le marché du travail, et donc de pouvoir justifier une meilleure rémunération plus en relation avec le coût de la vie au pays.

J'ai personnellement été le tuteur industriel d'ingénieurs sur des cycles de formation de 3 ans, et le résultat fut plus qu'excellent, aussi bien pour l'employeur que pour l'employé.

Les jeunes résidents devraient aussi reconsidérer leur ambition professionnelle au-delà d'une carrière à l'Etat, car, quoi que l'on en dise ou en pense, l'Etat devra tôt ou tard engager une réduction de ses dépenses tout en augmentant son efficacité.

Ils doivent, par conséquent, prendre conscience de l'importance de leur cursus de formation. En particulier, si on considère que les carrières vont de plus en plus ressembler à une succession d'expériences professionnelles, ponctuées de hauts et de bas.

(J2P3lu, Solution partagée sur la plateforme de débat) (Votes: +9)

13.1.5 Inverser la courbe du chômage

- Réduire le coût du travail pour les emplois les moins qualifiés et rendre le travail financièrement attractif ; aider davantage l'emploi plutôt que de financer le chômage.
- Structurellement, améliorer la formation des jeunes pour les rendre plus aptes sur le marché du travail.
- Encourager les formations duales (apprentissage) dans l'ensemble de l'économie et pas seulement dans certains secteurs (artisanat, commerce, ...).
- Flexibilisation du droit du travail tout en maintenant un niveau élevé de protection sociale.

(UEL, Conférence de presse du 6 mai 2013) (Votes: 0)

13.1.6 Davantage de formations pour chômeurs

Il faut aider davantage les personnes en chômage en changeant le cadre réglementaire et en leur donnant accès aux formations. Un premier pas important, serait de renforcer la coordination entre les institutions publiques et les acteurs dans le secteur privé. On pourra par exemple, après avoir fait une première analyse des profils des personnes en chômage, mettre à disposition un terrain industriel avec toutes les autorisations à un entrepreneur intéressé, qui s'en chargerait en collaboration directe avec l'ADEM de la formation de ces personnes. Après un certain temps de transition, toute la structure sera portée par l'entrepreneur.

(Manuel Baldauff, Workshop du 15 juin 2013) (Votes: +2)

13.1.7 L'intégration des chômeurs dans le marché du travail

Pour augmenter la productivité au Luxembourg il faut que plus de résidents contribuent au produit national et en y contribuant qu'ils le fassent avec plus d'efficacité. Au cours des dernières années, la croissance du taux de chômage était beaucoup plus importante que la croissance de l'emploi. L'écart devient de plus en plus considérable et il s'agit de trouver des solutions adéquates pour mieux intégrer les chômeurs dans le marché du travail.

(Manuel Baldauff, Workshop du 15 juin 2013) (Votes: +2)

13.1.8 Embaucher des chômeurs pour des travaux simples

Embaucher des chômeurs pour les travaux simples communaux (p.ex. en jardinerie).

(Participant – Workshop du 15 juin 2013) (Votes: +1)

13.1.9 Pour une « Université ADEM »

On pourrait établir une « Université Adem », qui aurait pour vocation de proposer des formations à grand échelle, qui pourraient par exemple être tenues dans le centre sportif et culturel « Coque ». Il s'agirait d'offrir des formations de base en comptabilité ou informatique pour augmenter les chances d'embauche des chômeurs. Au-delà de la pure technique et de la transmission des compétences, ce serait bien si cette « Université Adem » recrutait des coachs spécialisés qui peuvent faire regagner la confiance en soi aux gens qui sont inscrits au chômage. Dans la même lignée, ces gens pourront suivre des cours de « soft skills »

(Manuel Baldauff, Workshop du 15 juin 2013) (Votes: 0)

13.1.10 *Lack of labor mobility in Europe and information*

A big issue in Europe is the low level of work mobility in Europe. The EU could set up a centralised database which assembles all kind of information about work opportunities in Europe. Moreover, they could set up an Erasmus –like program for craftsmen.

(Forum des Jeunes @ Rockhal, 30 juin 2013) (Votes: -3)

13.2 Modèle économique du futur

13.2.1 *Remettre en question nos indicateurs socio-économiques !*

Il subsiste le besoin d'un nouveau modèle de société et économique en questionnant le sens de productivité, compétitivité ou du produit intérieur brut et réfléchissant avec quels autres pays ou index le Luxembourg veut se comparer. Questionner quels sont nos besoins et quel niveau d'équité nous voulons obtenir.

(Participant – Workshop du 15 juin 2013) (Votes: +2)

13.2.2 *Un modèle économique qui mise sur la durabilité*

Nécessité d'un modèle économique qui mise sur la durabilité.

(Participant – Workshop du 15 juin 2013) (Votes: +2)

13.2.3 *Wéi ee Wuesstemmodell an engem kompetitiven Ëmfeld?*

Wéi bis elo : Grouss Opmiirksamkeet fi ralles wat op der Welt fiirgeet. Opgepasst op all Entraven, déi eiss könnten verhënneren, fréi ze denken, fréi ze handelen. Eng grouss Bereedshaft, virunzegooën, eiss Gesetzer schnell unzepassen. T Groussregioun an Europa sinn eis Alliéierten.

(Réponse au Questionnaire de l'atelier thématique du 15 juin, Adolphe Faber) (Votes: +1)

13.2.4 *Modèle socio-économique alternatif*

Je suis d'avis que la discussion pointe dans la mauvaise direction si on commence à évoquer des idées favorisant le transfert des services/infrastructures publiques dans le secteur privé. Il existe un terme spécifique pour ceci : le thatchérisme. A mon avis il s'agit d'un modèle qui est dépassé. Ce serait plus intéressant de trouver des modèles alternatifs qui garantissent la pérennité d'un modèle socio-économique harmonieux où prévaut un équilibre unique entre responsabilité et épanouissement individuel. P.ex. pour le secteur financier on pourrait attirer davantage de banques effectuant des investissements socialement responsables.

(Participant – Workshop du 15 juin 2013) (Votes: +1)

13.2.5 *Woustumsmodel fir Lëtzeburg ?*

Dat geet nemen iwwert eng Analyse vun de Schwächen. Vu staatlecher Säit brauchen mir

a)den Ausbau vun äisen Autobunnen. Mir investéieren vill Geld am Kreesverkéier Verärgungen vu Stroossen am lokalen Bereich. E Logistikcenter fonkionnéiert nehmen da gudd, wann och de nei Stroossenlasteren derdurch kommen.

b)dat menschlecht Kapital mus verbessert a voll agesatt kënnen ginn. Äis Schoulen müssen besser ginn an all Chomeur mus verwendbar sinn.(D'Recht op Arbecht ass eng Verpflichtung) Mir hunn während 70 Joer d'Schoulzäit em 2 Méint zerekgeschrauft. A während deenen 20 leeschten Joeren d'Programmer erweidedert hunn an dodurch sinn äis Programmer méi soft ginn sinn.

Fir déi privat Sait brauchen mir Regeln, déi de Benefice als Ausbau a Verbesserung vun enger Firma als Éischt ugesinn. De Benefice muss jährléich kontrolléiert ginn. (En ass jo steierfrei)

(Retter Fränz – Questionnaire du workshop du 15 juin) (Votes: 0)

13.2.6 Garder les pays en difficulté dans l'UE

Même aux Etats-Unis les différences entre les Etats en termes de productivité sont éclatantes. La Floride n'est pas aussi compétitive que l'Etat de New York, mais il n'y a personne qui revendique qu'elle devrait sortir des Etats-Unis. En Europe, ce serait dérisoire d'exiger des pays membres qu'ils aient tous les mêmes atouts et le même niveau de productivité. Il s'agit d'avant tout que les pays membres développent leurs propres atouts en appliquant le principe de la répartition du travail

(Frank Engel (MPE, PPE) - Europacafé 30 juin 2013) (Votes: -2)

13.2.7 L'économie du bien commun : Un système économique avec un futur

Les fondements d'un processus global de l'économie du bien commun sont décrits dans le livre du même titre. Voici un résumé en 20 points:

1. L'économie du bien commun repose sur les valeurs principales qui fondent la réussite de nos relations : confiance, coopération, estime, solidarité. (Il est prouvé scientifiquement que les relations les plus réussies sont celles qui rendent les hommes plus heureux et les motivent le plus.)

2. Le cadre incitatif légal de l'économie, aujourd'hui axé sur le profit et la concurrence, est recentré sur le bien commun et la coopération. La réussite d'une entreprise est redéfinie : l'essentiel n'est plus le profit, mais le bien commun.

3. Le succès économique n'est plus mesuré par des indicateurs (monétaires) de la valeur de change mais par des indicateurs (non-monétaires) de la valeur d'usage. Sur le plan macro-économique, le PIB est relevé comme indicateur de succès par le produit du bien commun. Sur le plan micro-économique, le bilan financier est relevé par le bilan du bien commun. Ce bilan devient le bilan principal de toutes les entreprises. Plus les entreprises agissent et s'organisent de manière sociale, écologique, démocratique et solidaire, meilleure est leur bilan. Dans une économie nationale, plus les résultats du bilan du bien commun des entreprises sont bons, plus grand est le produit du bien commun.

4. Les entreprises avec de bons bilans du bien commun obtiennent des avantages légaux : impôts plus bas, taxes de douane plus basses, crédits plus favorables, priorité dans l'achat public et dans les programmes d'investigation, et cetera. Grâce à cela, l'entrée dans le

marché économique est plus facile pour les acteurs responsables. Les produits et services éthiques, écologiques et régionaux deviennent meilleur marchés que ceux non éthiques, pas écologiques et globaux.

5. Le bilan financier devient un bilan de moyen. Le gain financier n'est plus un but mais un moyen et sert à concrétiser le nouveau sens de l'entreprise (contribution au bien commun). On a le droit d'utiliser les excédents sur le bilan : pour des investissements (avec valeur ajoutée sociale et écologique), pour des restitutions de crédits, pour des réserves de dimension limitée, pour des versements limités de dividendes aux collaboratrices et collaborateurs ainsi que pour des crédits sans intérêts à des entreprises coopérants. On ne peut pas utiliser les excédents : pour des investissements sur les marchés financiers (qui n'existeront plus), pour des achats hostiles d'autres entreprises, pour des dividendes à des personnes qui ne collaborent pas dans l'entreprise, ainsi que pour des dons à des partis politiques. En revanche, l'impôt sur les gains d'entreprise est supprimé.

6. Le profit n'étant plus qu'un moyen, et non une finalité, les entreprises peuvent s'efforcer d'atteindre leur taille optimale. Elles n'ont plus à redouter d'être absorbées par une autre entreprise et ne sont plus forcées de se développer pour devenir plus grandes, plus fortes ou plus rentables que d'autres. Toutes les entreprises sont libérées de la contrainte générale de croissance et de rachat par des concurrents.

7. Grâce à la possibilité de prendre la taille idéale en détente et sans peur, il y aura beaucoup de petites entreprises dans toutes les branches. Puisqu'elles ne veulent plus croître, la coopération et la solidarité avec d'autres entreprises est facile. Elles peuvent les aider avec des connaissances, know-how, commandes, salariés ou crédits sans intérêt. En échange, elles sont rémunérées par un bon résultat du bilan du bien commun – pas aux dépens d'autres entreprises, mais pour son bénéfice. Les entreprises forment de plus en plus une collectivité d'apprentissage solidaire, l'économie devient un arrangement où tous y gagnent.

8. Les inégalités de revenus et de fortune sont limitées, par exemple : le revenu maximal ne peut pas dépasser dix fois le salaire minimum légal ; la fortune privée est limitée à dix millions d'euros ; le droit de donation et d'héritage à 500 000 euros par personne ; pour les entreprises familiales, à dix millions par enfant. Toute la part de l'héritage dépassant cette somme est distribuée sous forme de « dotte démocratique » à tous les descendants de la génération suivante : un « capital de départ » identique, c'est une meilleure égalité des chances. Les limites exactes doivent être fixées démocratiquement par un comité économique.

9. Les grandes entreprises (par exemple de plus de 250 employés) passent partiellement et, d'abord, par paliers, entre les mains des employés et de la collectivité. Le public est représenté par le biais des « parlements économiques régionaux » délégués à cette fin. Le gouvernement n'a pas d'emprise sur les entreprises publiques.

10. Cela vaut aussi pour les « biens communs démocratiques », la troisième catégorie de propriétaires à côté de la grande majorité de (petites) entreprises privées et d'une petite partie de grandes entreprises de propriété mixte. Les « biens communs démocratiques » sont des entreprises assurant des services de base dans le domaine de l'éducation, de la santé, du social, de la mobilité, de l'énergie et des communications : les services d'intérêt général.

11. Parmi ces biens communs démocratiques, la Banque démocratique joue un rôle important. Comme toutes les entreprises, elle est au service du bien commun ; et comme tous les biens communs démocratiques, elle est contrôlée par le souverain démocratique et

non par le gouvernement. Ses prestations de base sont des capacités d'épargne garanties, des crédits à bas prix, des crédits-risque écologiques et sociaux, ainsi que la mise à disposition gratuite de comptes courants. L'état se finance principalement par des crédits de la Banque Centrale sans intérêts. La Banque Centrale obtient le monopole pour la création de l'argent et régule la circulation de capital au-delà des frontières pour éviter l'évasion fiscale. Les marchés financiers n'existeront plus sous leur forme actuelle.

12. En accord avec la proposition de John Maynard Keynes, on établit une coopération monétaire globale avec une unité de compte globale („Globo“, „Terra“) pour l'échange économique international. Sur le plan local, des monnaies régionales peuvent compléter la monnaie nationale. Pour se protéger du commerce déloyal, l'Union Européenne initie une zone commerciale de bonne guerre („zone du bien commun“), dans laquelle on s'oriente selon les standards et taux de douane correspondant au bilan du bien commun de l'entreprise productrice. À long terme, le but c'est une zone du bien commun globale grâce à un traité des Nations Unies.

13. On attribue à la nature une valeur propre, parce qu'elle ne peut pas devenir propriété privée. Ceux qui ont besoin d'une parcelle pour un logement, pour la production ou pour l'agriculture ou l'exploitation forestière, peuvent utiliser une surface limitée gratuitement. Le délaissement est conditionné par les conditions écologiques et l'utilisation concrète. De cette façon, ce la fin de l'accaparement des terres, des grandes propriétés et de la spéculation immobilière. Enfin, l'impôt sur la propriété foncière disparaît.

14. La croissance économique n'est plus un but mais bien une réduction de l'empreinte écologique des personnes, entreprises et nations à un niveau de durabilité globale. L'impératif catégorique est enrichi d'une dimension écologique. Notre liberté de choisir un style de vie fini là où elle limite la liberté d'autres êtres humains de choisir un style de vie égalitaire ou même de vivre décemment. Les particuliers et les entreprises sont stimulés à mesurer leur empreinte écologique et à la réduire à un niveau globalement juste et durable.

15. Le temps de travail salarié se réduit graduellement au niveau majoritairement souhaité de trente à 33 heures par semaine. Comme ça, on a le temps pour d'autres champs d'activités centraux : travaux de relation et de soin (enfants, malades, personnes âgées), travaux pour soi-même (développement de la personnalité, art, jardin, loisirs) ainsi que travaux politiques et de communauté. Suite à cet arrangement plus équilibré, le style de vie deviendrait moins consommateur, plus suffisant et durable écologiquement.

16. Chaque dixième année de travail est une année sabbatique financée par un revenu de base inconditionnel. Pendant cette année, chacun peut faire ce qu'il veut. Cette mesure décharge le marché du travail de dix pour cent – le chômage actuel dans l'Union Européenne.

17. La démocratie représentative est complétée par la démocratie directe et la démocratie participative. Le peuple souverain doit pouvoir corriger ses délégués, lancer lui-même des lois et les voter, et contrôler d'importants secteurs de l'économie – par exemple les banques, la poste ou les chemins de fer. Dans une vraie démocratie, les intérêts du peuple souverain et de sa représentation sont identiques – pour cela la prémisses sont de vastes droits de création et contrôle pour le peuple souverain.

18. Tous les vingt points de l'économie citoyenne doivent mûrir dans un large processus élémentaire de discussion intensive, avant d'être adoptés en loi par une Convention Démocratique de l'Économie élue directement. Le résultat est soumis au suffrage du peuple souverain. Ce qui est accepté rentre dans la Constitution et peut être – toujours – changé à nouveau par le même souverain. Outre la Convention Démocratique sur l'Économie ou du

Bien commun, d'autres conventions sont nommées pour approfondir la démocratie : convention sur l'éducation, convention sur les médias, convention sur la prévoyance, convention sur la démocratie ...

19. Pour ancrer dans l'esprit de la jeune génération les valeurs de l'économie citoyenne aussi profondément que l'est aujourd'hui l'image de l'homme forgée par le darwinisme social et le capitalisme, je propose cinq nouvelles matières d'enseignement obligatoires : science des sentiments, science des valeurs, sciences de la communication, sciences de la démocratie, science de l'expérience de la nature ou de la vie sauvage.

20. Comme, dans l'économie citoyenne, le succès d'une entreprise aura une toute autre signification qu'aujourd'hui et on demandera donc de toute autres qualités de direction, on aura plutôt tendance à faire appel aux personnes les plus responsables socialement et les plus compétentes, celles capables de sympathie et d'empathie, celles qui auront en outre une réflexion et une sensibilité sociale et écologique – et à les prendre comme modèles.

L'économie citoyenne n'est ni la meilleure de tous les systèmes économiques ni la fin de l'Histoire, seulement un pas possible vers le futur. C'est un processus participatif et ouvert au développement qui cherche des synergies et des approches similaires. Grâce à l'engagement de beaucoup de personnes courageuses et décidées, quelque chose de fondamentalement nouveau peut être créé. La mise en pratique demande une motivation intrinsèque et une responsabilité propre, des incitations juridiques, un cadre interventionniste ainsi qu'une formation de la conscience. Toutes les personnes, entreprises, organisations et communautés peuvent participer à la transformation de l'ordre économique vers une économie citoyenne.

(<http://www.gemeinwohl-oekonomie.org/fr/content/un-syst%C3%A8me-%C3%A9conomique-avec-un-futur>, G. Pfeiffenschneider) (Votes: +4)

13.3 La compétitivité

13.3.1 *Intellectual Property Management*

Luxembourg's earlier competitive advantage as an IP management location is being eroded by the actions of our competitors. By previous correspondence (our IP white paper presented to the Ministry of Economy) we have proposed recommended changes to the Luxembourg IP regime which we strongly believe will prevent further erosion of our competitiveness in this area and increase our attractiveness as a location for businesses to manage their intellectual property. This has the potential to be an excellent growth model and revenue producer for Luxembourg on a long term basis. We urge positive consideration on our recommendations.

(American Chamber of Commerce in Luxembourg) (Votes: +2)

13.3.2 *Le rétablissement de la compétitivité-coût*

Rétablir compétitivité-coûts par une politique réduisant l'inflation et liant les salaires à l'évolution comparative du CSU.

- Procéder à une désindexation générale de l'économie, c.à.d. interdire comme en Allemagne une clause indiciaire dans tous les contrats (loyers, contrats de prestations, salaires, etc.).

- Lier l'évolution des rémunérations – également dans le secteur public – à l'évolution comparative du CSU par rapport à nos voisins dans le but de réduire progressivement notre écart négatif.

- Adopter des critères de productivité dans les services sujets à des tarifs publics de façon à éviter que ces derniers ne contribuent à l'augmentation de l'inflation.

(UEL, Conférence de presse du 6 mai 2013) (Votes: +4)

13.3.3 *Mettre en lumière les faiblesses*

Tantôt le Luxembourg est à la 23e, tantôt il loge à la 17e place. Tantôt il gagne des places, ou bien il en perd ». Il faudrait succinctement inventorier l'ensemble de ces études pour in fine conclure lesquelles parmi elles doivent être prises au sérieux. De surcroît, il faudrait clairement mettre en lumière les domaines où le Luxembourg n'est pas bien positionné par rapport à ses concurrents pour ensuite définir les objectifs à atteindre en la matière pour, in fine, tracer une feuille de route pour y parvenir. (Marc Muller, Professeur de sciences économiques et sociales) (Votes: +6)

13.3.4 *Employee cost issues and Labour Flexibility*

Luxembourg is too expensive at the lower end of the labour markets and not competitive with alternative locations. This problem is exacerbated by indexation, the generous entry and lower level pay structure of the government, a high cost of living (mainly high real estate costs), the generous (and unsustainable for the future) unemployment benefits and the disproportionately strong influence of the labour syndicates. The consequence is that employers who compete on the global stage have difficulty to economically afford to maintain the present level of lower skilled employees in Luxembourg, when they can get the same work done by much lower paid employees located elsewhere. During the coming year we understand there will be an increase in the number of social plans within Luxembourg as internationally competitive companies are forced to outsource jobs to lower salary cost alternatives. We are moving in the direction of creating a structural unemployment problem impacting lower skilled employees which will not only increase the difficulty for finding jobs for those who lose them, but raise the barrier for entry making it more difficult for women seeking to return to the work force after their children reach a certain age and increasing the difficulties faced by young school leavers seeking to begin their working careers.

Because of these high employee costs for unskilled work, the historical business model of an employment pyramid with larger work force at the bottom and smaller work force in the middle and even smaller at the top is being forced to transition into a diamond model, with small work force at the top and the bottom and larger work force in the middle. If the government wishes to avoid the negative social consequences which will result from this, appropriate actions are needed now to incentivize international companies and other employers to keep lower level jobs in Luxembourg.

In a related matter, we advise that our international companies are very concerned over the pending discussions to revise the labour law. We fear that with a pending election for the Chamber of Deputies coming next year, the Deputies and the Government may be tempted to support the syndicates to the detriment of the long term attractiveness of Luxembourg as an International Business location. We sincerely hope and strongly argue for an alternative approach establishing more labour flexibility as necessary to ensure additional job creation

and greater economic prosperity for all. We are part of the global economy and must not take actions which jeopardize the future of our children.

(American Chamber of Commerce in Luxembourg) (Votes: +3)

13.3.5 Eigenverantwortung in einer innovativen Gesellschaft

Gerade in einer Innovativen Gesellschaft verursachen Streitigkeiten zwischen Personen, individuelle Kosten als auch hohe allgemeine volkswirtschaftliche Kosten. Können wir Streitigkeiten auch im Sinne des Subsidiaritätsprinzips, eigenverantwortlicher damit unternehmerischer gestalten als zum Beispiel immer die Gerichte in Anspruch nehmen. Und damit vielleicht effizienter und besser zu werden? (Participant -Workshop du 13 avril 2013) (Votes: +2)

13.3.6 Mutualisons nos efforts dans la recherche

On devrait mutualiser davantage nos efforts dans la recherche. Seulement en joignant nos forces pourrions-nous rester compétitif au niveau mondial

(Nathalie Griesbeck (MPE, Alde) - Europacafé 30 juin 2013) (Votes: +2)

13.3.7 Cultivons une attitude agressive & innovative

Mier brauchen en Kontext, eng Kultur déi aggressiv ass an eis soliciteiert fir Innovatiounen an d'Land ze bréngen an net Suen an Energie verléiert an Geschichten wéi d'Bommeleeër Affaire vis-à-vis all d'Defien déi eist Land meeschtren muss.

(Participant – Workshop du 15 juin 2013) (Votes: 0)

13.3.8 Compétitivité : un terme qui touche tous les domaines

La compétitivité se mesure non seulement en termes de coûts salariaux mais il existe aussi d'autres facteurs primordiaux comme la qualité de vie, l'offre culturelle, la sécurité, la scolarisation des enfants... Il s'agit aussi de développer davantage ces atouts.

(Marc Hostert - Workshop du 15 juin 2013) (Votes: 0)

13.3.9 Augmenter la productivité

Le Luxembourg connaît un vrai souci en termes de productivité. En comparaison avec les pays voisins, la productivité globale des facteurs s'est détériorée au cours des dernières années. Etant dans une économie globale interconnectée, le Luxembourg a bien l'intérêt d'améliorer sa compétitivité

(Manuel Baldauff, Workshop du 15 juin 2013) (Votes: +1)

13.3.10 Pour des gains de productivité et une remise en question permanente

Mier brauchen en Etat d'Esprit wou mer et fäerdegréngen 1 oder 2 Prozent méi produktiv ze schaffen wéi d'Joer virdrun oder d'Leit ronderem eis. Op 15 Joer eraus projezéiert hu mer en Ecart vun 30 Prozent kreéiert par rapport zu enger Konkurrenz a par rapport vu virdrun.

(Participant – Workshop du 15 juin 2013) (Votes: +1)

13.3.11 Ouverture totale des secteurs protégés

VacheSacree n°4 : l'immigration. Oui, Luxembourg a un besoin de main d'œuvre et de cerveaux venus d'ailleurs. Mais à l'heure où l'Europe a un besoin majeur de sens, de direction et de légitimité, ne serait-il pas bon que Luxembourg, capitale UE et membre cofondateur, instaure une gradation et ouvre totalement ses secteurs protégés à tous les ressortissants des pays UE ? De même pour le droit de vote aux législatives. Mais en n'accordant cet avantage de droit qu'aux ressortissants UE, sinon ça ne sert à rien d'appartenir à l'UE.

(ctascin, Solution partagée sur la plateforme de débat) (Votes: -1)

13.3.12 Deckelung des Index

Spricht man von der Deckelung des Index; den Index als soziale Maßnahme zu gebrauchen, erfüllt diesen Sinn, wenn es eine Preiskontrolle gibt. So war es bei der Einführung des Index. Die restriktive Preiskontrolle wurde abgeschafft, dadurch führt der Index dazu, dass die Lohnunterschiede immer grösser werden. Bei der Deckelung des Index wird der Lohnfächer eingeschränkt, doch dies trägt nicht zur Steigerung eines besseren Wettbewerbs zu, denn dabei spart der Staat am Meisten. Eine Maßnahme der man kaum glauben schenken kann. Ob unsere Abgeordnete sich ins eigene Fleisch schneiden?

(Retter Franz, Solution partagée sur la plateforme de débat) (Votes: -1)

13.3.13 Restreindre les salaires dans la fonction publique

Si on veut inciter les jeunes luxembourgeois à se tourner vers le secteur privé et ne pas préférer systématiquement le travail dans la fonction publique, il faut s'inspirer de ce qui se fait dans les autres pays où la sécurité de l'emploi dans la fonction publique s'accompagne de moindre salaire, ce qui n'est pas le cas au Luxembourg. De plus, restreindre les salaires dans la fonction publique est de nature à résoudre en partie les problèmes de dette et de déficits publics. (Participant – Workshop du 13 avril) (Votes: +20)

13.4 Création de richesse

13.4.1 Le tourisme au Luxembourg : Un secteur "sous-exploité"

En termes de diversification du tissu économique luxembourgeois, il existe un potentiel important de développement dans le secteur hôtelier et touristique. Notre situation centrale au cœur de l'Europe, notre multilinguisme, notre "Ecole hôtelière" à Diekirch, nos paysages et la grande variété afférente sur un petit territoire, l'affluence de touristes attirés par la notion de "Schengen" et les activités de notre place financière, de même que notre patrimoine culturel, ne sont pas suffisamment « exploités » d'un côté à des fins d'un tourisme de type « wellness », de santé et de haute qualité (4 étoiles et plus) et d'un autre côté à un tourisme de randonnée, de découverte et de sports destiné aux jeunes pouvant profiter des meilleurs auberges de jeunesse dans le monde. (Marc Muller, Professeur de sciences économiques et sociales) (Votes: +4)

13.4.2 Tourisme wellness

Offrir des combinaisons modulables wellness-séminaire-nature afin d'attirer les clients business et wellness

(Marc Muller, Workshop du 15 juin 2013) (Votes: -1)

13.4.3 Définition de zones touristiques

Définir des zones touristiques dans le pays, ainsi facilitant la construction d'hôtels, notamment dans le domaine du wellness

(Marc Muller, Workshop du 15 juin 2013) (Votes: -1)

13.4.4 Utiliser l'effet grand marché

Afin d'obtenir des changements il faut utiliser l'effet grand marché en exportant des produits et services au-delà des frontières. Il faut prendre avantage de l'effet de diffusion en allant dans les pays avoisinants avec les produits et services, comme une institution bancaire suivant son client dans un pays voisin, espérant des retombées au Luxembourg. Une autre illustration concerne l'entreprise Fischer qui s'est étendue au-delà des frontières luxembourgeoise grâce aux connaissances linguistiques dans l'entreprise.

(Marc Hostert - Workshop du 15 juin 2013) (Votes: +1)

13.4.5 Le tourisme au Luxembourg, un secteur sous-exploité

Le tourisme au Luxembourg a du vrai potentiel. On peut le présenter en utilisant une analyse SWOT (Strengths, weaknesses, opportunities et threats).

Strengths & Opportunities

- Situation centrale en Europe ("Das grüne Herz Europas")
- Touristes "private-banking" existants (260.000) et industrie du film
- Main d'oeuvre multilingue et formée sur place (Lycée hôtelier Alexis Heck à Diekirch et «Brussels Business Institute of Higher Education - BBI», une école internationale en management pour l'industrie hôtelière et touristique à Wiltz)
- Infrastructures culturelles (mudam, philharmonie, patrimoine UNESCO, ...)
- Infrastructures pour conférences (Kirchberg, ...)
- Les plus belles et modernes auberges de jeunesse en Europe
- Domaine thermal à Mondorf
- Tendance touristique vers les séjours courts

Weaknesses & Threats

- Absence de vrais hôtels "wellness" offrant plus qu'une demi-pension
- Manque de concertation et d'unité au niveau national
- Infrastructures (peu d'harmonisation, p.ex. auto-pédestres)
- Communication (chaque microrégion pour soi)

- Absence de “produits” bien définis et basés sur les forces du pays
- Nécessité d’un “marketing-mix” précis

Ma proposition sera de promouvoir davantage le tourisme-wellness/nature et jeune/famille. Au niveau mondial, le tourisme wellness représente 40% des chiffres d’affaires dans le tourisme.

(Marc Muller, Workshop du 15 juin 2013) (Votes: +1)

13.4.6 Utiliser les compléments d’unités

Le Luxembourg doit profiter de l’effet de complément d’unités comme un centre de recherche allemand sur le droit européen qui s’est récemment établi au Kirchberg, profitant de la proximité de la cour de justice et de l’environnement international du Luxembourg.

(Marc Hostert - Workshop du 15 juin 2013) (Votes: +1)

13.4.7 Relancer la croissance

Trois aspects doivent être changés afin de relancer la croissance de l’économie luxembourgeoise: la rentabilité, l’adaptation des structures et l’innovation. Pour l’implémentation trois compétences clefs de l’économie luxembourgeoise doivent être considérées étant l’héritage fond de commerce (une tradition d’usinage avec l’ARBED), les éléments de souveraineté (droit d’atterrissage, positionnement satellitaire) et la position comme pays d’intersection (savoir de gérer différentes cultures).

(Marc Hostert - Workshop du 15 juin 2013) (Votes: +1)

13.4.8 Utiliser le « network effect »

Le Luxembourg doit utiliser les compétences en réseaux, le « network effect ». En effet, la population lusophone pourrait exporter les produits du secteur bancaire luxembourgeois dans des pays lusophones afin d’agrandir le marché.

(Marc Hostert - Workshop du 15 juin 2013) (Votes: +1)

13.4.9 Sektore vu muer

Investitiounen vum Staat an hoffnungsträchteg Gesellschaften.(No den europäischen Verträge darf de Staat net am Privatsektor intervenéieren). Är Äntwert iwwert Investitiounen vum Staat an der Logoistic, Biotechnologien, Informatioun & Kommunikatiouns technologien muss sinn an an der Fro 1 hunn ech weider Aufgaben opgezielt. Bei de Biotechnologien gesinn ech en Defizit; mir hunn keng verwertend Gesellschaften vun so enger Forschung.(Fundamental-Recherchen ginn déier).

(Retter Fränz, Solution partagée sur la plateforme de débat) (Votes: +1)

13.4.10 Logistique, biotechnologie, capitale de fédération

La voie de création de richesse au Luxembourg peut être engagée à travers un développement de la logistique, de la biotechnologie à développer ex nihilo par transfert de ressources humaines en étant conscients de la compétition internationale dans ce domaine,

en faisant du Luxembourg une capitale de fédération grâce à une grande offre culturelle et haute qualité de vie, ou alors en faisant du Luxembourg un hub européen de transfert de monnaie.

(Marc Hostert – Workshop du 15 juin 2013) (Votes: +1)

13.4.11 Roll vum lëtzt. Staat bei der Promotioun vun de Sektore vu muer

Eng begleitend Roll, wéi gréisstendeels bis elo. International Représentatiouunen an Matarbëcht vun denen jeweiligen Sektoren ass wichteg.

(Adolphe Faber, Solution partagée sur la plateforme de débat) (Votes: +1)

14 Solidarité & Santé

« Comparé à l'ensemble des pays du monde, le Luxembourg se présente tout de même comme une sorte de "paradis social" avec un niveau de vie élevé, des conditions de travail qui sont, dans l'ensemble, relativement bonnes, et d'assez hauts niveaux de rémunérations et de protection sociale. La mondialisation et la crise ont un impact primordial à l'égard de la sécurité sociale et engendre indubitablement des conflits. Il s'agit d'avant tout de garder les atouts sociaux et soutenir davantage la solidarité malgré un environnement hostile. »

14.1 Solidarité

14.1.1 Revenu de base inconditionnel

Il faudrait introduire le revenu de base inconditionnel.

Vous trouvez plus d'informations sur www.grondakommes.lu

Une Initiative Citoyenne Européenne est en cours. Pour plus d'informations et pour la soutenir rdv sur <http://basicincome2013.eu/>

Pourquoi soutenir le revenu de base inconditionnel ?

- Chacun a le droit à une vie digne en tant qu'être humain (voir charte des droits de l'homme). Ceci ne doit pas rester une promesse théorique mais il faut assurer les moyens financiers nécessaires.

- Réduire la bureaucratie. Entre autres à cause de la bureaucratie une partie considérable de personnes doivent vire (temporairement) dans la misère en attendant qu'ils réussissent de passer les démarches administratives. Plus simple qu'inconditionnel est difficilement faisable.

- Il n'y a pas de problème pour le donner aussi aux riches car ils le remboursent via les impôts qu'ils paient.

- De nombreuses aides de l'Etat sont perdues lorsqu'on accepte une activité rémunérée. Avec le système du revenu de base il est rentable d'accepter un travail rémunéré dès le 1er Euro gagné.

- Le revenu de base peut être considéré comme un subside du travail. Grâce à ceci de nombreux travaux qui ne sont pas ou difficiles à payer peuvent devenir bon marché. Ceci peut constituer une réponse intéressante aux défis que constitue la concurrence des pays à main d'œuvre bon marché. En subsidiant le travail et pas seulement les investissements, des secteurs qui nécessitent beaucoup de main d'œuvre comme l'agriculture biologique, les énergies renouvelables ... deviennent compétitifs par rapport à l'agriculture industrielle, les centrales nucléaires, les énergies fossiles, ... Le besoin croissant en main d'œuvre pour la garde d'enfants, l'éducation, la gérontologie, ... peuvent être financés plus facilement. Ceci contribue aussi à réduire le chômage.

- Si le revenu de base assure une vie digne à ma famille, je peux plus facilement reprendre des études ou prendre le risque de devenir indépendant ou de créer une petite société. De cette façon le revenu de base contribue à l'amélioration de la qualification et favorise la création d'entreprises.

- Les discussions sur le montant nécessaire pour financer une vie digne et l'exemple des personnes qui se contentent d'un revenu de base vont contribuer à freiner la consommation excessive.

- Aujourd'hui la majorité des personnes ont les moyens pour financer une vie digne. Le surplus à financer pour que chacun ait ces moyens est relativement faible. Dans les modèles de financement courants, le revenu de base remplace de nombreux revenus, allocations, ... existants entièrement ou partiellement. La réduction de la bureaucratie et l'effet positif sur notre économie vont contribuer à financer le surplus.

- Le revenu de base sera introduit par une évolution lente p.ex. en augmentant progressivement le montant et en commençant par les plus pauvres.

(Guy Schaeffer, Solution partagée sur la plateforme de débat) (Votes: +7)

14.1.2 Un assainissement général des diverses allocations

Nous sommes fiers de notre système de sécurité sociale très performant et cela à juste titre. Mais osons réfléchir sans a priori sur son efficacité et sa pérennité.

Il est clair que notre RMG est trop généreux : il tue la responsabilité du bénéficiaire vis-à-vis de son propre avenir. Il y a sûrement moyen de faire mieux avec moins ! Par exemple le niveau du RMG pourrait être lié à l'âge, au lieu d'être invariant à 60% du revenu médian pour toutes les tranches d'âge, il pourrait être de 50% pour la tranche d'âge 50/60, 40% pour 40/50 etc. Cela inciterait les plus jeunes à plus d'efforts pour (re)trouver un emploi. Les règles de cumul au niveau du ménage devraient aussi être revues afin de ne pas tuer l'envie de travailler pour gagner plus. Quant aux indemnités de chômage, elles peuvent être révisées à la baisse, puisque l'individu aurait droit de toute manière au RMG remodelé. Par ailleurs les aides à la formation, déjà disponibles pour les plus jeunes, devraient devenir un droit, indépendant de l'âge du bénéficiaire.

Avec un RMG universel, modulé comme ci-dessus, la liaison des salaires ou rentes à l'indice du coût de la vie devient inutile, puisque le RMG est calqué sur le revenu médian de toute la population et évolue proportionnellement.

Il s'agirait aussi d'une solution élégante au 'mur des rentes' puisque le mécanisme du RMG est indépendant de la longévité de la population, car on ne peut pas raisonnablement penser que les bénéficiaires vivraient systématiquement plus vieux que les payeurs nets. Le RMG est par ailleurs pratiquement égal au tiers des pensions qui reste à la charge de l'Etat

et s'y substituerait. Le reste des rentes resterait financé par les Caisses de Pension que le travailleur devrait cependant pouvoir choisir librement, afin de faire jouer à son avantage la concurrence.

Néanmoins, un danger guette notre système de sécurité sociale tellement généreux : Il risque d'agir comme aimant pour attirer des 'profiteurs'. Mais le danger existe déjà aujourd'hui. Jusqu'ici la clause de résidence et les difficultés administratives accumulées pour éviter les abus en la matière ont suffi. Cependant il faut rester vigilants.

(Adolphe, Solution partagée sur la plateforme de débat) (Votes: +1)

14.1.3 Un assainissement général des diverses allocations L'alternative au RMG

Le RMG n'est pas un bon système car sous prétexte de solidarité il permet à certains de vivre d'une rente sans contrepartie, et cela payé par ceux qui travaillent (ou ont la chance de travailler).

Bien sur qu'il ne faut pas laisser qui que ce soit sur le bord de la route et le RMG permet d'éviter cela, mais, de mon avis, il serait bien mieux d'établir un droit au travail qui permettrait à ceux qui en ont plus de travailler pour la collectivité pour un salaire équivalent au RMG, le tout accompagné par des formations et un encadrement professionnel pour permettre un retour sur le marché du travail au plus vite.

Je pense que ce serait beaucoup mieux car cela permettrait de maintenir les bénéficiaires actuels du RMG au travail, et de mettre de côté les profiteurs professionnels car ils devront choisir entre travailler ou ne rien toucher.

Je ne suis pas pour le revenu universel sans condition, ni pour un RMG qui s'en rapprocherait.

(j2p3lu, Solution partagée sur la plateforme de débat) (Votes: 0)

14.1.4 Aligner le modèle social au modèle de productivité

Même si on n'a pas vraiment vécu la crise de manière comme elle a été ressentie dans les pays périphériques, le modèle luxembourgeois n'est pas soutenable dans les conditions actuelles. Il vaut mieux d'aligner le modèle social au modèle de productivité du pays

(Georges Bach (PPE, Membre PE) - Europacafé 30 juin 2013) (Votes: 0)

14.1.5 Fiscaliser la sécurité sociale

Nous devons changer notre façon de concevoir la sécurité sociale. Le système est financé en grande partie via les cotisations. Certains éléments de financement proviennent, de facto, du rendement fiscal. En Scandinavie, le système est entièrement fiscalisé. Un tel système aiderait d'un côté à augmenter la compétitivité des entreprises et de faire participer, d'autre part, celles qui ont les moyens, étant donné qu'elles engrangent des bénéfices. (Robert Urbé - atelier thématique du 13 avril) (Votes: 0)

14.1.6 Salaire social minimum européen

Instaurer un salaire social minimum européen

(Bertrand Mertz (PS, Maire de Thionville) – Europacafé 30 juin 2013) (Votes: 0)

14.1.7 Un monde de contraste et d'inégalités

Notre monde est fait d'inégalité, ce qui est étonnant en soi, étant donné le « poids lourd législatif » dont nous disposons (p.ex. droits fondamentaux inclus dans les traités européens, droits constitutionnels, loi sur l'égalité des chances). (Marc Muller - atelier thématique du 13 avril) (Votes: -1)

14.1.8 Financer le système de sécurité sociale en Europe

Les placements spéculatifs dans les paradis fiscaux se chiffrent à la somme du PIB des Etats-Unis et du Japon. Ces sont des revenus qui nous échappent pour financer le système de sécurité sociale en Europe.

(Bertrand Mertz (PS, Maire de Thionville)– Europacafé 30 juin 2013) (Votes: -2)

14.1.9 Harmoniser les systèmes de protection sociale en Europe

Les nouveaux pays membres, notamment les pays de l'est, n'ont jamais connu un système social aussi compréhensif que le nôtre. Afin de promouvoir la cohésion sociale, il s'agit bel et bien d'harmoniser davantage le système de sécurité sociale en Europe

(Bertrand Mertz (PS, Maire de Thionville)– Europacafé 30 juin 2013) (Votes: -4)

14.1.10 Egalité de traitement entre hommes et femmes

L'Etat devrait assumer un rôle modèle dans la lutte contre les inégalités entre hommes et femmes dans le monde du travail. Il pourrait offrir les mêmes chances dans les ministères ainsi que dans les entreprises où il tient des participations

(Participant – Europacafé 30 juin 2013) (Votes: -6)

15 Santé

15.1.1 La santé mentale et physique

Merci pour la conférence de samedi 13 avril 2013..j'aimerais pouvoir assister un jour sur une conférence sur le thème de la santé mentale et physique et de la responsabilité sociale à ce sujet. Nous allons travailler plus longtemps, nous vivrons plus longtemps..comment y arriver ? Comment mettre en place des systèmes "durable" tant pour les entreprises que pour les êtres humains? existe t-il des systèmes de prévention de la santé? qui va prendrait en charge la prévention si elle existait? quel coût pour quel gain?...merci et à bientôt (Laurence Falcetta, Solution partagée sur la plateforme de débat) (Votes: +5)

15.1.2 Améliorer le bien-être au travail

D'importants efforts devront être déployés pour améliorer le bien-être au travail, par exemple via la présence de kinésithérapeutes dans les entreprises. (Anonyme, Solution partagée sur la plateforme de débat) (Votes: -3)

16 Vivre ensemble

« Le vivre ensemble et la cohésion sociale sont des éléments centrales dans le fonctionnement d'un pays moderne et prospère. Ayant une société riche de diversité, avec 44% d'étrangers résidents et 150.000 frontaliers, il s'agit bel et bien de s'enrichir de cette pluralité en unissant cet atout dans la construction économique, culturelle, sociale et politique du Luxembourg. »

16.1 La diversité comme atout

16.1.1 Enseigner la richesse de la diversité

Il faut investir dans la diversité dès l'école car c'est à l'école que l'on peut le mieux enseigner la richesse de la diversité. Il faut enrichir les programmes scolaires d'un programme humaniste universel axé sur la solidarité et le partage. (Participant – Workshop du 13 avril) (Votes: -1)

16.1.2 Une politique de diversité transversale et sociétale

Dans beaucoup de domaines, nous nous limitons aux choses ostensibles, visibles. En plus, nous nous focalisons souvent sur un élément : les femmes dans les positions dirigeantes, l'égalité de traitement pour tous indépendamment de l'origine ethnique, l'accès pour les handicapés physiques. Souvent, nous ne faisons que réagir face aux problèmes. Il n'y a pas forcément de dynamique positive.

Nous devons investir de manière conséquente dans la diversité. Le Luxembourg est un pays diversifié. Cette diversité ne tombe pas du ciel. C'est quelque chose que nous devons gérer ! C'est quelque chose où nous devons donner les bonnes impulsions. Il faut mener une politique que mette la diversité sur le devant de la scène. Une politique, qui fasse fi des segmentations que nous opérons aujourd'hui (p.ex. se concentrer exclusivement sur la dimension homme/femme, la dimension « intégration des étrangers », la dimension « inclusion des personnes handicapées »). Nous devons aspirer à une politique transversale et sociétale dans le domaine de la diversité. Un peu ce qui a été fait dans le contexte de la création du Ministère du développement durable : des éléments isolés ont été regroupés. Il faut une politique de Mainstreaming en matière de diversité qui regroupe tous les éléments qui forment un tout.

Nous devons ainsi donner lieu à une politique de diversité qui comprenne tous les éléments qui sont à la base de diversité d'un pays comme le Luxembourg. (Marc Muller - atelier thématique du 13 avril) (Votes: -1)

16.2 Le Luxembourg et ses citoyens étrangers

16.2.1 Inclusion de la population étrangère

- Pour favoriser l'intégration et dépasser le fait que la langue luxembourgeoise soit une barrière il est nécessaire de faire des efforts de part et d'autre.
- Acceptation par la société luxembourgeoise du fait que les étrangers ont une maîtrise approximative de la langue luxembourgeoise

- Cela suppose de la part des étrangers de s'intégrer dans la vie culturelle et sociale du Luxembourg.
- Assouplir les critères d'acquisition de la nationalité luxembourgeoise (réduction de la durée de résidence, simplification des exigences linguistiques...)
- Intégrer les étrangers dans les organes des partis politiques, consulter régulièrement les frontaliers sur les sujets qui les concernent (transport, fiscalité).

(Rachel Gaessler – Workshop du 13 avril) (Votes: +6)

16.2.2 Luxembourg: un pays multiculturel

Bonjour! J'apprécie l'initiative de votre plate-forme pour apporter la lumière de la discussion que nous voulons Luxembourg en quelques années, je suis résident 4,5 ans, je suis né au Portugal, grandi à Cap-Vert et j'ai fait mes études universitaires au Brésil, je sais quelle est la diversité de ces différents points de la planète. Ici au Luxembourg reconnaissent la nécessité de parler le luxembourgeois, je constate aussi une tendance réelle de certaines personnes que la même situation que moi, avec un diplôme, d'avoir à travailler comme ouvriers PAS qualifiés, parce que le système n'est pas conçu pour recevoir les étrangers avec diplôme, à côté du secteur financier Espérons que dans quelques années voir que le Luxembourg ne veut pas les immigrants (plus de 100 nationalités à l'Institut de la langue!) Pour travailler dans les professions que le Luxembourg ne veut pas exercer, non seulement pour notre main-d'œuvre, mais notre histoire, notre culture, notre famille! Nous sommes ceux qui ont construit les routes, les bâtiments de grande taille, mais veulent aussi contribuer à la création d'un pays multiculturel où nos enfants grandissent!!! Ne veut pas dire que le racisme a diminué, au contraire augmenté ces derniers temps!!!! Bien sûr, on trouve aussi des Luxembourgeois à l'esprit ouvert, la nouvelle génération est là pour le prouver, mais écouter les associations comme Asti, Clae et autres!! Aussi dans les émigrants, de nous unir et non de discuter les intérêts de l'autre! Merci

(Déborah Barros, Solution partagée sur la plateforme de débat) (Votes: +1)

16.2.3 Allier société multiculturelle et spécificités du pays

Comment allier société multiculturelle et spécificités du pays ?

La Ville de Differdange compte 22.945 habitants dont 54,22% sont des citoyens étrangers. Ma ville, comme d'ailleurs la majorité des villes du Sud de notre pays, a une longue tradition de l'immigration qui a connu son essor au début du XXe siècle avec le développement de la sidérurgie. Les citoyens étrangers participent activement à la vie de notre commune et l'enrichissent par leur culture venant d'autres horizons. Je suis donc personnellement convaincu que l'acquisition de la nationalité luxembourgeoise ne doit pas nécessairement constituer l'aboutissement de l'intégration. J'estime également qu'avec 40% de non luxembourgeois résidant au Luxembourg nous devons nous poser des questions sur la légitimité démocratique des décisions qui sont prises dans notre pays. Je peux donc parfaitement m'imaginer que l'on lance pendant la législature prochaine un large débat expliquant aux citoyens les défis auxquels nous devons faire face en tant que société multiculturelle. La question du droit de vote des étrangers lors des élections législatives devra également être traitée à cette occasion.(Claude Meisch, Solution partagée sur la plateforme de débat) (Votes: +1)

16.3 Les échanges linguistiques & culturelles

16.3.1 La culture dans le processus d'intégration.

On investit beaucoup dans la culture mais ça ne profite pas à tout le monde. Or la culture peut aider à franchir les barrières sociales. Il faut plus intégrer les acteurs du monde de la culture dans le processus d'intégration. (Participant – Workshop du 13 avril) (Votes: -1)

16.3.2 Integratioun iwwert Sproochen a kulturellen Austausch

Wéi bréngt mer eis multikulturell Gesellschaft méi no zesummen ?

Dat wichtegst ass menger Meenung d'Integratioun iwwert Sproochen a kulturellen Austausch, als Medium vun engem Echange op Basis vun engem identitéitsfuerdernden Ëmfeld an dem jiddereen nach eng Kéier virun Ae geféiert kritt wou sinn meng Wuerzelen a wéi kann ech déi hei abrénge, erliewbar maachen a wéi ass meng zukünfteg sproochlech an kulturell Ëmfeld hei zou Lëtzebuerg. (Saskia Marx, Solution partagée sur la plateforme de débat) (Votes: +2)

16.3.3 Multiplier les espaces de rencontres

Comment allier société multiculturelle et spécificités du pays ? En multipliant les espaces électroniques et physiques et les opportunités de rencontres sur des thèmes 'universels' tels le changement climatique, l'art, l'éducation des enfants et le futur des jeunes, la violence domestique, les familles recomposées, etc...(Virginie Issumo, Solution partagée sur la plateforme de débat) (Votes: +2)

16.3.4 Il nous faut davantage de messages positifs

Il nous faut davantage de messages positifs. A Toronto, par exemple, l'attitude qui est de mise est celle du « We expect you » : tu appartiens à nous. Des personnes y sont représentées dans une diversité telle qu'on ne la rencontre nulle part ailleurs. Pas uniquement des hommes et des femmes. Mais également des personnes qui, de part leur style vestimentaire, ont des us et coutumes différents. Des gens qui ont d'autres religions. Des gens qui ont une autre orientation sexuelle. Il est important que notre politique de diversité ait une note positive. (Marc Muller - atelier thématique du 13 avril) (Votes: -2)

16.3.5 Multikulturell Gesellschaft

Wéi bréngt mer eis multikulturell Gesellschaft méi no zesummen ?

Ech hätt puer Vierschlei zu deem Thema:

- Vue que dat ons Astellungen aus engem groussen Deel doraus ofgeleet sin, wat ma an der Schoul baibruecht kruuten, wier do och menger Meenung no den Usatz ze man fier eppes op lang Dauer ze bewierken, an der Educatioun. Puer Ideen wieren z.B. "Workshopen" an de Schoulen/Lyceen unzebidden, Werbung op deenen Platzen (Plakater, Internetsite vun den Schoulen, Professoren selwer etc), oder eventuell souguer dat Thema mei an de Cours anzebannen (Debatten, Diskussionsronnen...).

- Integration gett leider (?) oft mat da Beherrschung vun da Mammensproch, an onsem Fall Letzeboiesch gleichesat, also wier dat och en Usatzpunkt. Et kinnt een vlait mei Werbung iwwer di letzeboiesch Sprooch man. Oder souguer Firmen dazou bewegen hier Employeen dozou ze kraien dSprooch fraiwelleg ze leieren andeems se hier Lait belounen wann se en

Effort man (natierlech ouni Diskriminatioun deenen anneren geigeniwwer).(Martine Birkel, Solution partagée sur la plateforme de débat) (Votes: +1)

16.4 La qualité de vie & mode de vie alternatif

16.4.1 Des avantages défiant toute concurrence internationale

Notre pays offre aux étudiants des avantages et des incitations financières (prêts, bourses, soutien financier au séjour Erasmus, etc.) très intéressants « défiant toute concurrence internationale ». Ces avantages sont considérés comme « évidents » ou « acquis » au Luxembourg, alors que les étudiants, à l'étranger, ne « peuvent que rêver d'un système comparable ».

Il faudrait expliquer aux habitants, jeunes et moins jeunes, comment de telles politiques sont rendues possibles. En effet, il ne s'agit guère d'un processus automatique, mais plutôt la résultante d'un jeu de facteurs (économie, social, etc.) mis en œuvre.

Le « vivre ensemble » ne fonctionnera qu'aussi longtemps que les problèmes économiques et sociaux ne dérapent pas. (Cyril Wealer, Solution partagée sur la plateforme de débat) (Votes: +2)

16.4.2 Liewensqualität

D'Miësen vun der Liewensqualität ass politesch grëng, blo, roud, oder schwarz. Fir mech ass et wichteg d'Armut ofzebauen. Fir déi, déi am Kampf sinn ze lwwerliewen ass Fro vun Liewensqualität einfach ewegkucken an Realität verkennen.

(Retter Fränz, Solution partagée sur la plateforme de débat) (Votes: +1)

16.4.3 Wéi kënnen mir eise Liewensniveau vu muer ofsécheren?

D'Entreprises sou vill wéi meiglech fréi gewärden loossen. Eventuell Upassungen mat Helef vum (modifizierten) RMG ooffiederden. Den CECA-Vertrag ass ee gudd Beispill wéi een daat alles kann sozialverträglich réalisieren.

(Adolphe Faber, Solution partagée sur la plateforme de débat) (Votes: +1)

16.4.4 Wéi soll d'Liewensqualität gemooss ginn?

An éischer Linn : den PIB, do kann net vill gefuddelt ginn. Da get et dëss weideren Indikateuren iwer Liéwensqualität. De Statec mëcht dat ganz gutt.

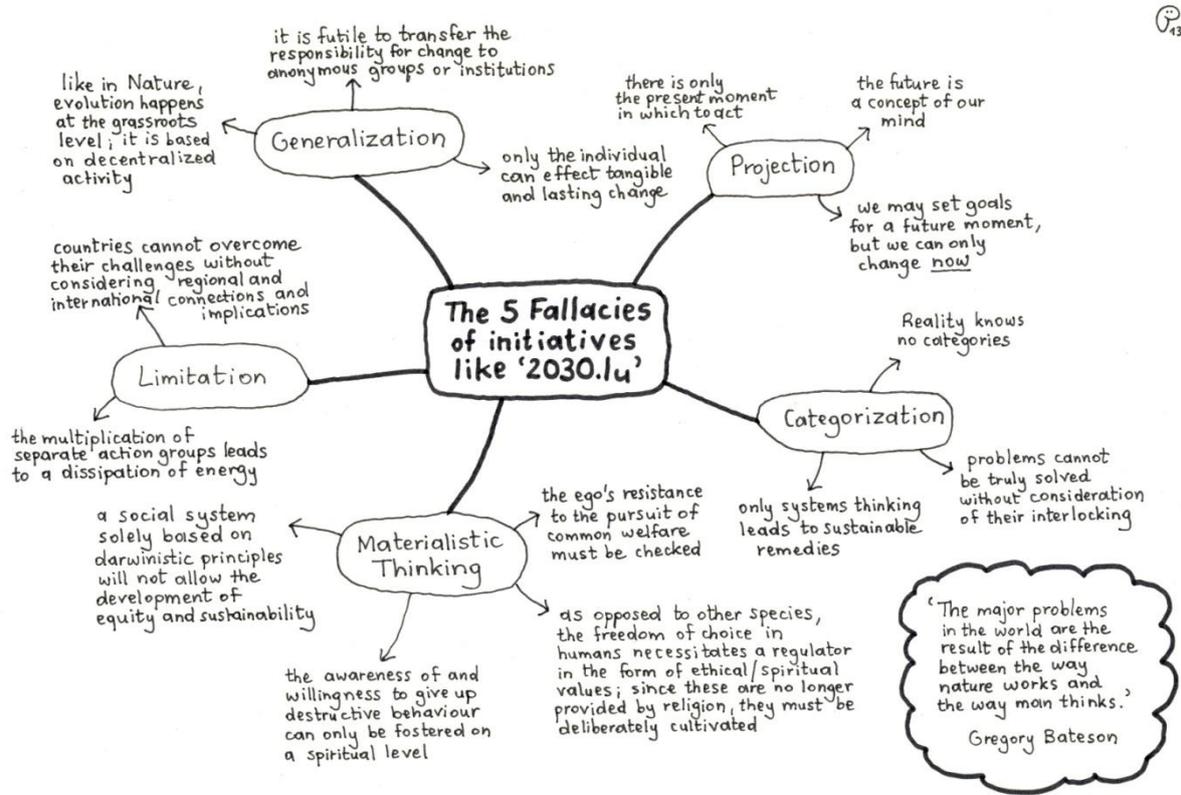
(Adolphe Faber, Solution partagée sur la plateforme de débat) (Votes: +1)

16.4.5 Wéi erhalen mir äisen Liewensstandard

Mir liewen an enger Zwouklassen-Gesellschaft an deer d'Akommes vum Privatsektor net mat de Staats an alles wat derzou gehéiert ausgewoen ass. D'Schéier geet emmer méi weit auserneen. Woubei den Niveau gleich bleift, dat ass jo d'Rechnung vun der Mettelschnitt. Mir brauchen d'Unerkennung vun deenen déi de Reichtum schaffen.

(Retter Fränz, Solution partagée sur la plateforme de débat) (Votes: +1)

16.4.6 The 5 fallacies of Initiatives like "2030.lu"



Sources : Fritjof Capra , the Dalai Lama, Jean Gebser, Ervin Laszlo, James Lovelock, Teilhard de Chardin, Eckhart Tolle, Ken Wilber

(Georges Pfeiffenschneider, Solution partagée sur la plateforme de débat) (Votes: +1)

16.4.7 Two Axes Out of the Dead End

zwou entwécklungse mussen gläichzäiteg gefördert gin fir aus alle sakgaassen erauszekommen:

1. eng konsequent dezentraliséierung vun alle wirtschaftsberäicher, z.b. der energie- a liewensmüttelproduktioun (dat fonctionnéiert sécher, well d'ökosphär scho milliounen joren op där grondlag "leeff");

2. eng opwäertung a kultivéierung vum spirituellen, déi onofhängeg vu reliounen de kampf géint den ego an de respekt virum aneren, virum der weisheet, virum onbegreiflichen erëm an de méttelpunkt réckelt.

nëmme béides zesummen féiert ewech vun aarbechtslosegkeet, liewensraumzerstéierung, korrumpioun a xenophobie

(Georges Pfeiffenschneider, Solution partagée sur la plateforme de débat) (Votes: 0)

16.4.8 Notes on "spiritualization"

- as opposed to (other) animals, humans are not completely ruled by instinct, but are endowed with freedom of choice, and thus with a unique responsibility for the consequences of their decisions and actions;
- since the Age of Enlightenment, the power of religion over human choices has steadily weakened; concurrently, behaviour-regulating values agreed on by the general community have been lost;
- at the same time, darwinistic and positivistic thinking has come to gradually dominate society, although the outer forms of religion remain visible;
- the rise of individualism, linked with materialistic thinking, has led to a very diverse, but also divided and dysfunctional 'non-community' in which irresponsibility, opportunism, and self-gratification abound, a fact to which scandals upon scandals in all walks of life nowadays testify;
- true community life is no longer possible in this 'survival of the fittest' environment, since it leads to the cancerous growth of greedy, ruthless individuals and groups who despise the life of others and damage the planet's life support systems for their own short-term benefit;
- the commonly adopted 'solution' for coping with irresponsible behaviour is the helpless multiplication of external controls such as security checks, surveillance cameras, and inspections, all of which contributes to a general climate of suspicion and fear;
- meanwhile, the culprits elude these controls by devising ever smarter loop ways and using the general corruptibility to their advantage;
- so, if material steps towards a more equitable and sustainable society are to succeed, they must be complemented by a new cultivation of the spiritual in general, and of values like honesty, justice, generosity, and responsibility in particular.

(G.Pfeiffenschneider, Solution partagée sur la plateforme de débat) (Votes: 0)

16.5 Discrimination & égalité de traitement

16.5.1 La polarisation de la société

Gläichgeschlechtleche Mariage, Rom... D'Gefill ass do, ass mer méi Barrière opbaue, wéi mer der ewechhuelen. Et gëtt vill polariséiert. Et ginn Ängschte geschürt an opgebaut, déi net onbedéngt hëllefträich sinn.

Le mariage gay, les Roms.... Il y a le sentiment, que nous érigeons plus de barrières que nous en démantelons. Nous polarisons beaucoup. Des craintes et peurs sont attisées, ce qui n'est pas d'un grand secours. (Marc Muller - atelier thématique du 13 avril) (Votes: -1)

16.5.2 Regroupement des motifs de discrimination

Dans son rapport annuel de 2009, le CET avait invité le Gouvernement à élargir les domaines d'application de la loi du 13 mai 2008 en prenant les mêmes domaines que ceux que l'on retrouve dans la loi du 28 novembre 2006 et d'inclure le sexe comme motif de discrimination dans la loi du 28 novembre 2006, au même titre que les autres motifs pour les mêmes domaines d'application.

Le CET souhaite également qu'au niveau ministériel, les six motifs de discrimination couverts par la législation sur l'égalité de traitement se retrouvent dans un même minis-tère. Ce regroupement ferait disparaître une éventuelle hiérarchie entre motifs et aurait l'avantage de n'avoir qu'un seul interlocuteur au sein du Gouvernement.

Sur cette même lancée, un Comité interministériel devrait exister pour chaque motif de discrimination. (Recommandation du CET - Centre pour l'égalité de traitement) (Votes: -1)

16.5.3 Promotion des politiques d'égalité de traitement

En Irlande du Nord, la section 75 du « Northern Ireland Act » de 1998, entrée en vigueur le 1 janvier 2000, prévoit une obligation légale pour toute autorité publique à exécuter ses missions en promouvant l'égalité de traitement.

Ainsi, chaque autorité publique doit tenir compte d'une amélioration des bonnes relations entre personnes de différente conviction religieuse, politique ou d'appartenance raciale.

Ces obligations légales sont implémentées à travers des plans d'actions approuvés par la Commission d'égalité nord-irlandaise et évalués systématiquement.

Le CET est d'avis que l'Etat luxembourgeois devrait également faire le premier pas dans la promotion de politiques d'égalité de traitement pour chaque motif de discrimination. Cette politique doit se refléter aussi bien dans les travaux quotidiens des agents étatiques que dans les relations du personnel entre lui et du personnel avec le grand public.

(Recommandation du CET - Centre pour l'égalité de traitement) (Votes: -1)

16.5.4 Collecte de données relatives aux discriminations

Dans son rapport annuel de 2009, le CET avait écrit: « La collecte et l'analyse conséquentes et ventilées par motifs, domaines etc. de données sur l'égalité de traitement permettrait aux décideurs politiques de cibler davantage leur travail afin d'augmenter la protection des victimes. Ainsi, le manque de données risque de laisser certains phénomènes non découverts et pourrait ainsi laisser supposer qu'il n'existe pas de discriminations. »

Cette constatation reste toujours d'actualité. Il faut impérativement harmoniser le recensement sur les données relatives aux discriminations et développer une typologie des différentes données. On devrait prédéfinir un schéma de renseignements à intégrer dans les rapports annuels des acteurs concernés.

Il faudrait également sensibiliser le STATEC à procéder à un mainstreaming de ses instruments de mesure et à développer des indicateurs typiques pour le Luxembourg. De même, il faudrait systématiser la collecte des données du système judiciaire.

Le CET est bien évidemment disposé à aider à développer une méthodologie standard pour le recensement.

(Recommandation du CET - Centre pour l'égalité de traitement) (Votes: -1)

16.5.5 Harcelement sexuel

D'après l'article L. 245-4. (2) du Code du travail « (...) l'employeur est obligé de veiller à ce que tout harcèlement sexuel dont il a connaissance cesse immédiatement (...) » et d'après l'article L.245-8. « L'Inspection du travail et des mines est chargée de veiller à l'application des dispositions (...) ».

Selon le CET, cette formulation ne donne à l'ITM aucun moyen de répression ni de sanction à l'encontre du ou des auteurs d'harcèlement sexuel.

La convention du 25 juin 2009 relative au harcèlement et à la violence au travail conclue entre partenaires sociaux ne prévoit également que des « mesures appropriées » qui peuvent comprendre des actions disciplinaires et des sanctions qui peuvent aller jusqu'au licenciement.

Le CET est d'avis que c'est le rôle du législateur de prévoir des échelons de sanctions pour les harceleurs et de donner à l'ITM les moyens nécessaires à l'exécution de son rôle.

Enfin, le CET plaide pour une meilleure protection des victimes au cas où le harceleur est l'employeur lui-même.

(Recommandation du CET - Centre pour l'égalité de traitement) (Votes: -2)

16.5.6 Collaboration juridique dans le domaine des discriminations

Pour pouvoir « apporter une aide aux personnes qui s'estiment victimes d'une discrimination en mettant à leur disposition un service de conseil et d'orientation visant à informer les victimes sur leurs droits individuels, la législation, la jurisprudence et les moyens de faire valoir leurs droits », tel que l'article 10 § 3 de la loi du 28 novembre 2006 le prescrit, le CET ressent le besoin de pouvoir recourir à un réseau d'experts.

Voilà pourquoi la mise en place d'un réseau d'avocats spécialisés dans le domaine des discriminations et la possibilité de collaboration avec ce réseau seraient d'une grande valeur.

(Recommandation du CET - Centre pour l'égalité de traitement) (Votes: -2)

16.5.7 Interdiction explicite de la discrimination multiple

Les directives européennes, de même que la législation luxembourgeoise, reconnaissent que des motifs de discrimination peuvent se chevaucher, mais une interdiction explicite de discrimination multiple n'existe pas.

Pour le moment, le défenseur d'une victime retient surtout un motif, donc forcément le plus saillant.

Une interdiction concrète permettrait déjà d'éveiller une certaine conscience pour ce phénomène et protégerait davantage les victimes de discriminations.

Il existe différentes manières de reconnaître la discrimination multiple dans la législation nationale.

A l'instar de la législation roumaine par exemple, l'on pourrait prévoir qu'une discrimination basée sur deux ou plusieurs motifs constituerait une circonstance aggravante.

Actuellement, un amendement du Parlement européen prévoit d'introduire le concept de discrimination multiple et de discrimination par association dans la proposition de directive du Conseil relative à la mise en oeuvre du principe de l'égalité de traitement entre les personnes sans distinction de religion ou de convictions, de handicap, d'âge ou d'orientation sexuelle.

(Recommandation du CET - Centre pour l'égalité de traitement) (Votes: -2)

16.5.8 Sensibilisation et formation

La loi du 28 novembre 2006, qui crée le CET, ne prévoit pas expressément de lui donner une mission de sensibilisation du grand public.

Sensibiliser la population aux questions d'égalité de traitement et de discrimination est un sujet transversal d'une telle envergure qu'il s'agit d'une gageure majeure qui nécessite à part l'aide et le support gouvernementaux, les moyens financiers et organisationnels adaptés.

Le CET est d'avis que la sensibilisation à l'égalité de traitement doit commencer et que la prise de conscience pour le sujet doit être éveillée, dès le plus jeune âge. Voilà pourquoi le CET demande que l'égalité de traitement entre toutes les personnes et le concept de diversité fassent partie intégrante du plan d'étude dès le cycle 1 de l'école fondamentale.

Pour les adultes, le CET voit également la nécessité d'une sensibilisation et d'une formation continue.

Dans le secteur public, il verrait bien l'introduction d'une formation obligatoire dans le cadre des cours enseignés à l'INAP, tandis qu'atteindre le secteur privé lui semble moins évident, mais également important.

A ce niveau, le CET accueillerait une incitation des institutions de formation professionnelle à proposer une offre au niveau des formations professionnelles continues dans le but de promouvoir les bénéfices concrets d'une politique de diversité au sein des entreprises.

Il serait également souhaitable que les partis politiques sensibilisent et forment davantage leurs membres et surtout leurs femmes et hommes qui assument une responsabilité politique sur cette thématique.

Dans la même mesure, il est important d'instaurer une surveillance dans de nombreux domaines (éducation, médias, ...) afin d'éliminer toute communication véhiculant des comportements et stéréotypes discriminatoires.

(Recommandation du CET - Centre pour l'égalité de traitement) (Votes: -2)